

# COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

**B. P. 269 KIGALI-RWANDA**  
**Tel/Fax : (+250)510393**  
**E-mail: [cnhdh@rwandal.com](mailto:cnhdh@rwandal.com)**

## RAPPORT ANNUEL 2000

**Kigali, Mars 2001**

## **I. AVANT-PROPOS.**

La Commission Nationale des Droits de l'Homme est heureuse de vous présenter son rapport pour l'exercice 2000. Il s'agit de son deuxième rapport depuis le début de ses activités en date du 24 mai 1999. ce rapport 2000 stricto sensu comprend quatre parties

- Une introduction rappelant quelques événements ayant marqué le Rwanda pendant l'année 2000, les objectifs et les structures de la Commission, ainsi que certaines caractéristiques de son travail au cours de la même année;
- Une deuxième partie - la plus importante -- portant sur les travaux de la Commission en 2000;
- Une troisième partie spécialement consacrée à l'utilisation des fonds alloués à la Commission en 2000,
- Une quatrième et dernière partie comprenant la conclusion générale, les perspectives pour 2001 et les recommandations pour la suite.

Ces quatre parties du rapport proprement dites sont suivies de trois annexes, à savoir

Le Règlement d'ordre intérieur adopté par la Commission en 2000, la liste des membres de la Commission avec leurs attributions particulières et l'organigramme de la Commission.

Bien que son allure générale ne diffère guère de celle du rapport 1999, le présent rapport possède au moins deux nouveaux traits marquants qui attestent des avancées bien réelles que l'année du millénaire a apportées aux travaux de la Commission. En premier lieu, il y a la manière dont les violations des Droits de l'Homme ont été exposées, de façon à relever la nature des problèmes, leurs particularités et ce que la Commission a fait pour tenter de les résoudre. Ensuite, la conclusion générale du Rapport et les prévisions pour 2001, ont été complétées de recommandations basées sur les leçons que la Commission a pu tirer de ses travaux de l'année 2000. Ces deux traits correspondent aux vœux que beaucoup de lecteurs du rapport 1999 ont fait parvenir à la Commission.

Il est possible que certaines recommandations exprimées dans la dernière partie du rapport de la Commission. ainsi que certains points du rapport proprement dit sur les violations des droits de la personne au Rwanda heurtent la sensibilité de certains lecteurs du rapport.

A cet égard, la Commission demande à tous et à chacun, à ceux surtout qui font partie des institutions accusées de violations des Droits de la personne, de bien comprendre que la présente publication vise à aider le Rwanda dans la réalisation de l'objectif qu'il s'est lui-même fixé: celui de devenir un Etat de droit. C'est d'ailleurs dans cet objectif que la loi portant création que la Commission trouve son fondement.

En outre, la Commission recevra avec intérêt toute suggestion ou réflexion que les lecteurs du rapport voudront bien lui faire parvenir, en particulier celles mettant en évidence des questions ou des aspects de questions dont le traitement aurait été insuffisant.

Pour terminer, la Commission tient à exprimer ses vifs remerciements aux institutions publiques qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour l'aider tout au long de l'année 2000, tout comme pendant l'année précédente.

Elle remercie également tous les bailleurs de fonds qui l'ont soutenue de leurs conseils et de leurs idées, de même qu'avec des ressources diverses qui ont complété la subvention que le Gouvernement Rwandais réserve à la Commission sur son budget annuel ordinaire.

La Commission remercie aussi les organisations non gouvernementales et tous les habitants du Rwanda qui lui ont témoigné leur confiance en lui transmettant leurs préoccupations, leurs conseils et leurs suggestions.

Une fois de plus, la Commission tient à leur assurer qu'elle redoublera d'efforts, en 2001, pour leur faciliter l'accès à ses services, en ouvrant des bureaux régionaux dans les diverses provinces du pays et qu'elle utilisera tous les moyens dont elle disposera pour que les problèmes relatifs aux Droits de l'Homme qui lui sont soumis ou qu'elle découvre par elle-même puissent trouver des solutions appropriées.

GASANA Ndoba,  
Président de la Commission.

## **II. INTRODUCTION.**

Ce rapport sur le travail de la Commission est le deuxième depuis qu'elle a été instituée. Le premier rapport couvrant la période de juin en décembre 1999 est sorti en mars 2000, tel que prévu par la loi portant création de la Commission.

Le présent rapport, quant à lui, fait état des activités de la Commission de janvier à décembre 2000.

### **2.1. Quelques événements marquants survenus au Rwanda en l'an 2000**

Des événements importants ont marqué le Rwanda au cours de l'année 2000. Citons parmi eux

- l'amélioration de la situation sécuritaire après les violations graves des Droits de l'Homme causées par les incursions meurtrières des "Abacengezi" (anciens miliciens génocidaires Interahamwe et exFAR remobilisés en 1998 et 1999 dans le nord du pays), causant la destruction de beaucoup d'infrastructures indispensables au développement de cette région : écoles, dispensaires, ponts, bâtiments administratifs, etc...

- la poursuite du processus de réinstallation des déplacés dans leurs propriétés tout au long de l'année 2000. Côté négatif cependant: une série d'assassinats non

élucidés ont endeuillé les premiers mois de l'année à Kigali, emportant la vie de 6 personnes tuées par balles.

- Autre ombre au tableau: la famine consécutive à une sécheresse inhabituelle qui a provoqué la migration de certaines populations, en particulier dans les régions du Bugesera, Mutara et Amayaga. - les changements importants survenus sur le plan politique: démission du Président de l'Assemblée Nationale, Monsieur SEBARENZI KABUYE Joseph, remplacé par le Dr. BIRUTA Vincent; démission de M. Pierre Célestin RWIGEMA, Premier Ministre remplacé par M. Bernard MAKUZA. Une démission suivie par l'entrée en fonctions d'un nouveau Gouvernement, le 20/3/2000. Démission du Président de la République, BIZIMUNGU Pasteur, en date du 23 mars 2000; décret de la Cour Suprême élevant le Vice-Président de la République, Son Excellence Paul KAGAME, à la charge de Président a.i.. le 24 mars 2000: élection de Son Excellence Paul KAGAME comme Président de la République par l'Assemblée Nationale de transition en date du 17 avril 2000 suivie de sa prestation de serment le 22 avril 2000 et, enfin, Conférence Nationale, du 18 au 20/10/2000, sur l'Unité et la Réconciliation.

## **2.2. Objectifs et structures de la Commission**

Rappelons ici les objectifs assignés par la loi à la Commission Nationale des Droits de l'Homme

- enquêter sur les violations des Droits de l'Homme et les poursuivre;
- sensibiliser et former la population en matière des Droits de l'Homme.
- déclencher éventuellement des actions judiciaires en cas de violations des Droits de l'Homme par qui que ce soit.

Plus généralement, la Commission a été instituée en accord avec la résolution de l'Organisation des Nations Unies sur les Institutions Nationales de la promotion et de la protection des Droits de l'Homme dans chaque Etat membre, spécialement selon « les Principes de Paris ».

Ces principes prescrivent une indépendance suffisante en faveur de ces Institutions Nationales, condition indispensable à l'accomplissement de leur mission.

Dans le cas du Rwanda, la Commission Nationale des Droits de l'Homme bénéficie de cette indépendance en raison de l'article 2 de la loi portant création de celle-ci. En 2000 comme en 1999, ce droit à la liberté d'action a pu se traduire quotidiennement dans les faits.

## **2.3. Structure et traits caractéristiques de la Commission en l'an 2000**

### **2.3.1. Actions ayant influé sur le fonctionnement de la Commission.**

A la fin du mois de mars 2000, la Commission Nationale des Droits de l'Homme a produit son premier rapport d'activités. Le 13/9/2000, la Commission a définitivement établi son Règlement d'Ordre Intérieur comme prévu par l'article 12 de la loi portant création de la Commission.

Le 16/8/2000, la Commission a pu déménager de son ancienne location vers un bâtiment situé dans le voisinage immédiat de ceux de l'Assemblée Nationale, de la Cour Suprême et du Ministère de la Justice et des Relations Institutionnelles. Ce déménagement a été surtout motivé par le souci de trouver un emplacement propice au bon fonctionnement de la Commission, tout en offrant assez d'espace au personnel nécessaire à l'accomplissement efficace de sa mission.

Le 2/11/2000, les membres de la Commission ont désigné Monsieur Bernardin RUTAZIBWA comme Secrétaire Permanent de la Commission. Cette nomination a été entérinée par le Conseil des Ministres en date du 15/11/2000. Le même jour, Mme Soline NYIRAHABIMANA, membre de la Commission, a quitté celle-ci en raison de sa nomination à la Présidence de la République comme Directrice Générale chargée des questions constitutionnelles et légales.

C'est le 12/12/2000 que les Chefs des Départements de la Commission sont entrés en fonction, cela conformément au vœu longtemps exprimé de voir la Commission résolument orientée vers la réalisation effective de ses objectifs.

Le même mois de Décembre a été marqué par un autre événement important : l'envoi de 4 experts mandaté par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme pour travailler au sein de la Commission. Cet événement est intervenu après la signature de l'accord de coopération entre les 2 institutions, le 24/10/2000, par le Haut Commissaire des Nations Unies et le Président de la Commission.

### **2.3.2. En matière de collaboration avec les organes de l'Etat**

1. Les membres de la Commission ont été reçus par le Premier Ministre en date du 25/1/2000. Les discussions ont porté sur le travail de la Commission et sur les problèmes qu'elle rencontre quotidiennement dans son travail.
2. Le 3/3/2000, le Président de la République, Pasteur BIZIMUNGU, a reçu les membres de la Commission. A cette rencontre, il a également convié 1e Président de l'Assemblée Nationale ainsi que les Ministres dont les responsabilités portent sur des questions en rapport avec le travail de la Commission.
3. Le 3 1/7/2000, le Président de la République, Paul KAGAME, a lui aussi reçu les membres de la Commission. Les personnalités suivantes étaient également conviées à l'entretien: 'le Président de l'Assemblée Nationale, le Premier Ministre, le Président de la Cour Suprême ainsi que le Ministre de la Justice et des Relations Institutionnelles. Sujet des discussions : les problèmes à la Commission tels qu'ils avaient été antérieurement exposés au Président Pasteur BIZIMUNGU.
4. Cette année-là, par ailleurs, la Commission a rencontré à plusieurs reprises les bailleurs de fonds dans un for<sup>u</sup>m appelé «Amis de la Commission » pour discuter de la promotion des Droits de l'Homme et clé l'appui institutionnel.
5. Outre les activités de partenariat dont il sera question dans un chapitre particulier de ce rapport, la Commission s'est entretenue par deux fois avec Michel MOUSSALI, l'envoyé spécial pour le Rwanda de la Commission des Nations-Unies pour les Droits de l'Homme. Ces rencontres ont eu lieu au Cour<sup>s</sup> des mois de Mars et Octobre 2000.

### **III. LES ACTIVITES DE LA COMMISSION.**

#### **3.1. LE PLAN D'ACTION 2000**

Sur base des articles 3 et 4 de la loi portant création de la Commission, l'objectif général était de poursuivre la mise en pratique de la mission que la loi lui a confiée : examiner et poursuivre les actes attentatoires aux Droits de l'Homme sur le territoire rwandais de même que tout autre acte contraire à ces droits. L'autre aspect de la mission étant de mobiliser l'attention de la population pour la sensibiliser aux problèmes relatifs aux Droits de l'Homme.

De façon particulière cependant, la Commission prévoyait qu'en 2000, elle ferait parvenir aux instances compétentes l'amendement de la loi portant création de la Commission pour mieux l'aider à réaliser ses objectifs.

La Commission prévoyait également d'engager son personnel et de lui octroyer une formation nécessaire en matière de Droits de l'Homme. Des bureaux régionaux étaient prévus hors de la capitale pour que, au sein de la population, la sensibilisation aux Droits de l'Homme et la dénonciation des actes contraires à ces droits soient facilitées.

La Commission prévoyait aussi de suivre et contrôler le travail des juridictions "Gacaca". Elle envisageait une action de coordination de toutes les organisations concernées par les Droits de l'Homme pour éviter la dispersion des efforts. Etait également prévue la poursuite des négociations avec les bailleurs (le fonds pour fournir à la Commission les moyens nécessaires à l'avancement de son travail).

#### **3.2. LES PRINCIPALES REALISATIONS**

##### **3.2.1. En matière de protection des Droits de l'Homme**

En ce qui concerne la protection des Droits de l'Homme, la Commission Nationale des Droits de l'Homme s'est rapidement attachée à réaliser les objectifs suivants:

- procéder à des enquêtes sur toutes les violations des Droits de l'Homme dans les domaines civil, politique, économique, social, culturel et du développement.
- mobiliser tous les moyens dont elle dispose pour que toute personne lésée dans ses droits ou qui en est privée puisse être défendue.
- assister de ses conseils les services compétents pour que les actes attentatoires ou contraires aux Droits de l'Homme soient réprimés.
- faire rapport sur les procédés dont se servent les personnes ou les institutions qui violent ces droits.
- enseigner les Droits de l'Homme dans les domaines civil, politique, économique, socioculturel et (lu développement.

##### **3.2.1.1. Dans le domaine des Droits Civils et Politiques**

De janvier à décembre 2000, il n'y avait pas d'agent spécifique en charge de ce domaine. Le travail en cette matière était assuré par le Commissaire chargé du Département des Droits Civils et Politiques qui pouvait compter

occasionnellement sur un ou plusieurs de ses collègues, parfois même sur l'ensemble de ceux-ci en fonction de la nature de la requête adressée à la Commission.

Parmi les questions les plus préoccupantes que la Commission a dû affronter, on peut citer la vague d'assassinats commis dans la ville de Kigali fin janvier et début mars 2000 surtout. Les victimes dont la Commission a pu connaître les identités sont KAGAJU Antoinette et GASUMIZI Valens qui ont été tués dans la nuit du 26 janvier ainsi que KABERA Asiel et Samuel SARGBA, tués dans la nuit du 5 mars 2000. Au cours de la même année, d'autres cas d'assassinats ont eu lieu dans la capitale, emportant la vie de personnes dont des agents de l'ordre, sans que les auteurs de ces crimes puissent être identifiés. Le manque de moyens déjà signalé n'a pas permis à la Commission d'enquêter convenablement sur ces cas. La Commission a cependant fait part de sa préoccupation et de sa tristesse dans un communiqué publié le 7 mars 2000. La Commission a demandé aux instances compétentes de tout mettre en oeuvre pour que, quels qu'ils puissent être, les auteurs de ces crimes soient démasqués et punis. Elle a aussi demandé à la population rwandaise de s'associer pour les dénoncer et les confondre.

Dans la partie suivante du rapport, les cas signalés sont ceux pour lesquels, au moins, une enquête préliminaire a été effectuée par le Département des Droits Civils et Politiques. Les abus dont il est question ont été présentés à la Commission, soit par ceux qui les ont subis, soit à la suite d'une enquête diligentée par le Commissaire chargé du département des Droits Civils et Politiques lui-même ou par ses collègues au cours d'autres investigations. Au cours de l'année 2000, certains cas litigieux ont pu être réglés, d'autres n'ont pas pu l'être.

#### **A. LES CAS TRAITES PAR LA COMMISSION DANS LE DOMAINE DU DROIT CIVIL ET POLITIQUE**

Tout au long de l'an 2000, la Commission a poursuivi ses enquêtes sur les cas non résolus en 1999. Elle a également reçu - soit par écrit, soit oralement - de nouvelles plaintes pour lesquelles elle a engagé et poursuivi des investigations. Ces plaintes étaient déposées, soit par les personnes lésées, soit par une tierce personne ou par l'une ou l'autre institution.

#### **Les cas d'arrestations et de détentions illégales**

##### **1. L'arrestation et l'emprisonnement de NGENZI Daniel.**

Aussitôt que la Commission a appris l'arrestation et l'emprisonnement de NGENZI Daniel dans des circonstances plutôt troubles, ainsi que le rejet de la demande d'accès à son dossier présentée par ses avocats auprès de l'Auditorat Militaire, la Commission a lancé une enquête sur l'arrestation et la mise en détention de cette personne.

La Commission a pu apprendre que NGENZI Daniel était accusé d'avoir contribué à faire désertir un militaire qui se trouverait aujourd'hui au Canada.

Le dossier de NGENZI Daniel porte le N° RMP 3966/AM/KGL/NA/97.

NGENZI Daniel avait été arrêté par les services de renseignement de l'armée (DMI department of military intelligence) le 31/8/1999, qui l'a placé en détention dans ses locaux en dehors de toute procédure légale. Jusqu'au jour où la Commission a demandé qu'il en soit libéré en raison du fait que le DMI n'est pas autorisé par la Constitution à procéder à des arrestations ni à des emprisonnements. Il a été transféré à la Prison Militaire de Mulindi. Ce n'est que le 14/10/1999 qu'un mandat d'arrêt provisoire lui a été notifié, le lendemain de l'établissement d'un "Pro Justitia". Pendant toute la durée de sa détention, NGENZI Daniel n'a jamais eu l'occasion de plaider pour sa cause.

Quand la Commission a fait parvenir son cas aux autorités compétentes, NGENZI Daniel a été libéré au bout d'un long délai, puis autorisé à plaider en semi-liberté.

Sa libération provisoire en date du 7/8/2000 fut cependant réalisée dans des circonstances si peu claires qu'il est difficile de concevoir un procès équitable en sa faveur. Par exemple, son acte de libération conditionnelle indique que celle-ci fut décidée afin de lui permettre de poursuivre son travail ' pendant que son dossier est instruit". Pourtant, la signature de l'Officier du Ministère Public sur la note de fin d'instruction atteste que les enquêtes relatives aux faits lui reprochés étaient clôturées et transmises au Conseil de Guerre le 27/01/2000, date de sa signature.

En Outre, son passeport a été retenu dans les services de l'Auditorat Militaire sans que la moindre attestation ne lui soit délivrée.

## **2. L'arrestation et l'emprisonnement du Sous-Lieutenant MURERA Bertin, du soldat BYABAGAMBA Innocent, de RUTABANA Benjamin, RUKEBA François et RUGEMA Janvier.**

Les familles des militaires MURERA Bertin et BYABAGAMBA Innocent ainsi que celles des civils Benjamin RUTABANA(dit aussi Ben) et François RUKEBA se sont oralement adressées à la Commission pour connaître le lieu de détention de ces 4 personnes. suite à leur arrestation mouvementée en Tanzanie et au Burundi, suivie de leur rapatriement forcé commandité par les autorités rwandaises.

Leurs familles avaient l'inquiétude que ces personnes auraient été tuées. Cependant la Commission disposait d'un témoignage d'une tierce personne qui attestait avoir été détenue avec certains d'entre eux au Burundi avant qu'ils ne soient extradés au Rwanda.

Le 19/2/2000(1. la Commission a écrit au Vice-Président de la République et Ministre de la Défense de l'époque pour qu'il puisse faciliter l'accès de la Commission à ces personnes dont elle souhaitait examiner les cas.

Suite à cette démarche, l'Auditeur Militaire Général a adressé une lettre datée du 29/2/2000 à la Commission. l'autorisant à s'entretenir avec ces personnes. Il y était même précisé qu'une autre personne du nom de RUGEMA Janvier était détenue en compagnie de ce groupe. L'Auditeur Militaire Général est venu s'entretenir avec les membres de la Commission à son siège pour discuter de



l'arrestation, de la détention de ces personnes et des préventions qui leur étaient reprochées, à savoir la désertion de l'armée dans le cas des militaires et la complicité de désertion pour les civils.

Le 2/3/2000. les membres de la Commission se sont entretenus avec toutes ces personnes dans les locaux de l'Auditorat Militaire à Kigali. Il s'est avéré qu'elles avaient passé au moins 21 jours en détention sans mandats d'arrêt, ceux-ci n'ayant été émis que le 26/2/2000 alors que leur rapatriement se situait au 4 et 5/2/2000.

La Commission a été fort préoccupée par l'illégalité de cette situation. Tout aussi préoccupante était l'information selon laquelle deux parmi les détenus. à savoir MURERA Bertin et RUTABANA Benjamin cavaient requis l'asile politique en Tanzanie par l'intermédiaire du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés. La législation internationale en la matière n'a donc pas été respectée puisque leur rapatriement forcé a pu se faire en dépit du fait que le Rwanda et la Tanzanie ont tous deux signé et ratifié la Convention relative aux statuts des réfugiés.

Au cours des entretiens avec ces détenus, la Commission a pu savoir que tous, à l'exception de RUGEMA Janvier. avaient été informés des préventions portées contre eux. MURERA Bertin et BYABAGAMBA Innocent reconnaissaient leur désertion de l'armée tout en donnant les mobiles précis.

RUTABANA Ben,jamin, quant à lui, déclarait que les accusations formulées contre sa personne ne constituaient guère la vraie raison de sa détention, que plutôt il serait poursuivi pour sa contribution à la fuite vers l'étranger de l'ex-Président de l'Assemblée Nationale SEBARENZI KABUYE Joseph .

RUKEBA François reconnaissait avoir conduit en voiture BYABAGAMBA Innocent jusqu'à Butare, le jour de sa fuite, sans rien savoir de ses projets. Les deux se seraient ensuite rencontrés au Burundi par hasard. Il n'aurait donc joué aucun rôle dans la désertion de son co-détenu militaire.

Pendant ces entretiens tenus dans les locaux de l'Auditorat Militaire à Kigali, aucun parmi les détenus ne s'est plaint d'avoir subi la torture, ni tout autre traitement inhumain ou dégradant au cours de sa détention. On pouvait cependant percevoir des signes d'une fatigue inhabituelle chez eux, pouvant faire penser aux membres de la Commission que ces personnes auraient pu être victimes de ce genre de sévices sans oser le dire ouvertement.

Suite à ces entretiens tenus pendant que ces personnes étaient détenues à la prison militaire de Kanombe, les militaires MURERA Bertin et BYABAGAMBA ont été transférés à la prison militaire de Kibungo, tandis que les civils RUTABANA, RUKEBA et RUGEMA étaient conduits vers la prison militaire de Mulindi. La Commission trouve (lue la détention de civils dans des prisons militaires n'est pas chose normale.

La Commission a poursuivi ces rencontres avec l'Auditorat Militaire ; elle a pu aussi visiter les deux détenus militaires à la prison militaire de Kibungo pour

s'informer, suite à l'inquiétude de leurs familles. de la manière dont ils étaient traités. Cinq mois après le premier entretien de la Commission avec ces personnes, celles-ci ont été placées en liberté provisoire. En attente de leur procès, les prévenus sont hors de prison.

Au cours de la rédaction de ce rapport cependant, des informations dont la véracité n'a pas pu être vérifiée indiqueraient (lue deux parmi les prévenus, a savoir RUKEBA François et RUGEMA Janvier, ne seraient plus sur le territoire dit Rwanda.

### **3. L'arrestation et l'emprisonnement du sous-lieutenant NSENGIYUMVA Samuel.**

Le sous-lieutenant NSENGIYUMVA Samuel a été arrêté pour la première fois le 8/3/1998 et incarcéré suite à l'assassinat de BAYINGANA Victor, un commerçant de Kigali.

En date du 23/12/99. le Conseil de Guerre a siégé sur le dossier N°RP0741/CG/99 dans lequel l'Officier du Ministère Public mettait en cause les trois personnes suivantes : le sous-lieutenant NSENGIYUMVA Samuel, le sergent retraité RUTAGUNGIRA René et KAGAJU Antoinette plus tard tuée par balles, par des tireurs dont l'identité reste inconnue à ce jour.

Au bout de ce procès, le tribunal a ordonné que les accusés soient acquittés et libérés sur-le-champ. Cette décision a été exécutée. Pourtant, comme la Commission a pu l'apprendre de sa soeur MUKAKARANGWA Aline le 3/1/2000, le sous-lieutenant NSENGIYUMVA Samuel a été arrêté une seconde **Fois** par l'Auditorat militaire puis incarcéré. Les motifs de cette remise en détention échappent cependant à la compréhension de la Commission puisque dans l'affaire de l'assassinat de BAYINGANA Victor, NSENGIYUMVA avait été innocenté par le tribunal.

Pour engager des enquêtes sur ce cas, la Commission a approché l'Auditorat Militaire à Kigali. Parmi les personnes qu'elle a pu y interroger, nul n'a fourni à son encontre le moindre motif ni la moindre preuve susceptibles de le faire maintenir en prison.

la Commission s'est aussi adressée au Conseil de Guerre qui avait jugé l'affaire et même à la Cour Militaire demandant à ces deux juridictions s'il existait des nouvelles charges contre lui après le jugement qui l'avait innocenté et ordonné sa relaxe; des nouvelles charges éventuellement suivies par une ordonnance de mise en détention provisoire contre l'intéressé, cela en conformité avec la loi. La Commission a pu apprendre qu'aucune juridiction n'avait statué sur la détention préventive de NSENGIYUMVA Samuel et qu'il n'y avait aucun nouveau chef d'accusation à sa charge.

L'an 2000 est arrivé à terme sans que les circonstances de la détention de NSENGIYUMVA Samuel soient éclaircies. C'est qui apparaît nettement, par contre, c'est que l'Auditorat Militaire n'a pas suivi les procédures légales en matière d'arrestation et de détention, ce qui a gravement porté atteinte aux droits de NSENGIYUMVA Samuel.

L'arrestation et la mise en détention arbitraires du sous-lieutenant NSENGIYUMVA Samuel sont une des situations problématiques que nous avons trouvées sur notre chemin, en matière d'incriminations contraires aux prescriptions légales et aux décisions judiciaires.

C'est le 27/3/2001 que l'Auditorat militaire et ordonné la mise en liberté provisoire du sous-lieutenant .NSENGI YUMVA Samuel Cette décision lui interdit cependant tout déplacement à l'étranger. Elle lui prescrit aussi de se présenter devant l'officier (lit Ministère Public tous les mardis et (le résider sw/es lieux de son précédent travail, c'est-à-dire dans les locaux (lit bureau chargé du renseignement militaire connu sous le sigle G2 (A). Ici ailleurs, cette ordonnance (le libération provisoire indique qu'il serait inculpé de meurtre. A la connaissance (le la Commission, cette charge n'avait,jamais paru clans le doss ier auparavant. La Commission trouve que cette façon (le procéder n'est pas transparente et qu'il convient d'y mettre un terme.

#### **4. L'arrestation de Selemani ISSA**

C'est grâce à la lettre du 23/4/2000 envoyée par son épouse Amina ISSA que la Commission a pris connaissance du cas Selemani ISSA. Celui-ci était alors détenu à la prison de Gikondo à Kigali. Il avait été accusé par l'Etat de vol, d'escroquerie et de fabrication de fausse monnaie dans le dossier RP 38522/KGL. Cependant, la plainte adressée à la Commission portait plutôt sur sa détention provisoire non conforme aux procédures légales.

Le Tribunal de Première Instance de Kigali s'est prononcée sur cette demande le 28/2/2000, déboutant le Ministère Public. Le 31/3/2000, la Cour d'Appel de Kigali a elle aussi décidé de mettre Selemani ISSA et ses co-accusés au bénéfice de la liberté provisoire et de comparaître étant libres. Cette décision n'a pas été respectée.

Jusqu'au 24/4/2000, date à laquelle la compagne de Selemani ISSA a fait parvenir le cas de son mari devant la Commission. cette personne était toujours en prison. Cela veut dire que près d'un mois s'est écoulé sans que la décision de la Cour d'Appel, confirmant celle du Tribunal de Première Instance, ne sont appliquée.

Quand la Commission a voulu s'enquérir des raisons de ce retard, le bureau chargé des enquêtes (CID) lui a répondu que Selemani ISSA refusait la formalité de se faire prendre en photo et qu'il comptait parmi les multirécidivistes régulièrement impliqués dans des délits. Il y avait donc risque de fuite, selon le CH). d'autant plus qu'il s'agissait d'un citoyen rwandais bénéficiant d'une deuxième nationalité.

Alors que la Commission enquêtait toujours sur ce cas, l'épouse de Selemani ISSA est venue annoncer à la Commission que l'inculpé avait bénéficié de la libération provisoire tout en restant à la disposition de la justice hors de prison. Ce cas figure parmi d'autres cas - si nombreux hélas - que la Commission ait rencontrés et qui montrent que des résistances persistent contre l'application des décisions judiciaires.

## **5. L'arrestation et l'emprisonnement de MBANDA Jean**

MBANDA Jean est un ancien député à l'Assemblée Nationale. Le 29/5/2000, bien longtemps après qu'il eut quitté cette fonction, il a été arrêté par le Parquet Général près la Cour Suprême et incarcéré, sous l'accusation de l'escroquerie à l'encontre de l'association APROTAM qu'il avait dirigée par le passé.

Ses avocats ont fait part de leur préoccupation à la Commission, du fait de comparaître devant la Cour Suprême en première instance qui prive au justiciable son droit du double degré de juridiction, droit de faire recours.

Dans le cas de MBANDA, ils ont rappelé que l'arrestation est survenue alors qu'il n'était plus parlementaire. Ce qui implique qu'il pouvait être poursuivi par le Parquet de la République de Kigali et comparaître devant le Tribunal de Première Instance comme tout citoyen ordinaire.

Le jour de son arrestation, MBANDA a été écroué à la station de police de Remera où il a passé 10 jours avant d'être transféré vers la prison de Kimironko. MBANDA a demandé de pouvoir s'entretenir avec son avocat conseil habituel, Maître MUTAGWERA Frédéric. Le 13/6/2000, la Cour Suprême a admis le droit de MBANDA à se doter d'un avocat, alors que ce droit lui est reconnu par la Constitution.

C'est le 23/6/2000 que le tribunal s'est prononcé pour la détention provisoire de MBANDA dans son Arrêt N°003 du dossier N°RMPC 240/RS/PROGECA.

Ce même jour, Maître MUTAGWERA Frédéric, avocat conseil de MBANDA, a fait observer à la Cour Suprême, la Chambre de la Cour de cassation, que, selon la législation du pays, son client ne devrait pas comparaître devant cette juridiction. Une observation qui n'a cependant pas reçu l'assentiment de la cour.

En date du 20/11/2000, Maître MUTAGWERA a écrit au Vice-Président de la Cour Suprême et Président de la Cour de Cassation en lui rappelant qu'il fallait renouveler l'arrêt de détention provisoire pour que la détention de MBANDA soit légitime. Il rappelait les dispositions de l'article 41 du code de procédure pénale. La lettre est restée sans réponse. A la fin de l'an 2000, MBANDA venait de passer ainsi sept mois en détention illégale.

A l'emprisonnement de MBANDA s'est ajoutée la réquisition de son véhicule automobile par le Parquet Général près la Cour Suprême, pendant plus de quatre mois (4) sans qu'aucune explication ne soit donnée à son propriétaire ni à sa famille.

Autre entorse aux principes des Droits de l'Homme, c'est la publication de l'arrestation et de la détention de MBANDA par l'Avocat Général RUKANGIRA Emmanuel devant les médias dont la télévision nationale où il a exhibé des documents appuyant les chefs d'inculpation, au lieu de laisser à la juridiction le pouvoir légitime de juger, tout en préservant le droit du justiciable à examiner sereinement ce qu'on lui reproche avant de se défendre.

Dans une correspondance du 10/11/2001 adressée au Président de la Cour Suprême et au Président de la Cour de Cassation, MBANDA accusait les autorités du Parquet Général près la Cour Suprême c 'avoir violé ses droits et demandait sa liberté provisoire avant sa comparution.

La Commission a rendu visite à MBANDA à la station de police de Remera. Elle continue à suivre son cas de près.

*Au moment de la rédaction de ce rapport, la Commission ne sait pas si la Cour de Cassation a statué Sur' la recevabilité de-l 'affaire MBANDA ci-dessus décrite.*

## **6. L'arrestation et l'emprisonnement de BUGINGO Eudes**

C'est grâce au témoignage oral des amis de BUGINGO Eudes que la Commission a pu apprendre son arrestation et sa détention en date du 1/6/2000. BUGINGO avait été arrêté la veille du 31/5/2000 par le Parquet Général près la Cour Suprême. Il réside habituellement à Butare où il travaille pour le compte de l'organisme National chargé de la Taxation et des Impôts (Rwanda Revenue Authority), au titre de contrôleur des douanes dans les préfectures méridionales de Butare et Gikongoro.

La Commission a rendu visite à BUGINGO à la station de police de Muhima. Il a expliqué à la Commission qu'après avoir quitté son lieu de travail le 30/5/2000 à Butare, il a trouvé, au siège principal de son service à Kigali, une convocation de l'Avocat Général au Parquet Général près la Cour Suprême, RUKANGIRA Emmanuel, l'enjoignant de se présenter devant ses services.

BUGINGO a expliqué à la Commission qu'au lendemain de sa comparution devant les dits services, l'Avocat Général RUKANGIRA Emmanuel lui a demandé de servir de témoin à charge contre MBANDA Jean, lequel avait été mis aux arrêts par le Parquet Général près la Cour Suprême en date du 29/5/2000(). BUGINGO a dit à la Commission qu'on lui demandait d'expliquer ce qui s'était passé au sujet de l'APROTAM et de MBANDA. Ils ont conclu qu'il avait des choses à cacher. Selon BUGINGO, cette conviction intime serait à l'origine de son placement dans un cachot de la station de police de Muhima, en attendant qu'il réfléchisse sur les questions en rapport avec sa vie, de même que sur l'importance qu'il représentait pour le bien de sa famille.

Le 14/8/2000, les frères de BUGINGO ont écrit à la Commission une lettre en forme d'appel au secours en sa faveur. Ils qualifiaient de "torture" cette manière d'être arbitrairement et gratuitement jeté au cachot. ("est le 30/6/2000 que BUGINGO a reçu notification par le Procureur Général près la Cour Suprême, GAHIMA Gérard, de la décision le plaçant en détention provisoire.

Au Cours, de l'interrogatoire, RUKANGIRA Emmanuel lui a demandé dans quelles circonstances il avait fait la connaissance de MBANDA Jean et comment il avait sorti des marchandises du port de I Dar-es-Salaam. BUGINGO s'est expliqué sur ces sujets, puis à l'heure de la pause, M. RUKANGIRA l'a laissé entre les mains

de la police, au siège du Parquet Général près la Cour Suprême, pour aller se reposer.

En dépit de ses nombreuses demandes de libération provisoire, BUGINGO a célébré la fin de l'an 2000 en prison. A ce (lue la Commission en sache et jusqu'à ce jour, le Ministère public n'a toujours pas transmis son dossier devant les juridictions compétentes pour qu'il puisse se défendre.

La seule explication (lue donne le Ministère Public sur le rejet des demandes de libération provisoire est que "*son identité est inconnue et douteuse*".

En outre, dans le cas de BUGINGO Eudes comme dans celui de MBANDA Jean, la Commission n'a trouvé aucune justification légale au fait que leurs cas soient traités par le Parquet Général près la Cour suprême au lieu des parquets ordinaires de la République.

## **7. L'emprisonnement de BWANAKWELI Charles.**

La Commission a été alertée par l'épouse de BWANAKWELI, l'informant que son mari était détenu à la station de police de Kicukiro depuis 20 jours.

Les représentants de la Commission ont visité cette station et se sont entretenus avec BWANAKWELI ainsi qu'avec les responsables de cette station.

Parmi les irrégularités détectées par la Commission figure le fait (lue cette personne avait été appréhendée à son domicile par la Police Militaire bien qu'il ne soit qu'un civil et qu'il avait été emprisonné sans mandat d'arrêt ni mandat d'amener. Il est même apparu qu'il avait passé cette vingtaine de jours à la station sans figurer dans les registres prévus à cet effet.

Après que la Commission eut présenté ce cas devant les services de la Police Nationale en montrant que les procédures suivies n'étaient pas conformes aux prescriptions légales, BWANAKWELI a été libéré.

## **8. L'emprisonnement de KARUGANDA Théophile dans un cachot de la commune MUSHUBATI**

La Commission a reçu un courrier d'un frère de KARUGANDA Théophile résidant en Belgique, qui souhaitait l'informer de la situation difficile de celui-ci. Selon ce correspondant, KARUGANDA gisait en prison sans dossier, sur instigation d'un homme qui avait fait un enfant à sa femme.

La Commission a enquêté sur les lieux où KARUGANDA était détenu dans un cachot communal de MushLibati. La Commission a découvert qu'il était en détention provisoire depuis le 30/7/1997 pour des accusations parmi lesquelles figure la participation présumée au génocide de 1994. Elle a trouvé le prévenu en pleine connaissance de son dossier, lequel contenait un procès-verbal qu'il admettait avoir signé sans contrainte aucune.

Jusqu'à la visite de la Commission, mi-août 2000, il n'avait toujours pas comparu devant la Chambre de Conseil pour que celui-ci puisse se prononcer sur sa détention provisoire comme cela est prévu par la loi.

Au sujet de l'information selon laquelle un homme ayant fait un enfant à sa femme figurerait parmi ses accusateurs. KARUGANDA s'inscrit nettement en faux. Il affirme connaître l'homme qui s'est rendu coupable de ce forfait et précise même que celui dont on en accuse n'y est pour rien. A la fin de l'an 2000, KARUGANDA était toujours en prison.

La Commission a été surprise de constater l'écart considérable entre les faits tels que le frère de KARUGANDA les avait présentés dans sa lettre, et tels que l'intéressé les a personnellement rapportés. La Commission prévoit de poursuivre ses enquêtes sur le sujet.

#### **9. Les cas HITABATUMA Emile, sa femme et les autres détenus du cachot communal de MUSHUBATI**

Pendant l'enquête de la Commission sur le cas KARUGANDA, son attention s'est portée sur la situation des présumés auteurs des infractions de droit commun emprisonnés dans le même cachot communal de MUSHUBATI. Certains parmi eux y étaient détenus depuis fort longtemps sans que le moindre acte d'accusation n'ait été établi. D'autres avaient avoué leurs délits sans que ceux-ci puissent justifier une aussi longue détention.

Les cas qui ont pu être retenus par la Commission sont ceux de HITABATUMA Emile et de sa femme NYIRANZIMENYEREZA José, NDAHAYO Valens, MUNYANZIZA et MUKAMUDENGE Emeritha tous détenus dans ce cachot depuis le 1/8/1997.

Ces personnes disent avoir été amenées là par l'ancien conseiller du secteur Mwaka, sous le chef d'inculpation de meurtre. Il les aurait laissées dans le cachot. Puis, jusqu'à l'arrivée de la Commission, l'ex-conseiller ne serait plus revenu s'occuper de leur cas.

Le représentant de la Commission a pu constater qu'aucun dossier à leur nom n'avait été établi pendant tout ce temps. Il a demandé à l'Officier de Police Judiciaire(OPJ) du lieu, de nomination récente à l'époque, de procéder à une enquête susceptible de fournir des motifs consistants d'inculpation de façon à les leur juger et écrouer s'ils sont coupables conformément à la loi, sinon de les libérer en cas d'acquittement.

Au terme de l'enquête, le Ministère Public a pu établir que la victime du meurtre en question avait été tuée par des terroristes infiltrés (abacengezi) et non par les cinq personnes détenues. Cette information avait d'ailleurs percé sans que personne ne suive le dossier des accusés. L'un d'entre eux a été libéré le 29/6/2000, les quatre autres l'ont été le 10/7/2000.

#### **10. L'arrestation et l'emprisonnement de SHIKAMA Vincent et d'autres personnes en commune TABA**

Du 2 au 24/6/2000, la Commission a mis en application la première partie de son programme de visite des stations de police et des cachots communaux pour

s'enquérir surtout des conditions et des durées générales de détention. La Commission souhaitait s'intéresser plus spécialement à la condition des détenus de droit commun. Sur ce sujet précis, la Commission prévoit d'établir un rapport particulier au terme de la deuxième partie du programme. En attendant, la Commission a trouvé nécessaire d'exposer dans la partie actuelle de ce Rapport 2000, consacrée aux enquêtes, quelques situations particulières qu'elle a pu connaître au sujet des prévenus de droit commun écroués dans le cachot communal de Taba.

Parmi ces derniers figure SHIKAMA Vincent, détenu depuis le 28/5/1995, au motif qu'il n'avait pas réussi à s'acquitter d'une dette de mille cinq cents (1500) francs rwandais. Il y a aussi le cas de la HABIYAMBERE Jean, emprisonné depuis le 21/11/1995 à la suite d'une rixe.

Au sujet de ces deux personnes, les représentants de la Commission n'ont pas trouvé, dans ce cachot communal, un seul document indiquant qu'elles auraient au moins été interrogées avant d'être condamnées à la détention provisoire conformément à la loi.

Les représentants de la Commission ont conséquemment demandé à l'Officier de Police Judiciaire (OPJ) présent d'utiliser tous les moyens que la loi lui confère pour que ces personnes puissent bénéficier des droits qui sont les leurs.

Le 17/11/2000, la Commission est retournée sur les lieux pour découvrir que les dossiers de ces détenus n'avaient toujours pas été établis. L'OPJ auquel les représentants de la Commission s'étaient adressés avait été muté tandis que son remplaçant n'était même pas au courant de la question.

Lors de la deuxième visite de la Commission, l'on peut citer entre autres prévenus de droit commun depuis trop longtemps retenus dans le cachot : SEBAZUNGU Bertin, BAGARAGAZA Jean-Pierre, BUREGEYA Balthazar et MUSENGIMANA Célestin. Ces personnes se trouvaient dans le cachot communal depuis le 21/7/1997 pour complicité présumée de meurtre.

Le même jour, le représentant de la Commission a demandé au Procureur de la République à Gitarama de suivre les cas de ces six personnes pour que justice leur soit rendue selon les procédures normales. Le 23/11/2000, le Conseil institué par la Préfecture pour visiter les cachots a libéré 35 prisonniers dont les 6 personnes précitées.

### **Les autres problèmes de droit civil et politique que la Commission a examinés I.**

#### **1. La fuite en exil de SEBARENZI KABUYE Joseph**

Du temps où l'ancien Président de l'Assemblée Nationale SEBARENZI KABUYE Joseph exerçait encore ses hautes fonctions, il est venu confier oralement son inquiétude à la Commission parce qu'il sentait sa sécurité menacée par les accusations de trahison lancées au sein de son propre parti, le Parti Libéral (PL),



ainsi due dans le forum des partis politiques reconnus. Des accusations qui avaient même été publiquement relayées par la télévision nationale.

La Commission lui a demandé de déposer le compte-rendu explicite de son problème par écrit. Ce document n'a pas pu être obtenu. Par contre, SEBARENZI a démissionné de ses fonctions quelques jours après suite à une pétition signée par un grand nombre de ses collègues députés, de même qu'aux débats tenus au sein de l'Assemblée, montrant que beaucoup parmi ses pairs ne lui gardaient plus leur confiance.

Ces événements ont été suivis de la fuite en exil de SEBARENZI sur fond de craintes exprimées par certaines personnes et certaines organisations indépendantes, comme Amnistie International, qui ont contacté la Commission en lui demandant de s'assurer de la sécurité de cette personne, d'autant que le Journal LeSoir, édité en Belgique, avait annoncé dans son édition du 4/2/2000 que SEBARENZI serait écroué dans une prison au Rwanda.

Le 10/2/2000, la Commission a écrit au Ministre de l'Intérieur ainsi qu'au Ministre de la Justice et des Relations Institutionnelles, demandant des précisions quant à la sécurité de SEBARENZI et sur les accusations dont il était la cible dans les journaux et la radio. Dans sa réponse du 6/3/2000, le Ministre de l'Intérieur a fait savoir à la Commission que SEBARENZI n'avait nullement été arrêté ni emprisonné par les services chargés de la sécurité au Rwanda. Il nous a également fait savoir que jusque-là, aucune accusation ni motif connu de ses services ne justifiait que cette personne soit entraînée dans SCI; mouvements ni qu'elle devrait bénéficier d'une protection spéciale.

La Commission a fini par savoir de façon certaine que SEBARENZI s'était réfugié en Ouganda avant de rejoindre la Norvège. Il serait ensuite reparti pour le Canada.

La Commission s'est inquiétée de ce départ en exil parce qu'il a été suivi par d'autres défections d'hommes politiques, d'officiers supérieurs et de journalistes.

## **2. Les menaces contre la sécurité du Capitaine TEGA Frank**

Le 16/3/2000, en guise d'alerte, le Capitaine TEGA Frank a soumis par lettre son problème de sécurité à la Commission.

Le Capitaine TEGA Frank était officier de l'Armée Nationale, l'Armée Patriotique Rwandaise (APR). Il avait été Commissaire à la Culture et à la Jeunesse du mouvement politique FPR, le Front Patriotique Rwandais-Inkotanyi.

Au moment de faire part de ses préoccupations à la Commission, il était l'un des juges du Conseil de Guerre. Il résidait à Kabeza, secteur Kanombe, Commune Kanombe, près de l'endroit communément appelé "ku Giporoso".

Telles qu'exposées dans sa lettre et au cours des entretiens qui s'en sont suivis, ses craintes provenaient du fait que depuis un certain temps, des gens qu'il pensait être des militaires voulant attenter à sa vie ou à la sienne de toute autre façon, rôdaient nuitamment près de son domicile.

Ce sentiment d'insécurité ne s'est pas dissipé quand il a déménagé pour Nyamirambo près de la station de police avant d'effectuer un second déménagement vers un autre coin du même quartier. Les opérations de ratissage et de fouilles menées fin décembre dans son coin de quartier par les forces de sécurité ont aggravé son angoisse. Elles ont abouti à la confiscation de son arme de service et des munitions qui l'accompagnaient alors que, selon lui, elles étaient le seul moyen de se protéger et de protéger sa famille contre les menaces.

D'après le capitaine TEGA, c'est en 1995 et 1996 que les premiers signes inquiétants se sont manifestés la première fois. Dès qu'il a alerté les hauts dirigeants de l'Armée et du FPR-Inkotanyi, la situation s'est provisoirement apaisée avant de revenir à un état de tension extrême en 2000.

Le 17/3/2000~ la Commission a adressé un courrier au Vice-Président de la République et Ministre de la Défense pour lui faire part de ce problème. Elle a eu divers entretiens avec des dirigeants importants de l'Armée et de la Police Nationale dans le but de rechercher la vérité afin de faire respecter le droit de cette personne et de sa famille à la sécurité.

par ailleurs, à sa propre demande, la Commission a souvent dépêché les forces de sécurité auprès de lui. À plus de deux reprises la même nuit, cela à l'époque où il résidait à Kaheza et aussi après son déménagement à Nyamirambo. L'un des policiers accourus sur place en pleine nuit a expliqué à la Commission qu'il avait repéré les traces d'une bottine semblable à celle d'un militaire au domicile du capitaine TEGA, du côté où celui-ci disait situer l'endroit de provenance habituel de ses persécuteurs. Il convient d'ajouter que les personnes vivant dans la maison du capitaine TEGA, aussi bien à Kabeza qu'à Nyamirambo, ont confirmé que ses craintes étaient fondées alors que certains parmi les responsables des services de sécurité n'accordaient guère de crédit à ses éléments de preuve, quelquesuns allant même jusqu'à le soupçonner de dérangement mental.

Pour en avoir le cœur net, la Commission aurait dû être en possession de matériel et d'experts en techniques d'investigation dont elle ne disposait pas en l'an 2000. Fin janvier 2001, alors que la Commission menait toujours enquêtes et entretiens sur le cas, elle a appris que le Capitaine TEGA n'était plus à son domicile à Kigali et qu'il se serait réfugié à l'étranger.

### **3. La disparition de HATEGEKIMANA Jacques**

HATEGEKIMANA Jacques est un jeune homme qui est né en 1977. Il est originaire de la Cellule Mashasha, région de Nyakabuye à Cyangugu, lieu de résidence habituelle de ses deux parents. Il était élève au Groupe scolaire "La Promise" à Kigali, logeant chez un membre de sa famille habitant la Cellule Bibare, Reniera 3, en ville de Kigali.

Pendant l'enquête préliminaire menée par la Commission, il se disait que c'est dans la matinée du 13/5/1998 que des gendarmes l'ont appréhendé. Les personnes qui le logeaient ont pu connaître le nom d'un de ces gendarmes et le lieu de son domicile. Ils ont même indiqué le nom d'un civil dont nous taïrons le nom puisque les enquêtes sont toujours en cours et dont ils connaissent tout

aussi bien l'identité car il réside dans la même cellule et la même Commune que HATEGEKIMANA Jacques.

En juin 2000, la Commission a mené une enquête destinée à établir la vérité sur cette affaire. Lorsque le représentant de la Commission est arrivé à son lieu de résidence et de naissance, il s'est entretenu avec ses parents et leurs voisins dont des autorités locales. La Commission a été informée de la manière dont HATEGEKIMANA avait disparu et des vaines recherches entreprises pour le retrouver.

De façon générale, en matière de droits de la personne humaine, **l'article 25** relatif aux disparitions stipule : a lorsqu'une personne a disparu de son domicile ou de sa résidence sans donner des nouvelles et .sans constituer un mandataire général, elle est réputée vivante pendant deux ans à partir du jour auquel remontent les dernières nouvelles positives que l'on a e u de son existence »

Le cas de HATEGEKIMANA Jacques diffère cependant de la situation évoquée dans cet article, puisqu'il a été arrêté par des personnes bien identifiées. Son cas relève donc des "**délits contre la liberté individuelle**", comme cela apparaît clairement dans les articles 388-390 du code pénal.

La Commission a adressé un courrier au Ministère de la Défense pour lui demander de l'aider à voir les personnes (lui auraient une part de responsabilité dans la disparition de HATEGEKIMANA. A la fin de l'année 2000, aucune réponse n'avait encore été reçue à ce sujet. La Commission poursuit ses investigations.

#### **4. [,'extorsion et les menaces à l'encontre de RUVAKUBUSA François**

Le 19/01/2000, RUVAKUBUSA François a fait parvenir à la Commission l'affaire du vol de sa voiture TOYOTA DYNA RR 83.09B qu'il avait acheté avant de se la faire subtiliser de façon préméditée par ceux qui la lui avaient vendue : des militaires et certains parmi les Officiers de Police .Judiciaire (J.P.). du Parquet de Kigali.

Ceux qu'il désignait particulièrement étaient MUSHAMBA Stevin, le substitut SINDAYIGAYA Marc du Parquet de Kigali et un militaire au grade non précisé du nom de MASUMBUKO Alexis qui l'avait menacé en pointant son arme sur lui.

RUVAKUBUSA a expliqué à la Commission que l'Auditorat Militaire l'avait aidé en faisant rechercher sa voiture avant de la ramener au Parquet de Kigali. C'est de là qu'elle a disparu par la suite. Il a finalement appris que c'est également de là que ceux qui la lui avaient extorquée l'avaient prise pour se l'approprier une seconde fois.

La Commission l'a présentée aux policiers compétents en la matière de la CID (Criminal Investigation Department) et même au Parquet de Kigali. A la fin de l'an 2000, pas mal de temps s'était écoulé sans que RUVAKUBUSA ne revienne vers la Commission pour l'informer de la suite de cette affaire.

#### **5. Le viol et l'entrave au droit à la ,justice de Dame X**

Dans une lettre datée du 30/01/2000 et adressée à la Commission par la Supérieure de la Congrégation Religieuse des "Sœurs Auxiliatrices", est relaté le cas d'une religieuse dont nous taïrons le nom par égard pour son honneur, qui a été violée à son lieu de travail par un individu non identifié, assisté dans son forfait par d'autres personnes également non identifiées. Les faits s'étaient produits en janvier 1999. Les suspects que les enquêtes préliminaires désignaient et dont nous taïrons les noms pour les mêmes raisons précitées, ont été arrêtés et soumis à la détention provisoire. La Congrégation Religieuse de la victime a écrit à la Commission pour lui faire savoir que celle-ci n'avait jamais été convoquée devant un tribunal. Selon la Congrégation, cette omission est responsable de la libération du suspect, lâché dans la nature sans que le moindre procès n'ait eu lieu.

Quand la Commission a pris conscience du fait qu'il s'agissait d'une affaire déjà portée devant la justice, elle a aidé la victime à trouver un avocat membre d'une association s'occupant de ce genre d'affaires. A la fin de l'an 2000, les personnes qui s'étaient adressées à la Commission n'avaient plus informé celle-ci sur la suite accordée à ce cas.

#### **6. Le procès RINGUYENEZA Pierre-Claver c/ le Ministère de la Défense.**

La Commission a été appelée à l'aide par RINGUYENEZA Pierre-Claver, ancien médecin auprès du Ministère de la Défense, dans sa lettre du 4/4/2000. Cette lettre se rapportait à l'exécution provisoire du jugement R.C. 26756/97, engagé par RINGUYENEZA contre son employeur, suite à son licenciement qu'il estimait abusif.

Alors que RINGUYENEZA a successivement gagné son procès contre l'employeur devant le Tribunal de Première Instance puis devant la Cour d'Appel, ce dernier n'a pas respecté les décisions de ces deux juridictions en accordant son dû au plaignant.

Les huissiers de justice approchés par la Commission ont oralement rapporté que la concrétisation des décisions prises par la justice n'était pas aisée, en raison du fait que c'est à l'Etat que le paiement était exigé.

La Commission a par après écrit au Ministre de la Défense pour lui expliquer l'urgence de cette affaire, compte tenu surtout de la situation très difficile dans laquelle le non-paiement de son dû avait placé RINGUYENEZA et sa famille, comme la Commission a pu l'apprendre. La Commission a même vainement tenté de faire intervenir l'aide sociale en sa faveur. A la fin de l'an 2000, cette affaire n'avait pas encore été réglée. ,

*Le 19 mars 2001, RINGUYENEZA a écrit au Ministre des Finances et de l'Administration Publique avec copie pour information à quatre organes de l'Etat dont la Commission. A sa lettre, RINGUYENEZA a joint « une attestation qui prouve son insécurité » lui envoyée par les autorités de base du Secteur Reiner (la Commune Kacyiru (Kigali-ville), stipulant qu'il devait rendre la maison qu'il habite "avant le 31/3/2001", suite au*

*non-respect (le ce qu'il avait convenu avec le propriétaire de cette inaison en date clic 15/7/2000. Ce document dentandait également « au Gouvernement Rwandais de l'aider dans cette affaire avec l'exécution du jugement R.CA 12372 du 23/12/00 ».*

## **7. La demande de protection préventive de GASIMBA F. Xavier**

Dans sa lettre **du 29/6/2000**, GASIMBA François-Xavier, professeur à l'Université de Butare et écrivain, a fait savoir à la Commission qu'un voisin l'avait averti du fait que deux personnes, dont un militaire armé en uniforme, s'étaient égarées chez ledit voisin à la recherche de son domicile. Cela l'a inquiété au point de s'adresser à la Commission par écrit, avec copies pour information aux services chargés de l'ordre.

En raisom du manque de moyens à l'époque, la Commission n'a pas pu suivre cette affaire en 2000, année qui s'est cloturée sans que GASIMBA ne donne plus d'autres informations sur son problème. Soit que le problème s'était compliqué ou réglé par une intervention des services de sécurité auxquels il s'était adressé, soit pour toute autre raison.

## **8. D'arrestation (le NSABIMANA Sylvain et (le SAM, son chauffeur, en Ouganda**

A l'époque de la tension apparue dans les relations entre l'Ouganda et le Rwanda, certains voyageurs en provenance du Rwanda ont été harassés ou spoliés en Ouganda, d'autres ont même été emprisonnés.

Parmi ces personnes, les cas qui nous ont été soumis par leurs familles sont ceux de NSABIMANA Sylvain et de SAM (seule identité donnée à la Commission), son chauffeur.

Arrêtés par des militaires ougandais, ils ont été roués de coups dans un camp militaire de la ville de Kabarc avant d'y être séquestrés. Ils voyageaient dans leur minibus portant matricule RR 9715 B.

En raison du fait que les compétences de la Commission ne s'étendent pas hors des limites du territoire rwandais, ce cas a été porté à la connaissance du Ministère des Relations Extérieures du Rwanda. Il a été aussi signalé par lettre à la Commission Ougandaise des Droits de l'Homme pour qu'elle suive l'affaire de près. De façon tout à tait coopérative, la Commission Ougandaise a bien accueilli le message. Elle a même fait savoir à notre Commission qu'elle avait suivi attentivement cet incident.

La Commission a finalement appris que ces personnes avaient été relâchées, remises en possession de leurs **biens** et rapatriées au Rwanda.

## **9. Le litige entre SEBERA Antoine et la Cour Suprême**

Le procès entre feu SEBERA Antoine et la Banque Nationale du Rwanda (BNR) est un litige vieux de 23 ans. Parce qu'il s'agit de la première affaire portée à la connaissance de la Commission et qu'elle opposait ses protagonistes bien avant notre institution, il convient de dresser un tableau résumé de ce cas.

- le 16/2/1978, l'Entreprise de Construction de M. SEBERA Antoine, la SOGEE, a décroché le contrat de construction du bâtiment dans lequel la BNR opère aujourd'hui. Un marché qui valait à l'époque 675.115.225 francs rwandais. L'achèvement des travaux devait se faire dans un délai de 24 mois.
- les travaux ont immédiatement commencé. Le 23/01/1979 cependant, le gouverneur de la BNR de l'époque, M. BIRARA Jean Berchmans, a écrit à SEBERA en lui demandant d'arrêter les travaux. La raison invoquée étant que la qualité du béton utilisé n'était pas conforme aux normes requises.
- Suite à cette injonction, le béton utilisé a été envoyé pour analyse à l'étranger. Une analyse qui a fait conclure aux experts que la qualité de ce béton correspondait bien aux normes. Malheureusement, le commanditaire des analyses n'a jamais révélé le résultat de celles-ci à la société SOGEE-SEBERA.
- La BNR s'est plutôt empressée d'écrire à SEBERA, l'autorisant à reprendre les travaux tout en lui imposant de nouvelles conditions contraignantes à l'excès. Ce fut la convention du 12/3/1979.
- Il apparaît clairement que SEBERA n'avait aucun choix. Il a par conséquent repris les travaux le 2/5/1979.
- C'est le 10/8/1982 que les travaux ont été achevés. L'inauguration provisoire de l'immeuble BNR fut même rehaussée d'une réception organisée par la société GEOMINES, mais il se disait que certains travaux n'auraient pas été totalement réalisés. En réalité, les seuls travaux inachevés étaient ceux de la toiture et de l'étanchéité de l'immeuble.
- La BNR affirmait que la société SOGEE-SEBERA était responsable des malfaçons dans la toiture. Quant à SEBERA, il faisait valoir que conformément à la convention du 12/3/1979, la BNR avait elle-même recruté en sous-traitance un Belge du nom de DEKKERS pour qu'il réalise la toiture. Il précisait même qu'au moment où DEKKERS construisait cette toiture, il avait, lui SEBERA, envoyé un courrier à la BNR faisant remarquer que les équipements techniques utilisés par DEKKERS étaient d'un modèle plutôt ancien et qu'ils n'étaient guère adaptés à des pays dotés d'un climat semblable à celui du Rwanda. La BNR a donc mandaté un de ses experts en architecture. Dans son rapport, celui-ci a conclu que la faute revenait à M.DEKKERS.

## Les péripéties judiciaires

En date du 14/4/1991, la BNR s'est adressée au Président du Tribunal de Première Instance de Kigali, demandant une ordonnance pour confier à d'autres entrepreneurs le soin de parachever l'exécution des travaux mal exécutés ou inachevés. Le 6/5/1991, elle a déposé contre SEBERA une plainte destinée à obtenir les arrangements suivants auprès du tribunal de première instance

- garantir que les malfaçons soient correctement refaites au besoin par un autre entrepreneur (91.000.000 Frw); une somme de 33.757.563 Frw pour cause de retard dans la réalisation des travaux; une autre de 5.257.507 Frw comme salaire à verser à

un conseiller technique, une autre encore de 6.043.061 Frw pour frais de voyage et d'étude du dossier et, enfin, 1.958.867 Frw de bénéfices. Ce qui fait un total de 138.926.998 Frw réclamé à la SOG I: E-SEBERA.

- La SOGEE-SEBERA a repris la balle au bond, portant plainte à son tour sous la forme d'une demande reconventionnelle, exigeant de la BNR le paiement d'une facture de 73.632.780 Frw datant de 1986, de même qu'un autre montant de 50.000.000 Frw précédemment déposé sur un compte garant destiné à financer d'éventuels travaux additionnels, montant dont la trace avait été perdue. Le 9/4/1991, le Tribunal de Première Instance a tranché en faveur de SEBERA, ordonnant à la BNR de lui verser la somme de 104.869.485 Frw.
- La BNR a aussitôt déposé contre cette décision un recours enregistré sous le n° RRC.10.675/K16.  
Monsieur SEBERA Antoine a perdu la vie par la suite, emporté par le génocide de 1994.

### **Après le génocide.**

Après le génocide, le Dr Jean SEBERA, fils de l'entrepreneur décédé, a poursuivi l'affaire devant la cour- d'appel.

- Maître HODARI NSINGA (aujourd'hui président de la Cour de Cassation), avocat de la BNR, a demandé une expertise pour que soient évalués les travaux inachevés et que l'entrepreneur responsable de ces manquements soit désigné. Le tribunal a mandaté 3 experts respectivement choisis par la BNR et par la SOGEE-SEBERA, le troisième étant désigné par l'Etat pour le représenter dans cette affaire.
- Les conclusions envoyées au tribunal par les experts ont confirmé que les travaux de toiture étaient effectivement de très mauvaise qualité. Elles ont également établi que la SOGEESEBERA n'était en rien responsable de cette carence, son travail à elle étant conforme au cahier général des charges convenu.
- Au vu de ces conclusions, Maître HODARI NSINGA qui avait lui-même requis l'expertise, a décidé de renoncer à défendre la BNR. Cela a poussé la BNR à dénoncer son ancien avocat auprès du barreau de Kigali, dans la lettre n° 010/98/R.FX/mgk du 11/12/1998. ("est Maître MUGEMANA J.M.V qui a repris la défense des intérêts de la BNR. En outre, suite à l'expertise, la BNR a décidé d'abandonner la plupart des charges, à l'exception de la facture de 73.632.780 Frw et du montant réclamé à SEBERA pour qu'il parachève la réparation des malfaçons. A la date du 13/12/1980, ce montant s'élevait à 443.915.240 Frw.
- La Cour d'appel a également débouté la BNR car elle avait admis la facture précitée devant la justice avant de la récuser bien après le délai de 60 jours de recours autorisé. La BNR admettait par contre le paiement de la somme de 443.915.240 Frw, reconnaissant aussi devoir s'acquitter d'un intérêt de 9%, à titre d'aveu judiciaire. SEBERA, de son côté, réclamait un intérêt de 19% sur la somme. Le tribunal a coupé la poire en deux: le taux d'intérêt fut fixé à 15%.

- C'est ainsi que la BNR a été condamnée à verser une somme légèrement supérieure à 900.000.000 Frw, décision aussitôt contestée et suivie d'un recours en cassation.

### **A la Cour de cassation.**

Parmi les 5 points présentés devant la Cour de cassation par Maître MUGEMANA J.M.V, avocat de la BNR, un seul a été retenu par ladite juridiction.

Les quatre autres accusations ont été rejetées par la Cour car, selon elle, ces griefs portaient sur le fond de l'affaire (moyens de fond) alors que celui-ci avait été suffisamment examiné par la Cour d'appel de Kigali.

- L'unique chef d'accusation retenu par la Cour pour casser le jugement précédent dans le dossier n° RCA.10.675/KIG, portait sur la nationalité de l'avocat qui défendait les intérêts de la SOGEE-SEBERA devant la Cour d'Appel. Cette avocate, Maître Nadine SOULAN était de nationalité française. En raison du principe de réciprocité, la loi française devrait comporter une disposition autorisant un avocat rwandais à plaider d'office devant une juridiction française pour que l'inverse soit justifiable, mais cela n'est pas le cas.
- Lors de la séance du 5/6/2000, devant la Cour de Cassation, la SOGEE-SEBERA était défendue par Maître SOULAN jusqu'à la clôture des débats. Cette situation n'avait été dénoncée. ni par Maître MUGEMANA, défenseur de la BNR et auteur de cette objection, ni par les juges eux-mêmes.
- Qu'au moment du verdict, ceux-ci puissent baser le jugement sur le fait que la SOGEESEBE RA était défendue devant la Cour d'appel par une avocate étrangère qui ne saurait donc exercer son métier sur le territoire rwandais, cela ne paraît guère plausible. La Commission s'est demandée comment une avocate étrangère, de ce fait non qualifiée devant la Cour d'Appel, le serait en revanche devant la Cour de Cassation, juridiction supérieure.

Par ailleurs, au cours du procès R.A. 0285/13.03/98, opposant la BACAR à BIRARA devant la Cour d'Appel de Kigali. BIRARA était défendu par un avocat de nationalité belge, alors que la législation belge ne comporte aucune disposition permettant à un avocat rwandais de plaider d'office devant une Instance Judiciaire Belge.

Dans ce cas précis, la Cour de Cassation n'avait pas trouvé cette objection pertinente au moment du verdict.

Dans l'affaire BACAR c/ BIRARA, l'avocat qui avait plaidé avec succès la nullité de l'objection relative à la nationalité de ses collègues de la partie adverse, se trouve être Maître MUGEMANA qui, dans le cas BNR e/ SOGEE-SEBERA soutenait l'argument contraire. En outre. nous avons observé que deux parmi les trois juges de l'affaire BACAR c/ BIRARA (NZAMUKWEREKA Venant et MAFARANGA Anastase) avaient également jugé l'affaire BNR c/ SEBERA. Même le troisième juge dans le cas BNR c/ SEBERA n'était pas sans rapport avec l'affaire BACAR c/BIRARA.



*La Commission a fini par apprendre que le procès aurait été renvoyé (levant la Cour (l'Appel en date (lut 4.janvier 2001. L'adversaire (le Ici BNR ayant du changer d'avocat, une nouvelle cause (le blocage est apparue dans ce laby'inthe.juridique.*

## **B. CONCLUSION SUR LES PROBLEMES DE DROIT CIVIL ET POLITIQUE**

1. Au sujet des cas identifiés comme relevant du Droit Politique et Civil, on observe que les violations les plus fréquentes se rapportent aux **arrestations et détentions illégales**.

Comme l'indique la déclaration du Procureur Général, GAMMA Gérard lui-même, ces abus sont malheureusement assez communs

***"...la question des arrestations est titi problème très grave. Le plus souvent l'arrestation d'une personne est immédiatement suivie de sort incarcération. Il existe des procédures légales en la matière.***

***Or dans le pays, les choses se passent le plus souvent de manière illégale. C'est titi des obstacles titi respect des Droits ale l'Homme datas le puy. Il s'agit d'un problème très grave".*** (extrait de l'émission radiophonique "Kubaza bitera kumenya" du 23/7/2000 sur Radio-Rwanda).

Le 8/12/2000, Maître MUTAGWERA Frédéric, avocat de MBANDA Jean a lui aussi déclaré à la Commission qu'à son avis ***"les personnes que la loi a chargées de rétablir les citoyens datas leurs droits ne semblent pas respectueux de la loi qui les a mandatées "***.

Avant de revenir sur la réponse qui convient à ce problème, il y a au moins quatre observations à relever

- la première est que les services chargés de procéder aux arrestations et aux détentions doivent respecter et faire respecter les lois du pays ainsi que les conventions internationales auxquelles le Rwanda a souscrit. Ces services doivent aussi se faire à l'idée que la détention des personnes se liait pour des motifs valables et selon des procédures établies.
- la deuxième est qu'il convient d'accorder une valeur réelle à la liberté de mouvements et au droit à la dignité personnelle.
- la troisième: il faut consolider la notion d'égalité de tous les êtres humains devant la loi, car c'est bien cette idée qui maintient l'espoir de tout un chacun et entretient la paix au sein de la société.
- en quatrième lieu : renforcer la pratique politique consistant à encourager toute personne résidant au Rwanda à bien connaître et défendre ses droits et libertés.

Les lois, Constitution du Rwanda y comprise, insistent sur les Droits de l'Homme de façon tout à fait explicite.

Un premier exemple nous est fourni dans les "Accords de paix d'Arusha" qui accordent à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948, une importance bien plus grande que celle qu'elle réserve à la loi fondamentale du Rwanda de 1991 pour tout ce qui touche le domaine des Droits de l'Homme.

Un autre exemple réside dans le fait que le Rwanda a signé et ratifié la Convention Internationale de Droits Civils et Politiques du 16/12/1966. Cette convention a été introduite dans la législation nationale par le décret-loi n° 8/75 du 12/01/1975 (Journal officiel, 1975, p.230)

**L'article 2 (2)** de cette convention stipule.\* « les Etats parties (lit présent acte s'engagent à prendre en accord avec leurs procédures constitutionnelles et avec /es dispositions (lit présent pacte les arrangements devant permettre l'adoption (le telles mesures d'ordre législatif ou autre propres ci donner- ci/et aux droits reconnus (lit présent pacte qui ne seraient pas déjà en vigueur »

**L'article 2 (3)** de cette convention précise en outre que les pays signataires de ladite convention s'engagent à

- a) *« garantir que toute personne dont les droits et libertés reconnus dans les présents pactes auront été violés disposera d'un recours utile alors même que la violation aurait été commise par les personnes agissant (laits l'exercice de leurs fonctions officielles*
- b) *garantir- que 1 'autorité compétente,,judiciaire, administrative ou législative, ou toute autre autorité compétente selon la législation de l'Etat, statuera sur les droits de la personne (lui forme le recours et développer les possibilités de recours juridictionnel:*
- c) *garantir la bonne suite donnée par les autorités compétentes à tout recours qui aura été reconnu .justifié. »-*

**l'article 4 (2)** de cette convention précise, lui, qu'aucune décision ne saurait être prise en contradiction avec **les articles 6, 7, 8 (2 et 3), 11, 15, 16 et 18.**

En matière d'arrestation et de détention, il est en outre rappelé que "nul ne doit être soumis à la torture" (article 7 de la Convention précitée et article 5 de la Déclaration Universelle des Droits de l'homme). Nul ne doit être contraint à témoigner contre sa propre personne [(article 14(3)(g) de la Convention précitée] comme cela pourrait avoir été le cas pour BUGINGO Eudes.

Autre transgression fréquente : celle sur le droit pour toute personne d'être informée sans retard, au cours de sa détention, sur l'accusation dont elle fait l'objet [article 9(2) de la Convention précitée.]

*« Toute individu arrêtée sera informée au moment de son arrestation, des raisons de cette arrestation et recevra notification dans les plus courts délais, de toute accusation. portée contre lui » (article 9 (3)).*

Au vu des problèmes les plus couramment rencontrés par la Commission, non seulement les conventions internationales à respecter ne le sont pas, mais même les lois rwandaises en matière de procédures pénales ne sont pas toujours suivies. A ce sujet un bon exemple est celui de **l'article 38 (2)** du Code de procédure pénale où il précise que :

*«si le. juge .se trouve dans la même localité (lue l 'officier du Ministère Public, la comparution devant le juge (loir avoir lieu. au plus tard dans les cinq jours de la délivrance du mandat d'arrêt provisoire. Dans le cas contraire, ce délai est d'augmenter du temps strictement nécessaire pour effec tuer le vov age saufle cas de force majeure ».*

Il y a aussi l'**article 41 (1)**, lui aussi fréquemment ignoré, qui dit pourtant .  
*«L'ordonnance autorisant let mise en état de détention préventive est valable pour trente jours, y compris les jours où elle est rendue. A l'expiration de ce délai, la détention préventive peut être prolongée pour un mois et ainsi de suite de mois en mois, aussi longtemps que l 'intérêt public et les nécessités de l'instruction l'exigent »*

Par ailleurs, toute personne privée de sa liberté de mouvement suite à une arrestation ou une détention, doit disposer de la possibilité légale de s'adresser à un tribunal pour assurer sans retard la légalité de ses conditions de détention. En cas d'irrégularité patente de ces conditions, le tribunal doit ordonner sa libération.

Le cas de Shikama qui fut détenu pendant plus de cinq ans en raison de son incapacité à s'acquitter de la somme dérisoire de 1500 Frw montre que ce qui est précédemment dit n'est pas toujours respecté.

Au sujet de ce cas d'ailleurs, il faut aussi rappeler ceci : « Nul ne peut être emprisonné pour la seule raison qu'il n est pas en mesure c1 'exécuter- une obligation contractuelle» (**article 11** de la Convention Internationale précitée).

**2.** Au-delà de ce qui est ci-dessus décrit sur les arrestations et les détentions, le cas du sous-lieutenant NSENGIYUMVA est, lui, tout à fait particulier. Une particularité qui réside dans le fait qu'il avait été jugé et innocenté par un tribunal. Ce qui n'a pas empêché l'Auditorat Militaire de l'arrêter une seconde fois. Il s'agit ici d'un cas de **non-respect de la chose jugée, une transgression qui n'est pas si rare hélas!**

**L'article 14 (7)** de la Convention Internationale sur les Droits Civils et Politiques dit pourtant « Nul ne peut être poursuivi (ru puni en raison d'une infraction pour laquelle il a déjà été acquitté ou condamné par un. jugement définitif conformément a la loi et ii Ici procédure pénale de chaque pays ». Le non-respect des décisions de justice est aussi flagrant dans le procès RINGUYENEZA avec le Ministère de la Défense; mais cette carence a été observée dans d'autres dossiers que la Commission a eu à traiter. Tel est le cas non évoqué ci-dessus de Dame NYIRAFURERE de Gitarama, opposée dans un procès au Substitut MUYANGO Donald, aujourd'hui en fonction à Butare, qui avait occupé sa. maison dans des conditions irrégulières.

Selon les informations dont dispose la Commission, bien que cette dame ait plaidé et obtenu gain de cause, l'année 2000 s'est clôturée sans qu'elle perçoive les réparations financières gagnées devant les tribunaux. A ce jour, aucun signe ne permet de faire espérer qu'elle serait près de les recouvrer.

C'est le pouvoir judiciaire qui est chargé de défendre le droit à la justice et à la liberté de chacun. Cela doit être bien compris et passer dans les habitudes. Cette

prérogative lui est conférée de par disposition légale (article 33 de la Constitution de la République Rwandaise, 10 juin 1991).

Le respect de cette disposition légale est un bon principe susceptible d'aider au redressement d'un pays longtemps miné par l'impunité pour que la population prenne conscience de la nécessité de ne plus transgresser sciemment la loi. Il faut, en outre, rappeler que des lois existent pour punir ceux qui privent les autres de leurs droits légitimes.

Un exemple dans ce sens est celui de la disposition légale contre les arrestations et les détentions arbitraires ou illégales, soulignée dans le manuel des enquêteurs édité par le Ministère de la Justice en 1995..

*« Tout fonctionnaire (rit officier public, tout dépositaire ou agent de l'autorité ou de la, force publique qui aura illégalement ou arbitrairement arrêté ou fait arrêter, détenu ou fait déténir une ou plusieurs personnes, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de cinq mille CI dix mille francs, ou de l'une de Ses peines Seulement » (article 297).*

La loi ne punit pas uniquement ceux qui arrêtent les autres de façon arbitraire ou illégale, elle punit également : « Tout fonctionnaire ou officier public chargé de la police administrative ou judiciaire qui, en ayant le pouvoir aura négligé ou refusé de faire casser une détention illégale portée a sa connaissance, sera puni de l'emprisonnement d'un mois à un. an et d'une amende de mille a cinq mille francs » (article 299, 1<sup>er</sup> paragraphe.)

*"Tout fonctionnaire ou officier public chargé de la police administrative ou judiciaire qui, n' ayant pas le pouvoir de faire cesser une détention illégale, aura négligé ou refusé de constater celle qui aura été portée a sa connaissance et de la dénoncer à l'autorité compétente sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et (sera amendé de cinq cents à deux mille. francs rwandais ». (article 299, paragraphe.2)*

*"Tout directeur de prison ou autre agent préposé à la garde des prisons qui aura reçu un prisonnier sans ordre écrit, sans mandat ou sans, jugement, sera puni d'un emprisonnement de huit, jours à six mois et d'une amendé de cinq cents à deux mille francs rwandais » (article 300).*

Il est également précisé que: « outre les peines prévues par le code pénal, l'officier du Ministère public qui aura fait détenu quelqu'un illégalement ou arbitrairement peut se voir condamné dans le cadre disciplinaire et même aux dommages moraux à donner à la victime ».

## **Recommandations**

- I. La Commission trouve nécessaire l'instauration rapide d'une loi punissant de façon exemplaire les personnes qui, au mépris de la loi, violent les Droits de l'Homme dans le domaine civil. Quand les Droits de l'Homme sont respectés, chaque citoyen acquiert la possibilité de devenir un défenseur résolu de la paix, contribuant efficacement au développement du pays. C'est aussi une remarquable contribution à la sécurité et à l'unité des Rwandais. Le Rwanda est signataire de plusieurs conventions

internationales relatives aux Droits de l'Homme. Ces conventions ont été ratifiées et même intégrées à la législation nationale. Il existe, aussi des lois nationales applicables en la matière. Les personnes chargées du respect des Droits de l'Homme devraient observer ces lois.

2. De façon imminente, il faut que les prévenus de crimes de droit commun qui sont arbitrairement ou illégalement emprisonnés soient mis au bénéfice de la libération conditionnelle. Si nécessaire, ces personnes peuvent rester à la disposition de la justice hors de prison.
3. La Commission demande que, pour les délits de droit commun, les arrestations et les détentions préventives, soit appliquée la loi du 23/01/1963 instituant le Code de procédure pénale. Cela requiert une révision de la loi n°/26/99 du 31/12/1999 modifiant la loi n°16/97 du 26/12/1997 modifiant la loi n°9/96 du 8/9/1996 modifiant provisoirement le dit Code.  
Cette loi ne respecte pas le principe selon lequel « *la liberté de la personne humaine est ' garantie, nul ne peut être poursuivi, arrêté ou condamné, si ce n 'est duras les cas prévus pur la loi entrée en vigueur avant la commission de l'acte et dans les formes qu'elle prescrit » (article 12 de la Constitution du 10/06/1991)*. La durée d'attente est trop longue avant la comparution effective devant un tribunal ou la confirmation de la détention provisoire par un tribunal.
4. Aussi longtemps qu'un tribunal ne s'est pas prononcé sur son cas, toute personne doit être considérée comme innocente. La Commission considère que toutes les personnes légalement placées en détention provisoire devraient l'être dans un espace séparé de la place réservée aux personnes condamnées. Ni leurs uniformes, ni leur dénomination ne devraient être les mêmes. Traiter une personne non condamnée de façon irrévocable comme prisonnier, c'est la priver entièrement ou partiellement de sa dignité.
5. Considérant l'histoire de notre pays et le nombre très insuffisant de juges et d'avocats dont nous disposons par rapport à ce que ce nombre peut être dans d'autres pays, il ne devrait pas y avoir d'entraves inutiles au travail de ceux qui font métier de défendre les autres en justice.  
**«le droit a la défense, y, compris celui de se, faire assister par un défenseur de sons choix » (article 7 (c) de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples-1981)**
6. La Police Nationale récemment instituée doit disposer d'équipements et d'autres moyens capables de l'aider à accomplir efficacement sa mission.

### **3.2.1.2. Dans le domaine des Droits Economiques, Sociaux, Culturels et Droit au Développement**

Avant de parler des plaintes dont la Commission a été saisie dans le domaine des Droits hconomiques, Sociaux. Culturels et Droit au [Développement. il](#) est pertinent de rappeler certains principes contenus dans les conventions internationales sur lesquelles la Commission s'est appuyée pour l'examen et le traitement des plaintes lui soumises.

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui jouit d'une place prépondérante dans la Constitution Rwandaise, stipule Notamment dans les articles

- **L'article 17** : « Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété ». « Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété » .
- **L'article 25** énonce : « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement (...) ».
- **L'article 26** renchérit en ces termes : « Toute personne a droit à l'éducation (...) ». « L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales »

Faisant référence au Droit Constitutionnel Rwandais, l'article 4 des Accords de Paix d'Arusha relatif au rapatriement des réfugiés rwandais et la réinstallation des personnes déplacées stipule :

*« le droit à la propriété est un droit fondamental pour tous les Rwandais. Par conséquent, les réfugiés ont le droit de, rentrer en possession de leur propriété à leur retour ».*

*“.....Cependant en vue de promouvoir l'harmonie sociale et la réconciliation nationale, les réfugiés qui ont quitté le pays il y a plus de dix ans ne devraient pas réclamer leurs propriétés qui ont été occupées par et assurées individuellement. En compensation, le Gouvernement mettra à leur disposition des terres et les aidera à se réinstaller ».*

*« Concernant les propriétés qui ont été occupées par l'Etat, le rapatrié a droit à une juste compensation de la part du Gouvernement ».*

Dans le domaine de la protection des Droits Economiques, Sociaux, Culturels et Droit au Développement, la Commission a examiné et traité les cas suivants

#### **a) le droit à la propriété individuelle (immeubles, propriétés foncières,...)**

##### **• Plaintes relatives aux immeubles occupés illégalement**

La Commission a été saisie de huit cas relatifs à l'occupation illégale de dix maisons. Trois des plaignants ont pu récupérer quatre maisons de la façon suivante

Madame MUNYANEZA Emerthe a repris possession de ses deux maisons sises dans le secteur Rugenge, quartier Kiyovu (Kigali Ville) , Madame NDUWAYEZU Violette a récupéré la sienne sise dans le secteur Rugunga, Kiyovu (Kigali-Ville) ; les orphelins de Feu Madame MUKAMUSONI Judith ont été également réhabilités dans leurs droits par la repossession de leur maison située à Nyamirambo, Secteur Cyivugiza (Kigali-Ville).

Trois autres personnes ont gagné leurs procès quant à la récupération de leurs maisons mais les décisions des tribunaux y relatives n'ont pas été exécutées ; ces personnes sont nommément Mademoiselle BYABATESI Christine. Madame

NIYIMPA Julie et Madame NYIRAFURERE, personne âgée. dont la maison a été squattée par le Substitut MUYANGO Oswald.

Un autre cas soumis à la Commission est celui de Monsieur KAYUMBA Isidore qui, rentré exil après 30 ans, a trouvé sa maison vendue par la Commune MUKINGI en 1960. Dans sa lettre n°GN/NA h/pR/212/2000. la Commission a demandé au Ministère de l'Intérieur et de l'Administration Territoriale de prendre des mesures appropriées pour la réhabilitation de Monsieur KAYUMBA dans ses droits. en conformité avec l'article 4 des Accords de Paix d'Arusha.

La Commission a également été saisie du cas de NYIRARUKUNDO Joséphine qui s'était adressée directement à la Commission Nationale des Droits de l'Homme ; il lui a été conseillé d'introduire sa plainte d'abord auprès des instances habilitées dont la Préfecture de la Ville de Kigali et d'épuiser toutes les voies hiérarchiques et d'en informer la Commission à chaque étape.

Dans le souci de régler les problèmes des maisons occupées illégalement afin qu'elles soient restituées à leurs propriétaires légitimes, la Commission a demandé au Ministère de la Justice et des Relations Institutionnelles ainsi qu'à celui de l'Intérieur et de l'Administration Territoriale de prendre des mesures appropriées pour la mise en exécution des décisions des tribunaux.

La Commission compte également saisir l'Assemblée Nationale de Transition et d'autres Instances Supérieures du pays, de la complexité des problèmes des violations des droits à la propriété privée, à l'endroit des réfugiés ayant vécu en exil pour une période dépassant dix ans afin d'ériger des stratégies plus adéquates visant le droit à la propriété privée pour tout le monde.

- **Plaintes relatives aux propriétés foncières**

La Commission a été saisie des sept cas relatifs aux propriétés foncières occupées illégalement. 11 s'agit de GAKWAVU Pierre, MUTEMBEREZI Pierre-Claver, SHEMA Charles, UWAMARIYA Mélanie, NIYIMPA Julie, BYABATESI Christine et BIRINDA Augustin. De ces sept personnes, seul SHEMA Charles a récupéré sa propriété foncière.

Quant à MUTEMBEREZI Pierre Claver, BYABATESI Christine et NIYIMPA Julie, bien qu'ayant gagné leurs procès, ils n'ont pas encore été réhabilités dans leur droit à cause de la non exécution des jugements des tribunaux. La Commission s'est adressée au Ministère de la Justice et des Relations Institutionnelles pour le règlement de ces problèmes.

Concernant le cas de GAKWAVU Pierre, à son retour d'exil, il a retrouvé sa propriété occupée par une autre personne qui l'avait obtenue de la Commune GISUMA. En date du 15 Décembre 2000, la Commission a demandé par écrit aux Autorités de la Préfecture de Cyangugu de continuer le règlement du différend à l'amiable, la procédure ayant déjà été déclenchée. Jusqu'au moment de la rédaction du rapport, la Commission n'a pas encore reçu de feed-back de la part des autorités de Cyangugu.

Pour le cas de Madame Mélanie UWAMARIYA dont la limitation de la parcelle a été débordée par un voisin, la Commission prévoit l'approche de médiation en collaboration avec les responsables des secteurs sociaux de base du ressort des concernés.

Quant à la plainte de Monsieur BIRINDA Augustin, exproprié sans indemnisations requises, il lui a été demandé de s'adresser d'abord aux Autorités de la Ville de Kigali.

• **Les problèmes liés au bétail**

Dans ce domaine, la Commission a été saisie de deux cas dont Monsieur TWAGIRAYEZU Théogène de la Commune Gikomero (Kigali Rural) et NDUTIYE Claudien, originaire de Nyaruguru dans la Préfecture de Gikongoro.

TWAGIRAYEZU a obtenu gain de cause au niveau du Tribunal de Canton de Gikomero et il avait été décidé qu'il lui soit restitué ses vaches confisquées lors du Génocide de 1994. TWAGIRAYEZU n'a pas encore récupéré son patrimoine tout simplement parce que les décisions du tribunal n'ont pas été exécutées. Encore une fois la Commission s'est adressée aux Autorités de base du ressort de TWAGIRAYEZU afin que ce problème soit réglé.

Quant au cas de Monsieur NDUTIYE Claudien, il s'agit d'un procès d'une durée de 37 ans qui a fait le tour de tous les tribunaux du pays, partout NDUTIYE a échoué ses procès. Mais jusqu'aujourd'hui il s'estime toujours victime des jugements mal rendus. Compte tenu du problème particulier de ce litige qui oppose deux frères, la Commission a demandé au Préfet de Gikongoro, en qui NDUTIYE semble avoir plus confiance, d'essayer de tenter une médiation entre les deux frères. Ceci semble n'avoir pas été possible puisque le frère de NDUTIYE n'a pas daigné répondre à l'invitation. L'année 2000 s'est terminée sans la moindre solution au problème et NDUTIYE n'était pas prêt à renoncer.

**b) le droit à l'éducation**

Vers la fin de l'année 1999, la Commission a été saisie par Mademoiselle NYINAWAKIBIBI Charlotte qui se plaignait d'avoir été renvoyée injustement de l'Ecole d'Infirmières à Nyanza u Espanya » où elle poursuivait ses études en 6<sup>ème</sup> année.

La Commission s'est rendue sur place pour des enquêtes éventuelles et après des contacts et entretiens fructueux avec les autorités de l'École, Mademoiselle NYINAWAKIBIBI a repris ses études au mois de Février 2000.

**c) le droit au travail**

Les agents de l'ex-Imprimerie Nationale du Rwanda (I.N.R.) ont déposé à la Commission leur plainte relative au licenciement irrégulier suite à la privatisation de l'I.N.R.

Nous tenons à rappeler que jusqu'à présent il n'existe aucune loi ni dispositions légales en ce qui concerne les mesures sociales d'accompagnement en cas de licenciement des agents sous-statut dans les entreprises du secteur public privatisées.

C'est dans ce cadre qu'en date du 26 Octobre 1998, une délégation gouvernementale conduite par le Ministre des Finances et de la Planification Économique s'est entretenue avec les membres du Comité Syndical des Agents de l'Ex-I.N.R. et les décisions suivantes ont été arrêtées



- Tous les agents licenciés devaient bénéficier de leurs salaires des mois de Septembre et d'Octobre 1998 ;
- Eu plus, tous ces agents devaient bénéficier des mesures d'accompagnement social équivalant à 6 mois de salaire.

La Commission déplore que jusqu'à ce jour ces mesures n'aient pas été appliquées. Ce cas a été traité par le Département des Droits Sociaux, Économiques, Culturels et droit au Développement, qui a émis quelques propositions visant à réhabiliter les agents de l'Ex-I.N.R. dans leurs droits.

Dans un proche avenir, la Commission compte communiquer aux intéressés sa position.

Un autre cas de violation des Droits au travail soumis à la Commission Nationale des Droits de l'Homme concerne un nommé Bruno VILLA, de nationalité Congolaise, licencié irrégulièrement par la Compagnie Générale de Banque (COGEBANQUE).

La Commission a orienté Monsieur Bruno vers le Service de l'Inspection du Travail au sein du Ministère de la Fonction Publique et du Travail, seul organe habilité à régler les différends de travail des agents étrangers. Les tentatives de médiation entre les deux parties entamées par le service susmentionné n'ont pas abouti. Les dernières nouvelles nous font savoir que la plainte se trouve au Tribunal de l " Instance de Nyamirambo.

#### **d) les droits de l'enfant**

Trois personnes ont soumis à la Commission des plaintes concernant la violation des droits de l'enfant.

Concernant les cas des enfants de BAYINGANA Victor et de KAGAJU Antoinette ainsi que Madame NIYIMPA Julie, la violation était relative au tutorat des enfants orphelins et à la gestion de leurs biens laissés en héritage.

Ces litiges se caractérisent particulièrement par l'existence de plusieurs tuteurs pour un seul enfant et qui se réclament mutuellement la primauté de tutorat de ces orphelins.

Pour les deux précités, le problème réside dans la non exécution des décisions arrêtées par les tribunaux.

La Commission s'est adressée encore une fois au Ministère de la Justice et des Relations Institutionnelles ainsi qu'au Ministère de l'Intérieur et de l'Administration Territoriale pour qu'ils mettent tout en œuvre pour éradiquer les pratiques illégales.

elle a également demandé à certaines autorités de base de déployer plus d'efforts pour faire exécuter les décisions arrêtées par les tribunaux.

Le troisième cas concerne l'enfant de MUTETELI Joyce enlevé clandestinement par son père alors que la décision du tribunal avait accordé la garde du jeune enfant à sa maman. Manifestement le père de l'enfant, BUSINGYE Johnson (Avocat Général au Parquet Général de 1a République), a préféré contourner la décision prise par le Tribunal.

La Commission s'est occupée particulièrement de ce cas et l'enfant a été remis à sa mère.

Les investigations sur ce cas ont également fait apparaître un fait nouveau concernant l'agression de la même MUTETELI par les frères de son ex-mari qui ont déchiré son passeport. Madame MUTETELI a immédiatement porté plainte auprès de l'Auditorat Militaire et jusqu'à ce jour rien n'a encore été fait pour que justice soit rendue.

La Commission a fait le suivi de cette affaire auprès du service susmentionné, mais les résultats se font toujours attendre.

#### **e) Les droits sociaux**

Dans le domaine des droits sociaux, la Commission a eu à traiter du cas de l'étudiante orpheline. UKOBANGIZE Clémentine de Runda (Gitarama), chassée de la propriété que ses parents lui avaient léguée. Le tonds des rescapés du génocide ayant cessé de payer ses trais scolaires, Clémentine a dû abandonner ses études.

La Commission a demandé le réexamen de ce cas par le Fonds précité. Quant à la propriété Familiale spoliée à la jeune fille, le Tribunal de Première Instance de Gitarama examinait encore ce cas à la lin de l'an 2000.

#### **Remarque:**

*Nous ne pouvons clore cette partie du rapport sans parler des plaintes relatives à la pauvreté générale observée (manque de fiais de scolarité, de médicaments, etc... ). Certaines personnes viennent même à /a Commission pour solliciter une aide matérielle ou financière que celle-ci ne peut le<sup>ur</sup> fournir. En effet,. il finit signaler que ni la loi portant création de la Commission, ni les budget lita alloué rie prévoient de rubrique d'assistance sociale.*

*La Commission a plutôt orienté ces cas des nécessiteux vers les services !labilités, qu'ils soient publics ou privés. Pour leur, aciliter la tâche, la Commission est allée jusqu'à leur octroyer de"; lettres de recommandation auprès des services susmentionnés.*

#### **CONCLUSION**

Tenant compte de la nature des plaintes déposées à la Commission, dans le domaine des Droits Sociaux. Economiques, Culturels et Droit au Développement, le constat en est que la grande partie des cas de violations reposent sur la non exécution des décisions des Tribunaux et que la grande part des responsabilités revient aux services chargés de la mise en exécution de ces décisions. La Commission tient à souligner que tant que cette obligation n'est pas respectée, nul ne devrait s'étonner des critiques publiques contre le fonctionnement d'une justice qui ne respecte pas les Droits de l'Homme.

Un problème d'une acuité particulière est celui des biens appartenant aux réfugiés rapatriés au bout de dix ans d'exil ou plus. En raison de son caractère

national, ce problème sera étudié par les instances supérieures du pays: Gouvernement et Assemblée Nationale comme précédemment indiqué.

Clairement observé est le fait que presque toutes les instances dirigeantes prennent pour principe les bonnes relations préconisées dans l'article 4 des Accords de paix d'Arusha dans sa partie précitée. tout en paraissant ignorer les obligations que l'Etat est censé observer vis-à-vis des citoyens concernés.

C'est pour cette raison qu'il convient de rappeler cet article dans son entièreté

« ... les deux parties recommandent cependant qu'en vue de promouvoir l'harmonie sociale et la réconciliation nationale, les réfugiés (qui ont quitté le pays il y a plus de dix ans ne devraient pas réclamer leurs propriétés qui ont été occupées par d'autres individus.

En compensation, le gouvernement mettra à leur disposition des terres et les aidera à se réinstaller. Concernant les propriétés qui ont été occupées par l'État, le rapatrié a droit à une juste compensation de la part du Gouvernement ».

Il convient donc que l'Etat considère rapidement l'application effective des obligations formulées dans cet article, comme celle d'indemniser correctement les personnes ayant renoncé à réclamer leurs biens détenus par d'autres, sans oublier d'indemniser tout aussi correctement ceux dont il détient lui-même la propriété.

### **3.2.2. En matière de promotion des Droits de l'Homme**

#### **3.2.2.1 Les activités prévues pour l'an 2000.**

- Préparer et dispenser l'enseignement des Droits de l'Homme, organiser des conférences publiques sur les Droits de l'Homme dans les établissements d'enseignement secondaire et supérieur, dans les Communes, dans les camps de solidarité de la jeunesse et des autorités de base élues ainsi que dans les formations organisées par les associations indépendantes couvrant dans le domaine des Droits de l'Homme.
- Préparer et diffuser le matériel didactique sur les droits de l'Homme (les résumer et les produire en grande quantité...) y compris les lois nationales se rapportant à la consolidation de ces droits.
- Etablir un plan d'action des formations destinées aux différentes cibles incluant aussi les Formations des formateurs, les enseignants, les journalistes, les agents de sécurité, les fonctionnaires de l'Etat, les représentants des organisations non gouvernementales et les dirigeants d'entreprises privées.
- Faire le nécessaire pour lancer une émission radiophoniques hebdomadaire de la ( Commission Nationale des Droits de l'Homme sur Radio Rwanda.
- Collecter les données sur les activités réalisées et les besoins en matière de promotion des Droits de l'Homme.

- Préparer et organiser la célébration des journées commémoratives des conventions internationales ou africaines des Droits de l'Homme signées au bénéfice de certaines catégories de personnes.

### **3.2.2.2. Les réalisations les plus importantes**

#### **I. En matière de promotion des Droits de l'Homme**

En l'an 2000, des séances de formation ont été organisées et animées dans les camps de solidarité et dans les instituts supérieurs et les universités. Cela avait pour but de sensibiliser différentes catégories de la population sur les Droits de l'Homme.

L'autre action étant de sensibiliser la population au sujet des Droits de l'Homme par l'organisation des journées spécialement réservées à la commémoration des principes régissant les Droits de l'Homme sur le plan international.

## Tableau récapitulatif des activités réalisées

Date et lieu	Groupe cible	Sujets traités
Le 03/02/2000 au Centre de Formation de Gabiro	Les Commissaires politiques de toutes les brigades de l'armée nationale, environ 300 personnes	Les caractéristiques d'un Etat de droit et les Droits de l'Homme au Rwanda
Le 03/02/2000 au (entre Iwacu de Kabusunzu	Les membres de l'Association de ~ Défense des Droits de l'Homme, ARDHO, et une cinquantaine de ses invités	Les objectifs de la Commission Nationale des Droits de l'Homme, ses activités envisagées et le travail des I organisations indépendantes des Droits de l'Homme
Le 04/02/2000 à l'école de police de Gisgari	Environ 500 jeunes qui se préparent à commencer leurs études à l'Institut Supérieur Pédagogique de Kigali et au Kigali Institute of Science, Technology and Management (KIST)	Introduction aux Droits de l'Homme sur le plan international (explications s'y rapportant, les catégories des Droits de l'Homme). Quelques problèmes de violations des Droits de l'Homme et la mission de la Commission Nationale des Droits de l'Homme
Le 09/05/2000 à l'école militaire de Gako	Environ 500 candidats officiers dans l'Année Nationale	Les problèmes auxquels doivent se pencher les Défenseurs des Droits de l'homme : la responsabilité des Forces de l'Ordre.
Mai 2000 sur les antennes de Radio Rwanda	Les rédacteurs en chef de Radio Rwanda dans un débat centré sur la rédaction d'un manuel à l'usage des éditeurs de Radio Rwanda	Le droit d'expression du journaliste ; ce qu'il doit ou ne doit pas faire pour mener à bien ~ sa mission sans empiéter sur les droits des autres
Le 01/06/2000 à Busogo	1 Premier groupe réunissant ~ environ 450 élèves se préparant l'enseignement supérieur	Introduction aux Droits de l'Homme sur le plan international ; leur présence dans la législation rwandaise ; la I mission de la Commission Nationale des Droits de l'Homme.
Le 07/06/2000 en Commune Buyoga (Byumba)	La population de certains secteurs choisis de la Commune Buyoga au cours de la semaine réservée à la lutte contre le viol des femmes et des petites filles.	Origine du viol des femmes et des petites filles : les stratégies pour lutter contre ce fléau.
Fin Juin 2000 au Centre IWACU Kabusunzu	Forum des activités contre la torture en formation réunissant les médecins 'et les étudiants en médecine.	Débats sur les conséquences de la torture sur la Société Rwandaise.

Date et lieu	Groupe cible	Sujets traités
fin Juin 2000 à Nkumba (Ruhengeri)	, Près de 400 élèves candidats à l'enseignement supérieur au Rwanda réunis dans un camp de solidarité.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Définition des Droits de l'Homme ;</li> <li>- Catégories des Droits de l'Homme ;</li> <li>- L'universalité et la complémentarité des Droits de l'Homme ;</li> <li>- La mission de la CNDH, son plan d'action, rôle de la jeunesse en matière de protection des Droits de l'Homme.</li> </ul>
Le 24/07/2000 à Busogo (Ruhengeri)	Deuxième groupe de près de 450 (lèves, candidats à l'Enseignement Supérieur au Rwanda	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les Droits de l'Homme en général -- explications</li> <li>- Les catégories des Droits de l'Homme</li> <li>- Les Conventions Internationales sur les Droits de l'Homme ratifiées par le Rwanda et intégrées dans sa propre Législation.</li> <li>- La Mission de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et son Plan d'Action.</li> </ul>
Le 21 /08/2000 au Centre des Jeunes de Gacuriro (Kigali-Ville)	Environ 200 représentants de la jeunesse élus au niveau des instances de base des secteurs constituant la Ville de Kigali et les structures de la Jeunesse Estudiantine de cette ville. Ce camp de solidarité avait été organisé par la préfecture de la Ville de Kigali.	Comme ci-dessus, plus le rôle de la jeunesse dans la promotion des Droits de l'Homme.
Le 17/08/2000 A Byumba	Environ 200 enseignants réunis dans un camp de solidarité préparé par la Commission Nationale de l'Unité et Réconciliation en collaboration avec la préfecture de Byumba, dans le but de consolider l'unité et la réconciliation des habitants de Byumba	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Explication du concept des Droits de l'Homme</li> <li>- Exemples</li> <li>- Leur complémentarité et leur universalité</li> <li>- Objectifs de la Commission Nationale des Droits de l'Homme</li> </ul>
Le 06/09/2000 A Nyanza (Butare)	Environ 200 femmes et jeunes filles élues au niveau des instances de base et des organisationnelles des femmes de Butare réunies dans un congrès extraordinaire au niveau préfectoral	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les Droits de l'Homme en général, les Droits de la femme et de l'enfant en particulier</li> <li>- Introduction à la loi n° 22/99 du 12/11/99</li> <li>- Mission de la Commission.</li> </ul>

Date et lieu	I Groupe cible	Sujets traités
Le 06/09/2000 A Gitarama au palais des Femmes	environ 50 officiers supérieurs de la Police Nationale opérant dans l'Ouest et le Centre du pays , formateurs futurs de leurs collègues.	- Introduction aux Droits de l'Homme sur le plan international et dans la Législation Rwandaise, le rôle des Forces de l'ordre dans la protection de ces droits. - Objectifs et activités de la Commission Nationale des Droits de l'Homme
Le 10/09/2000 A Kahusunru (Centre Iwacu)	Les agents de l'organisation de défense des Droits de l'Homme (LIPRODHOR) futurs formateurs des élus au niveau local dans les Préfectures	- les droits de demander et d'obtenir l'asile en cas de persécution - Le Droit à la Nationalité
Le 26/09/2000 A Butare ISAP (Institut Supérieur d'Administration Publique)	Séminaire regroupant environ 70 membres de l'AJPRODHO(Association de Jeunes pour la Promotion des Droits de l'Homme et du Développement).	- La notion des Droits de l'Homme sa définition, son développement historique - Les catégories des Droits de l'Homme - La situation globale des Droits de l' Homme au Rwanda d'après génocide et massacres - Le plan d'action de la CNDH .
Le 27/09/2000 à ButaRe/IRST (Institut de recherche scientifique et technique)	Environ 40 employés de l'IRST dans le cadre des conférences i organisées à leur intention par Direction	Définition des Droits de l' Homme, leur complémentarité et leur universalité. - Mission de la CNDH - Difficultés prévisibles et projets - La situation des Droits de l'Homme au Rwanda
Le 24/11/2011). à Kigali - KHI I (Kigali I Heath Institute)	Environ 100 étudiants et professeurs du KHI	- Une explication des Droits de l' Homme ; les sources des Droits de l'Homme au niveau international et au Rwanda . - Les Institutions chargées de la protection des Droits de l'Homme - Le rôle des médecins et assistants médicaux dans la protection des Droits de l'Homme
Le 11-12, 2000 à Kigali au Centre JOC (Jeunesse Ouvrière Catholique )	170 membres et responsables la JOC-Kigali réunis dans un congrès extraordinaire	1 - Explications sur les Droits de l'Homme en général - L'interprétation de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme dans la législation Rwandaise ; - La situation des Droits de l'Homme au Rwanda.

Date et lieu	Groupe cible	Sujets traités
Le 23/11/2000 à Gikonko dans Mugusa (Butare)	Les représentants de la des différentes confessions religieuses et ceux des élues au niveau des communes frontalières de Mugusa. Environ 200 jeunes réunis dans le camp de solidarité organisé par le Diocèse de Butare sur la culture de la paix et la tolérance.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Définitions des Droits de l'Homme ;</li> <li>- Les principes de base des Droits de l'Homme et leurs références dans la législation et la culture rwandaise ;</li> <li>- Les institutions publiques chargées de la protection des Droits de l'Homme ;</li> <li>- La mission de la Commission Nationale des Droits de l'Homme ;</li> <li>- Le rôle des structures de la jeunesse dans la protection des Droits de l'Homme en préfecture de Butare surtout.</li> </ul>
Le 29/11/2000 A Busogo (Ruhengeri)	484 enfants de moins de 14 ans prévenus de Génocide et des crimes contre l'humanité, regroupés en Camp de avant leur libération).	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Explication des Droits de l'Homme en général</li> <li>- Droits et devoirs des enfants et des Jeunes dans la vie courante (surtout dans les domaines économique, socioculturel et du développement)</li> <li>- Mission de la C N D H</li> </ul>
Le 29/11/2000 En Communes Mbogo et Tare (Kigali Rural)	2000 élus au niveau des instances de base dans les communes Mbogo et Tare en formation sur des thèmes préparés par les autorités communales.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Explication des D.H.</li> <li>- Exemples des D . H . dans la Législation rwandaise</li> <li>- Instances en charge du respect des D.H. surtout au niveau communal</li> <li>- Mission et projets de la C N D H</li> </ul>
le 07/12 /2000 A L'E cole Nationale de Police de Ruhengeri	Environ 25 Policiers en formation d'une durée d'un 1 mois , avec l'intention leurs collègues dans un processus de promotion en matière de DU	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaboration entre la Police et la C N D H</li> <li>- Mission et activités de la C N D H</li> </ul>



## 2. Consacrer des Journées particulières à la sensibilisation de la population aux Droits de l'Homme

A certaines dates dédiées à la célébration des Droits de l'Homme, la Commission a préparé et diffusé des messages spécifiques. Par voie de presse, ces messages ont été diffusés à l'intention de la population. La Commission a également pris une part non négligeable dans les cérémonies commémoratives de la Journée Internationale des Droits de l'Homme.

Voici les communiqués diffusés à ces occasions

- **Communiqué n°0 01/2000 du 6/3/2000** dénonçant la vague de violences qui s'est abattue sur la ville de Kigali fin janvier et début mars 2000. La Commission s'est inquiétée de voir que les responsables de ces assassinats n'étaient pas identifiés pour être poursuivis par les instances judiciaires compétentes. La Commission a exhorté les agents de l'ordre à tout mettre en oeuvre pour chier les actes attentatoires à la vie et à la sécurité de la population soient identifiés, combattus et punis sur toute l'étendue du pays. Elle a aussi demandé aux habitants du Rwanda de s'associer pour identifier et dénoncer les criminels quels qu'ils soient.
- **Communiqué n°002/2000 (lu 8/3/2000)** exprimant la satisfaction de la Commission à propos de l'avancée importante réalisée par le Gouvernement Rwandais en matière de sauvegarde et de consolidation des droits de la Femme, surtout de son droit à la propriété et la facilitation de son accès aux instances de prise des décisions . Dans ce communiqué, la Commission s'élevait par ailleurs contre l'accroissement des cas de viol à l'encontre des femmes et des jeunes filles. Elle a demandé à toutes les institutions et à toute la population de combattre ces actes.
- **Communiqué n°003/2000 du 16/6/2000** montrant comment la Commission s'est associée aux Rwandais et à tous les Africains pour célébrer la journée de l'Enfant africain. Le communiqué signalait les progrès importants réalisés dans l'amélioration de l'éducation et de la vie des enfants après le génocide qui a ravagé le Rwanda, tout en exprimant ses préoccupations au sujet de ce qui reste à faire dans ce domaine. Parmi ces soucis: les tuteurs abusifs qui s'approprient des biens laissés aux orphelins par leurs parents disparus, l'emprisonnement des enfants en compagnie d'adultes et parfois dans les mêmes cellules, le travail des enfants qui remplace leur éducation et leur instruction ainsi que la multiplication des cas de viols de filles en bas âge, de jeunes filles et de femmes dans le pays.
- **Les 8 et 9/ 12/2000.** Dans le cadre de sensibiliser les Rwandais sur la teneur de la Déclaration I Universelle des Droits de l'Homme à l'occasion du 52ème anniversaire de son adoption et sa publication par les Nations-Unies le 10/12/1948, la Commission a organisé les activités suivantes

- Une conférence-débat sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et la Convention internationale sur la prévention et la répression du crime de génocide et leur place dans la législation Rwandaise. Cette conférence s'est tenue à l'Université Libre de Kigali (U.L.K.) en date du 8/12/2000. Environ 500 étudiants et professeurs y ont participé activement.
- Des émissions radio-diffusées de 60 minutes et celles télévisées de 90 minutes, organisées respectivement le 10/12/2000 à la Télévision et le 11/12/2000 à la Radio, consacrées à ladite Déclaration et à ladite Convention, leur place dans la Législation Rwandaise ainsi que sur les réalisations de la Commission en matière de promotion et de protection des Droits de l'Homme.
- Un message spécialement destiné à la population rwandaise à cette date du 10/12/2000, journée commémorative de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, message diffusé sur les ondes de la radio et de la télévision nationale.

### **Remarque**

Le lancement de l'émission radiophonique hebdomadaire de la Commission sur Radio Rwanda était prévu avant la fin de l'an 2000. Même si cela n'a pas pu se faire à ce terme, le service Education et Sensibilisation de la Commission a, quant à lui, finalisé l'avant-projet du programme y relatif.

### **3. L'éducation aux Droits de l'Homme**

La Commission n'a pas réussi à préparer avec les instances compétentes les programmes d'éducation aux Droits de l'Homme à l'intention des écoles et d'autres catégories professionnelles de personnes pour lesquelles elle souhaitait élaborer un enseignement particulier. Ces activités ont été reportées à l'exercice 2001.

### **4. Le plan d'action 2001 du Service Education et Sensibilisation, en collaboration avec les autres services de la Commission**

- procéder à une évaluation du niveau atteint en matière d'éducation et de sensibilisation de la population rwandaise aux Droits de l'Homme.
- organiser la rencontre des institutions concernées par la défense et la sensibilisation aux Droits de l'Homme avec la Commission de manière à susciter une synergie propice aux objectifs de la Commission comme l'échange d'informations sur les domaines d'intérêt commun, poursuivre la diffusion d'une information la plus large possible sur la Commission à l'intention de diverses catégories de citoyens en ville et dans les campagnes; concevoir des émissions et des messages pour les inciter à défendre leurs droits. En se servant de la presse, de brochures de vulgarisation, de dépliants-résumés édités dans les trois langues officielles du pays, d'images, de chansons diverses, etc...
- Proposer une collaboration avec le MINEDUC, le MINALOC et les organisations concernées par les questions d'éducation et de Droits de

l'Homme pour l'insertion des programmes d'éducation aux Droits de l'Homme dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur. Un bon exemple de ce type de collaboration est celui de la création d'un groupe d'experts comme le Comité d'Elaboration d'un curriculum.

### **3.2.3. Les réalisations en matière de projets pour le Développement Institutionnel**

En l'an 2000, grâce au travail de son Service Recherche et Développement et dans le but de concrétiser ses objectifs, la Commission a poursuivi l'élaboration de nouveaux projets tout en affinant ceux qui avaient été prévus pour L'année 1999.

#### **1. En matière de Développement Institutionnel.**

Tout comme en 1999, les membres de la Commission ont travaillé ensemble pour la promotion de l'Institution en 2000. Explication: si l'on excepte la nomination du Secrétaire permanent en date du 16/11/2000, les premiers agents de la Commission n'ont commencé à travailler que vers la fin de l'année.

Parmi les actions menées on trouve

- préparer et réviser le budget de la Commission pour l'exercice 2000;
- préparer et adopter le règlement d'ordre intérieur de la Commission le 13 septembre 2000;
- examiner les dossiers de candidature du personnel de la Commission dont le Secrétaire Permanent ; procéder au choix des meilleures candidatures et à l'installation des candidats retenus dans leurs nouvelles fonctions.
- accueillir et collaborer avec les quatre experts envoyés par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, leur expliquer la structure de la Commission et lire leur rapport de mission. Chacun de ces experts a passé deux à trois semaines à examiner la meilleure manière d'aider la Commission en matière de développement institutionnel, d'automatisation, de formation continue pour le personnel de la Commission et de création d'un centre de documentation.

#### **2. La formation continue des membres de la Commission.**

- Du 12 mars au 4/4/2000, les Commissaires Solive NYIRAHABIMANA et Tom NDAI-IIRO Ont suivi un cours de formation sur les Droits de l'Homme à Copenhague sur invitation du Centre Danois des Droits de l'Homme. Deux fois par an, cette institution danoise organise un cours de Formation sur les Droits de l'Homme en mars et en septembre. La formation portait sur les sujets suivants
  - les Droits de l'Homme dans les accords et traités internationaux; les participants ont suivi une conférence sur les commissions et comités des Droits de l'Homme et sur les voies que le public doit utiliser pour les atteindre;
  - les accords régionaux;
  - ces cours de formation ont insisté sur certains droits qui, en raison de leur nature, nécessitent une attention tout à fait particulière. Comme les

droits de la Femme, le droit de protection contre la torture en faveur des suspects et prévenus, le droit à la liberté de mouvement et le droit à un procès équitable.

- autres sujets de recherche: les Droits de l'Homme et la Démocratie, les Droits de l'Homme et l'Economie, les Droits de l'Homme et le Développement et les Droits de l'Homme et le Commerce.

- Du 2 au 27/7/2000, le Commissaire UWIMANA Denys a suivi les cours de la 32ème session du programme annuel de l'Institut International des Droits de l'Homme \_\_ de Strasbourg en France. Il en est ressorti avec une bonne expérience en formation et recherche sur les Droits de l'Homme comme au niveau universitaire.
- Du 10 au 18 octobre 2000, les Commissaires A.M. KANYANGE et Déogratias KAYUMBA ont suivi une formation à Copenhague, principalement centrée sur le droit à la vie et les services qui y contreviennent le plus fréquemment, en l'occurrence les services de sécurité. Ils ont analysé le fonctionnement de la Cour Européenne des Droits de l'Homme qui fut institué le 4/11/1950.
- Divers systèmes de recherche sur les Droits de l'Homme leur ont été exposés tels qu'ils sont en usage sur les cinq continents. Ainsi les systèmes américain et africain ont été examinés, tout comme le fonctionnement de la démocratie danoise et le respect dont bénéficient les droits au Danemark.
- Du 21/11 au 2/12/2000, la Commission a délégué les Commissaires SIMBURUDALI Théodore et Tom NDAHIRO dans un séminaire organisé à MIDLAND-JOHANNESBURG en Afrique du Sud. Ce séminaire avait été organisé par la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples en collaboration avec l'ONG "Article XIX". Au cours de cette rencontre, le droit pour toute personne d'exprimer et publier librement ses idées a été réitéré. Il s'agit d'un droit garanti par l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme auquel se réfère l'organisation non gouvernementale co-organisatrice du séminaire.
- L'article 19 dit ceci : "Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit."

Le séminaire a donc permis un échange d'idées au sujet ***du droit à la liberté d'expression, de celui de disposer de ses idées et de les publier conformément à la Convention Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.***

### **3. En matière de projets de promotion de la Commission.**

En 2000, la Commission a poursuivi ses entretiens avec divers bailleurs de fonds dans le but de trouver des financements susceptibles d'aider la Commission dans l'accomplissement de sa mission.

Au cours de ces entretiens de même que dans d'autres rencontres, la Commission a avancé les projets suivants

- Le projet global : rédigé en 1999 et contenant le programme triennal des activités prévues qui a inspiré l'Accord de coopération entre la Commission et le Haut

Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme. Cet accord a été signé par Mme Mary ROBINSON pour l'organisation onusienne en date du 19/10/2000, et par le Président de la Commission, en date du 24/10/2000. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a accordé une aide à la Commission via le projet RWA/OO/B02. Trois autres institutions nationales partagent cette aide avec la Commission: la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation, le Ministère de la Justice et des Relations Institutionnelles et la Cour Suprême.

- *Le projet de contrôle et de suivi de la mise en place et du fonctionnement des tribunaux Gacaca.* Ce projet a pour but de fournir à la Commission les moyens d'assurer le suivi en matière de Droits de l'Homme dans les juridictions Gacaca, ce qui lui permettrait de disposer d'informations continues sur la préparation et le fonctionnement de ces juridictions afin de faire rapport aux instances concernées, apporter des suggestions en cas de besoin, notamment pour ce qui touche les droits des victimes et des prévenus. Dans ce domaine, la Commission compte sur un financement de l'Union Européenne conformément aux promesses de celle-ci.
- *L'avant-projet sur les bureaux régionaux de la Commission.* Il s'agit de la première phase du projet qui vise à rapprocher la Commission de la population consultante de sorte que la sensibilisation aux droits et la poursuite des contrevenants s'opèrent en proximité. Au siège de la Commission parviendront ainsi des informations fiables et affinées car les enquêtes préliminaires sur les violations de toutes sortes auront été effectuées sur l'ensemble du territoire.

### **3.2.4. La collaboration avec les autres institutions**

#### **3.2.4.1. Collaboration avec les institutions étatiques**

La Commission a entretenu des relations particulièrement suivies avec les institutions étatiques suivantes

- **La Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation:**  
Cette Commission a bénéficié de notre collaboration surtout en matière de formation à l'intention de différentes catégories de personnes. Au cours de ces sessions de formation (Ingando), le message sur les Droits de l'Homme était chaque fois délivré par un membre de la Commission.

Au cours de cette année 2000, la Commission Nationale des Droits de l'Homme a également participé à différentes réunions organisées par la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation dont celle qui a regroupé certains hauts cadres du pays et les délégués de la Commission Sud-Africaine « Truth and Reconciliation Commission » qui a eu lieu du 23 au 24/08/2000 et à la Conférence Nationale sur l'Unité et la Réconciliation organisée du 18 au 20/10/2000.

- **le Ministère de la Justice et des Relations Institutionnelles**  
La collaboration avec ce ministère s'est surtout concrétisée dans la recherche d'une meilleure compréhension des juridictions « Gacaca », dans l'examen des problèmes relatifs aux arrestations et aux détentions arbitraires et de mise en application des jugements rendus. non-respect de la chose

jugée. Nos deux institutions ont par ailleurs échangé des informations et réflexions sur les rencontres nationales ou internationales sur les Droits de l'Homme qu'elles ont organisées ou auxquelles elles ont été conviées.

- **La Police Nationale:-**

La Commission Nationale des Droits de l'Homme a collaboré avec la Police nationale lors des sessions de formation (sur les matières relatives aux Droits de l'Homme) Cette collaboration s'est également manifestée dans l'accueil dont ont bénéficié ses membres lors des visites des postes et stations de police à travers le pays.

- **L'Armée Nationale**

Comme indiqué précédemment, la Commission Nationale des Droits de l'Homme a répondu aux invitations de l'Armée Nationale dans les sessions de formation qu'elle avait organisées. La Commission continuera de répondre favorablement à la demande de la Police et de l'Armée nationales, car ces deux corps ont notamment pour mission d'assurer la protection de ces Droits de l'Homme partout où ils seraient menacés dans le pays.

3.2.4.2. **Collaboration avec les organisations non-gouvernementales de défense des Droits de l'Homme**

En l'an 2000, la collaboration entre la Commission et les Organisations Non Gouvernementales de défense des Droits de l'Homme a été renforcée. Il s'agit surtout d'associations membres des collectifs CLADHO et PRO-FEMMES-TWESE HAMWE. Cette collaboration s'est surtout concrétisée par des Sessions de Formation en matière des Droits de l'Homme. Les résultats appréciables enregistrés par le Département de l'Education et de la Sensibilisation sur les Droits de l'homme sont là pour le prouver.

la Commission a reçu en outre la visite de nombreuses personnalités représentant des organisations internationales de défense des Droits de l'Homme opérant au Rwanda comme Human Rights Watch, Penal Reform International (PRI), Avocats sans Frontières et autres.

3.2.4.3- **Collaboration avec les « Amis de la Commission »**

Le Forum « des Amis de la Commission » est composé de certains représentants de pays et d'organismes internationaux (agences de l'ONU) accrédités au Rwanda. Tous les deux mois environ, les membres de ce Forum se réunissent avec des membres de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et de la Commission Unité et Réconciliation. Ils discutent alors du travail de ces deux commissions ainsi que de l'aide qu'il convient de leur apporter.

3.2.4.4. **Collaboration avec le Haut Commissariat des Nations-Unies pour les Droits de l'Homme (HCU DH)**

Cette collaboration a été renforcée par la visite à Genève (Suisse) du Président de la Commission au mois d'Avril 2000 lors de la Conférence

Internationale des Nations Unies sur les Droits de l'Homme. 11 en est résulté ce qui suit

- Un Accord de coopération entre la Commission Nationale des Droits de l'Homme et le Haut Commissariat des Nations-Unies pour les Droits de l'Homme.
- 1 Une Visite de quatre experts.

#### **3.2.4.5. Collaboration avec la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples**

- Le 23 Mars 2000, la Commission a reçu la visite de Mme Julienne ONDZIELGNELENGA, Commissaire et Vice-Présidente de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. Sa visite avait pour but d'examiner les activités de formation et de sensibilisation de la population sur les Droits de l'Homme au Rwanda.
- Du 27.04 au 13.05.2000, lors de sa 27<sup>e</sup> session, la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples a invité la CNDH. Au cours de cette réunion, celle-ci a reçu le statut d' « affiliée spéciale », statut réservé aux institutions nationales des Droits de l'Homme. Pendant ces assises, le Rwanda, comme tous les autres Etats membres de l'OUA, a présenté un rapport sur l'Etat des Droits de l'Homme dans le Pays. La C.N.D.H, en collaboration avec d'autres organes, a joué un rôle important dans son élaboration.
- La Commission a envoyé un représentant à la 28<sup>e</sup> conférence de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples qui s'est tenue à Cotonou, au Bénin, du 23/10 au 6/11/2000.  
Selon la procédure désormais établie, dans cette conférence qui regroupe des Pays signataires de la Charte de l'OUA, participent également les Commissions Nationales des Droits de l'Homme, les Organisations non gouvernementales y étant invitées à titre d'observatrices.  
La Conférence a demandé aux Commissions Nationales de l'assister plus résolument dans les activités de promotion et de protection des Droits de l'Homme sur le continent africain. Il a été demandé aux pays participants de préparer et envoyer leurs rapports comme le prévoit le règlement. De même, à titre d'entraide et de collaboration, les Commissions Nationales ont été priées d'envoyer leurs rapports respectifs à la Commission Africaine.

#### **3.2.4.6. Collaboration avec le Comité International des Institutions Nationales des Droits de l'Homme**

Dans le cadre de la collaboration entre la C.N.D.H. et le Comité International des Institutions Nationales des Droits de l'Homme, la Commission a envoyé un délégué à sa réunion qui s'est tenue à Rabat, au Maroc. en Avril 2000.

Chacun des représentants nationaux a pu exposer la situation des Droits de l'Homme telle qu'elle prévaut dans son pays et des échanges ont été faits sur les différentes manières de définir la notion des Droits de l'Homme. Par ailleurs, les

différentes Commissions ont été encouragées à devenir le moteur véritable de la sensibilisation et de la défense des Droits de l'Homme. Un comité de coordination des activités des Commissions Nationales a été élu au niveau du continent africain.

La réunion a par ailleurs recommandé de réfléchir sur la lutte contre toutes les formes de discrimination.

#### **3.2.4.7 Collaboration avec la Commission Sud Africaine des Droits de l'Homme**

Deux commissaires ont effectué une visite d'étude auprès de la Commission Sud-Africaine des Droits de l'Homme. Celle-ci est réputée pour être une des plus performantes sur le continent. Très bien reçus, nos commissaires ont appris le fonctionnement de la Commission sud africaine homologue dans divers domaines : réception et traitement des plaintes, problèmes d'ordre administratif, gestion et actions de promotion-défense des Droits de l'Homme en général. Ce voyage a été bénéfique à notre Commission qui reste soucieuse d'améliorer son travail.

#### **3.2.4.8. Collaboration particulière avec d'autres instances et organisations**

Diverses instances et organisations ont travaillé de concert avec la Commission, en particulier dans le domaine de la formation en matière de Droits de l'Homme. Parmi elles, nous pouvons citer:

- Université nationale du Rwanda (UNR)
- Le Centre de Recherche Scientifique et Technologique de Butare (IRST)
- Oxfam Québec
- La Commission Catholique du Conseil des Evêques pour la Justice et la Paix. Le Centre Danois des Droits de l'Homme.

Bien que ces séminaires aient été souvent centrés sur d'autres thèmes, la Commission ne peut que s'en féliciter et remercier les organisateurs d'avoir songé à inclure les droits de l'homme dans les débats. La Commission poursuivra cette collaboration constructive.

#### **3.2.5. La Direction de la Commission**

Tout ce qui regarde la direction de la Commission est prévu par la loi instituant ladite Commission en ses articles 9 et 11 et expliqué dans le Règlement d'ordre intérieur de la Commission (voir Annexe I ).

##### **3.2.5.1. Les principaux objectifs généraux réalisés au niveau de la direction**

En l'an 2000, les membres de la Commission ont travaillé de concert tous les lundis de la semaine. Il s'agissait de passer les activités de la semaine écoulée en revue et de prévoir le calendrier de travail de la semaine à venir.

Parmi les activités programmées et réalisées en commun, on peut citer:

- La finalisation et l'adoption du règlement d'ordre intérieur comme le prévoyait la loi portant création de la Commission dans son article 12 ;
- La désignation du Secrétaire Permanent de la Commission ;



- La sélection et la nomination de certains chefs de services et de divisions de la Commission ;
- La sélection et l'engagement du personnel de la Commission.

#### **IV. RAPPORT FINANCIER**

Au terme de la révision budgétaire à l'Assemblée Nationale, l'Etat Rwandais a attribué à 1a Commission, pour l'exercice 2000, un montant de quatre cent seize millions six cent quatre mille deux cent quarante Francs rwandais (416 604 240 Frw).

Au cours de la même année, la Commission n'a bénéficié d'aucun autre financement en espèces.

Par contre. des appuis ont été apportés à la Commission, notamment sous forme de billets d'avion et de paiement de certaines factures pour les besoins des membres de la Commission en voyage à l'étranger. Les montants perçus ont été utilisés par la Commission en 2000 conformément au « Tableau général » et au commentaire qui suivent

##### **4.1. Tableau général de l'utilisation des fonds de la Commission**

	<b>Libellé</b>	<b>Budget alloué</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Solde</b>
	L Personnel	136.077.140	55.593.436	80.483.704
	2. Equipement « Mobilier »	77.253.660	13.890.153	63.363.507
	3. Matières consommables	177.273.440	112.594.704	64.791.532
	3.1 Carburant	20.217.600	15.676.800	4.540.800
	3.2 Eau &. Electricité	2.000.000	357.355	1.642.645
	3.3 Abonnement aux périodiques	4.000.000	-	4.000.000
	3.4 Téléphone &. Fax	7.800.000	3.832.852	3.967.148
	3.5 Téléphones Mobiles	7.000.000	6.108.843	891.157
	3.6 Frais postaux	1.000.000	123.320	876.680
	3.7 Imprimerie	5.500.000	263.990	5.236.010
	3.8 Communiqués	4.000.000	726.020	3.273.980
	13.9 Fournitures de bureau	8.000.000	2.715.457	5.284.543
	3.10 Entretien véhicules	9.000.000	5.871.803	3.128.197
	3.1 1 Entretien des équipements techniques	2.500.000	-	2.500.000
	3.12 Vrais loyer/bureaux	41.000.000	34.776.180	6.223.820
	3.13 Missions dans le pays	5.000.000	5.651.000	-651.000
	3.14 Missions à l'étranger	27.191.000	24.784.666	2.406.334
	3.15 Billets d'avion à l'étranger	11.560.000	4.325.360	7.234.640
	3.16 Assurances automobiles	5.789.563	4.746.173	1.043.390
	3.17 Services externes	3.900.000	2.311.350	1.588.650
	3.18 Promotion des D.H.	5.500.000	200.000	5.300.000
	3.19 Sécurité & Gardiennage	6.315.277	-	6.315.277
	3.20 Services bancaires	-	10.739	-10.739
	4. Projets ,1 (Enquêtes sur les [ ].U Bureaux Régionaux de la CNDEFI)	26.000.000	-	26.000.000
	<b>TOTAL- I</b>	<b>416.604.240</b>	<b>181.965.497</b>	<b>234.638.743</b>
	<b><u>Subvention de la Belgique</u></b>	<b><u>22 524.781</u></b>	<b><u>8.699.026</u></b>	<b><u>13.825.755</u></b>

- En vue de faciliter la préparation de la 26ème Session de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et sur demande des instances compétentes de l'Etat, la Commission a reçu une aide d'un montant de 22.524.781 francs rwandais de la part du Secrétariat d'Etat belge à la Coopération. La Conférence s'est tenue à Kigali du 1er au 15 novembre 1999.

Bien que la convention d'aide ait été signée par le Président de la Commission, la subvention a été gérée par les services du Ministère de la Justice et des Relations Institutionnelles qui était chargé de préparer la Conférence.

## **4.2. Commentaire sur le tableau général du budget alloué à la Commission**

### **4.2.1. Les dépenses ont été inférieures aux prévisions**

Les dépenses s'élèvent à cent quatre vingt-un millions neuf cent soixante-cinq mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept francs (FRW 181.965.497) tandis que les allocations sont de quatre cent seize millions six cent quatre mille deux cent quarante francs (FRW 416.604.240).

La raison première en est que le recrutement du personnel n'a pas été effectué comme prévu, ce qui a allégé tous les frais relatifs au personnel (poste 1). L'autre raison tient dans le fait que les Commissaires n'ont pas été rémunérés comme "mandataires" contrairement à ce que prévoyait le budget (leurs salaires ont été très inférieurs à ce qui avait été prévu). Même jusqu'à ce jour, les membres de la Commission sont payés à titre temporaire. Cela tient principalement au fait que les instances en charge du problème ne se sont pas suffisamment penchées sur les solutions.

Cela dit, au poste 3 relatif aux frais de fonctionnement journalier (consommables), seule la somme de cent douze millions cinq cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent huit francs (FRW 112 594 708 ) été utilisée au lieu des cent soixante dix-sept millions deux cent soixante-treize mille quatre cent quarante francs (FRW 177 273 440) prévus. Ce décalage est également dû au fait que certaines activités prévues ont partiellement ou totalement manqué de concrétisation. Pour une bonne partie de l'année, en effet, ces activités étaient uniquement assurées par les Commissaires eux-mêmes.

Il faut cependant noter qu'au poste budgétaire des missions à l'intérieur du pays. (3.13), la somme effectivement utilisée a dépassé de 13% les prévisions. Cela est sans doute dû au fait que la préparation du budget n'a pas suffisamment tenu compte des déplacements de la Commission. Compte tenu des objectifs assignés à la Commission, une bonne part du travail d'enquêtes et de formation s'effectue hors de son siège.

La Commission n'a pas réussi à ouvrir des bureaux régionaux comme prévu et les sommes d'argent réservées à cet effet n'ont pas servi. Pour diverses raisons, d'autres montants n'ont pas été mis à profit: abonnements aux périodiques (3.3), gardiennage (3.19), enquêtes sur la situation des Droits de l'Homme (4).

Parmi d'autres causes de sous-utilisation des montants alloués citons les suivantes:

1. Jusqu'à la mi-juin 2000, la Commission n'avait pas déménagé des locaux qu'elle occupait depuis 1999. Ces derniers étaient de dimensions nettement plus réduites que ceux dans lesquels elle s'est finalement installée, ce qui a dégagé des économies sur les postes loyers (3.12) et eau-électricité (3.2).
2. En ce qui concerne les missions à l'étranger (3.15), le Centre Danois des Droits de l'Homme a couvert les frais de voyage de quatre parmi les sept commissaires ayant suivi des stages de formation hors du pays.
3. Au poste réparation des équipements techniques (3.11), rien n'a été dépensé car le matériel était tout neuf et ne nécessitait pas de réparation. En revanche, l'argent qui a servi à acheter les accessoires attachés à ces équipements (consommables) a été mis sur le compte des autres fournitures de bureau (3.9).

#### **4.2.2. Equipement de bureaux et Projets**

La Commission avait prévu d'affecter le reliquat du budget 2000 imputé à la rubrique équipement au règlement des frais occasionnés par l'importation dudit équipement en fin d'année 2000 et en début d'année 2001. La Commission envisage également de procéder de même en ce qui concerne les projets budgétisés lors de l'exercice 2000.

La fin de l'an 2000 a coïncidé avec l'inventaire de tous les besoins de la Commission à régler en l'an 2001, sur l'exercice budgétaire 2000.

### **V. CONCLUSION GENERALE, PRÉVISIONS DE L'EXERCICE 2001 ET PERSPECTIVES**

#### **5.1. CONCLUSION GENERALE**

##### **5.1.1. Protection des droits de la personne**

Parmi l'éventail des doléances soumises à la Commission en l'an 2000, certaines ont retenu de par leur gravité une attention particulière.

Dans les lignes suivantes, de la conclusion générale, nous voudrions en rappeler les traits saillants, sans oublier que les faits non relevés requièrent aussi des solutions immédiates.

#### **Arrestation et détention illégales**

Malgré l'augmentation des agents et cadres judiciaires et conséquemment la stabilisation de l'appareil judiciaire en général, des indices flagrants de violation de la procédure en matière de détention préventive apparaissent fréquemment, soit pour les prévenus du génocide et des crimes contre l'humanité, soit pour des infractions de droit commun.

Des exemples repris sous ce rapport montrent qu'en plus de la détention en violation de la loi, des cas de torture physique et morale ont été commis sans oublier des traitements inhumains et dégradants. De plus la détention arbitraire constitue non seulement une violation du droit à la liberté mais aussi un frein à la réalisation de projets individuels, droits reconnus à tout homme.

### **Non-exécution des jugements des cours et tribunaux**

Des personnes ont été emprisonnées . la justice a ensuite pris la décision de les libérer ; malheureusement, l'autorité de la chose jugée n'a pas été respectée. Cela ne s'est pas seulement passé au niveau des procès. A titre d'exemple, une personne acquittée par les instances judiciaires (Samuel NSENGIYUMVA) a été ré-arrestée et mise en prison de nouveau. Elle a été libérée de manière provisoire après plus d'une année et un mois de détention sans aucune intervention du juge alors que la Constitution stipule que seules les instances judiciaires peuvent acquitter ou incriminer un prévenu.

Ces cas de violations se sont reproduits non seulement en matière des droits civils et politiques mais aussi dans les affaires des droits sociaux et économiques. Preuve en a été administrée par le Ministère de la Défense avec l'affaire LINGUYENEZA dont l'employeur précité a refusé d'honorer le versement des dommages lui intimés tant par le Tribunal de Première Instance que par la Cour d'Appel.

### **Conflit (le propriété des rapatriés de 1959 et 1994**

Quant bien même les réfugiés de 1994 rencontrent aussi des difficultés à recouvrer leur droit de propriété, le cas des réfugiés dits de 1959 s'est révélé avec acuité parce que les dispositions des Accords d'Arusha en ce qui concerne leur patrimoine se fondaient sur l'assurance d'un concours financier des bailleurs de fonds pour la réinsertion sociale des rapatriés . cette éventualité, hélas, n'a pas été respectée.

Une des conséquences est qu'en définitive, l'État n'a pas rempli ses obligations dans le versement des réparations devant être faites aux personnes qu'il a lui-même spoliées ou qui l'ont été par de simples particuliers durant plus de dix ans. Ceci n'exclue pas que dans certaines régions du pays, surtout dans le monde rural, des autorités locales considèrent les rapatriés dans cette situation comme une menace aux « relations intercommunautaires et à l'unité et 'la réconciliation nationales ».

De tels dirigeants ne respectent pas à sa juste mesure et dans l'esprit des Accords d'Arusha

***« le principe selon lequel le droit à la propriété est inaliénable ».***

### **Questions liées aux droits de l'enfant**

Globalement, les droits de l'enfant restent une énigme pour les Rwandais. Les doléances recueillies par la Commission en l'an 2000 ont montré spécifiquement la violation des droits des orphelins sur les biens laissés par leurs parents et les réponses à ces questions sont occultées au lieu où elles devaient être données à

savoir dans les familles d'accueil, avec des conflits entre parents d'adoption et de tutelle pour leur garde : Chacun est déterminé à montrer ses prérogatives sur les droits des enfants et leur patrimoine au détriment des autres. Outre les familles d'accueil, l'on peut citer les juridictions où certaines décisions prises par les cours restent inappliquées.

### **5.1.2. Promotion des droits de la personne**

Durant l'année 2000, comme le montre le rapport, il a été demandé beaucoup à la Commission dans le domaine de l'éducation et de la sensibilisation de la population sur les droits de la personne.

Les membres de la Commission se sont félicités de la collaboration agissante avec la Commission Nationale de l'Unité et de la Réconciliation, à travers surtout les sessions de formation dispensées par les membres de la Commission Nationale des Droits de l'Homme dans les camps de solidarité organisés par la Commission Nationale de l'Unité et la Réconciliation.

De telles campagnes de sensibilisation ont été menées par exemple dans les écoles secondaires tant publiques que privées, à l'ORINFOR, à la Police Nationale, à l'Armée, etc... ou dans des séminaires ou camps de solidarité préparés par la société civile (confessions religieuses et organismes -'de défense des droits de l'homme). La Commission a également organisé des sessions sur les droits des groupes spécifiques (l'enfant, la femme, sur la lutte contre la torture.....).

### **5.1.3. Du développement de la Commission**

Les sessions de formation dispensées à tous les Commissaires en juillet 1999 et la conférence internationale sur le plan triennal sont autant de réalisations de la Commission durant l'exercice 1999.

En ce qui concerne le développement de la Commission et le renforcement de ses capacités, on peut parler spécifiquement de l'exercice 2000 caractérisé par l'adoption du règlement d'ordre intérieur de la Commission, le recrutement des cadres compétents et la recherche d'une coopération avec les bailleurs en même temps que le renforcement de la formation et des capacités des Commissaires durant la même année.

Pour rappel, on peut évoquer la contribution du Centre Danois pour les Droits de l'Homme qui a accueilli quatre commissaires en deux sessions distinctes.

Dans le cadre de coopération avec les Nations Unies et les pays amis au Rwanda, on pourrait rappeler les Accords de coopération entre le Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme et la Commission Nationale des Droits de l'Homme, entre l'Ambassade des Etats Unis d'Amérique et la Commission en matière de formation sur les techniques d'investigation. La signature de telles conventions durant l'exercice 2000 et leur application constituent un critère d'évaluation du progrès réalisé par la Commission par des instances habilitées à suivre son fonctionnement et qui observent également de près ses activités.

Un autre indice du progrès réalisé en l'an 2000 concerne la réforme du projet d'appui à la Commission adopté par le PNUD durant cet exercice de manière conjointe avec le Gouvernement suisse.

Dans le même registre, on peut saluer la décision de l'Union Européenne dans son appui au projet de la Commission pour l'observation du fonctionnement des juridictions « Gacaca ». De même d'autres conseils et interventions ont été donnés à

la Commission par le forum des amis de la Commission notamment dans le rapport écrit par les envoyés spéciaux de la Commission des Nations 1 Unies pour les Droits de l'Homme sur le fonctionnement de la Commission Rwandaise.

## **5.2. PERSPECTIVES D'AVENIR EN 2001**

### **5.2.1. Protection des droits de la personne**

Considérant la gravité des problèmes recensés durant une année et sept mois d'activité, en particulier ceux repris dans ce rapport, la Commission est décidée à s'impliquer spécifiquement à la recherche de solutions aux problèmes suivants

#### **Arrestations et détentions arbitraires**

La Commission se prépare à approcher les instances judiciaires, singulièrement les Parquets et services de sécurité pour faire un tour complet de la situation et lui trouver des réponses appropriées.

#### **Torture physique et morale, traitements inhumains et dégradants**

La Commission va sensibiliser l'État Rwandais pour la signature, ratification et insertion (introduction) dans la législation interne des conventions internationales relatives à la répression de tels actes, adoptés par les Nations Unies en 1984.

La Commission est prête à collaborer avec les autres institutions de l'État et les associations de défense des Droits de l'Homme pour atteindre cet objectif. De même, la Commission est prête à faire tout le nécessaire en partant des enseignements dispensés, des enquêtes initiées et même des sanctions éventuelles qu'elle pourrait requérir contre les auteurs de ces pratiques barbares dans le but de les éradiquer définitivement.

#### **Exécution des ,jugements**

La Commission est prête à rencontrer sur cette question les dirigeants et les instances de prise de décision du pouvoir exécutif parce qu'elles ont le devoir et le pouvoir d'appliquer les décisions juridictionnelles.

#### **La question (les droits de l'enfant**

La Commission collaborera activement avec le Gouvernement Rwandais, les ONG impliquées dans la défense des droits de l'enfant et l'Agence des Nations Unies dans le domaine de l'enfance (UNICEF) pour que les intérêts des enfants, surtout orphelins, soient protégés et défendus comme il le faut.

#### **Questions liées aux propriétés des rapatriés ayant totalisé plus de 10 années d'exil**

La Commission est déterminée à approcher le Gouvernement et l'Assemblée Nationale pour que cette question reçoive une réponse adéquate.

Une telle mesure pourrait donner une orientation claire et légale aux autorités des provinces et des districts pour aider les rapatriés confrontés à de multiples difficultés.

Durant l'année 2001, la Commission se prépare à observer l'institutionnalisation et le fonctionnement des juridictions « Gacaca » dans le but de protéger toutes les parties au procès (demanderesse et défenderesse). Cela se fera par la concertation et l'échange des idées avec les instances responsables de ces juridictions.

Globalement, vu le renforcement de ses capacités en moyens humains et matériels, la Commission s'engage à augmenter le nombre d'enquêtes initiées de son propre chef (auto saisine) sans attendre les plaintes déposées par des particuliers.

L'exercice 2001 sera consacré à l'exécution du projet confectionné par la Commission en 2000 dans le but de faire le tour de la question des droits de la personne au Rwanda, en général, et les initiatives d'autres associations quant à sa promotion et à sa défense, en particulier.

Le résultat de ce projet permettra à la Commission de finaliser son programme de complémentarité entre elle et toutes les institutions, étatiques ou non, qui oeuvrent en faveur des Droits de l'Homme.

La Commission se consacrera à une recherche de la problématique des groupes spécifiques filles et femmes, enfants, handicapés de tous genres, rescapés du génocide, des crimes contre l'humanité et autres violations des Droits de l'Homme et les victimes de discriminations et de persécutions de toutes sortes. Les conclusions de cette recherche seront publiées dans des rapports ad hoc de la Commission.

### **5.2.2. Promotion des Droits de l'Homme**

Durant l'exercice 2001, la Commission envisage de faire passer à la radio une émission hebdomadaire de 15 minutes sur la question des droits humains.

Elle projette également de mener des contacts avec le Ministère de l'Éducation en vue d'une collaboration pour la préparation d'un curriculum sur les Droits de l'Homme à tous les niveaux d'enseignement. Vu la capacité des Universités et Instituts Supérieurs, la Commission estime que ces institutions académiques peuvent préparer elles-mêmes les programmes destinés à leurs étudiants.

La Commission des Droits de l'Homme collaborera étroitement avec la Commission chargée de préparer la Constitution et la révision des lois. En particulier elle compte appuyer cette nouvelle institution de toutes ses ressources, notamment dans le processus d'élaboration de l'avant-projet de la Charte Rwandaise des Droits de l'Homme qui sera intégrée à la nouvelle Constitution.

En ce qui concerne la préparation de la Conférence Internationale sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance prévue à Durban du 31 août au 7 septembre 2001, la Commission est prête à appuyer les institutions de l'État au plus haut niveau et toutes les initiatives de concertation sur cette question, en vue d'approfondir la contribution de notre pays à cette conférence.

La Commission examinera aussi les résultats et tous les moyens nécessaires pour la promotion des Droits de l'Homme par diverses institutions et organisations. Un agenda de programmes d'éducation et de sensibilisation spécifiques est également prévu pour : les journalistes, les comités exécutifs des instances de base, le personnel pénitentiaire, les enseignants, les responsables des structures organisationnelles des jeunes et des femmes.

De concert avec d'autres instances compétentes la Commission se prépare à organiser une conférence consultative sur la justice internationale en matière de génocide et autres crimes contre l'humanité commis au Rwanda entre 1990 et 1994.

Parmi les outils qui peuvent aider la Commission dans l'organisation de cette conférence, on peut citer : la préparation d'un voyage d'étude des membres de la Commission au siège du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (T.P.I.R.), divers rapports dont celui du panel des experts indépendants sous la direction de l'ancien Premier Ministre Suédois Ingvar Carlson institués par les Nations Unies et le rapport du Comité International formé d'éminentes personnalités mandatées par l'Organisation de l'Unité Africaine dans les procès de génocide et des crimes contre l'humanité au Rwanda et ailleurs.

### **5.2.3. Renforcement des capacités de la Commission**

Globalement, l'année 2001 est une étape décisive dans l'édification des capacités de la Commission au siège et dans les antennes qu'elle envisage de créer les jours qui viennent. Ces perspectives sont confirmées par les faits suivants

- La Commission envisage de demander aux instances habilitées la révision de la loi n°04/99 du 12 mars 1999 portant sa création, en vue d'expliquer et de renforcer les pouvoirs de la Commission sur les enquêtes en cours en matière de violation des Droits de l'Homme. La Commission se prépare à combler les lacunes de son règlement d'ordre intérieur, dans l'élaboration des directives sur la résolution des problèmes liés aux Droits de l'Homme et sur la gestion du personnel de la Commission conformément à la législation du travail en vigueur au Rwanda.
- peu après les appels d'offre de tout le personnel qu'elle a besoin de recruter au siège comme en province, la Commission prévoit terminer l'installation des candidats sélectionnés, leur fournir l'équipement et préparer leur formation.
- Avec l'appui des consultants du PNUD et l'aide du Haut Commissariat pour les Droits de l'Homme (HCDH) ; la Commission se prépare à produire un document « élaboré » avec des explications sur son programme triennal et les stratégies de son exécution. Ce document facilitera la Commission dans les rencontres avec les bailleurs durant l'exercice 2001 et après cette date.
- La Commission espère qu'à la fin de l'an 2001,, la compétence de ses membres et l'expérience de son personnel ainsi que l'acquisition 'd'équipements plus performants, accroîtront considérablement son efficacité en matière de lutte contre les violations des Droits de l'Homme. Par ailleurs, ces avantages lui assureront une gestion judicieuse des ressources mises à sa disposition par le Gouvernement Rwandais et les bailleurs de fonds.



**5.3. ur bases de doléances et des activités réalisées, les membres de la Commission trouvent fondé de s'adresser aux institutions et personnalités ci-après**

**Aux Président de la République, Gouvernement, Assemblée Nationale et Cour Suprême**

- a) Sensibiliser les instances chargées de l'arrestation et détention des suspects au respect du code de procédure pénale, faire le contrôle strict de son application et poursuivre les contrevenants à celui-ci.
- b) Mettre tout en oeuvre pour que l'État Rwandais signe et ratifie la Convention Internationale sur la Torture de 1984.
- c) [rendre des mesures contre les institutions et les personnes qui ne respectent pas les jugements des Cours et Tribunaux et assurer un bon fonctionnement des juridictions.
- d) S'adresser aux instances habilitées à se consacrer avec la plus grande attention à la question de biens appartenant aux enfants orphelins, en grande partie, causée par la convoitise suivie de spoliation des tuteurs et parents d'adoption et à punir tous ceux qui violent leurs droits sur le patrimoine laissé par les parents et autres droits.
- e) rganiser une conférence consultative sur la manière dont le Gouvernement Rwandais doit remplir ses responsabilités prévues par les Accords d'Arusha en faveur des réfugiés exilés pendant plus de 10 ans et définir les stratégies concrètes à partir des conclusions de cette conférence.
- f) Rappeler à la DMI de la clause constitutionnelle selon laquelle elle n'a aucune compétence de (Mention des personnes.
- g) Faire tout ce qui est possible afin d'empêcher la détention des civils dans les camps et prisons militaires.
- h) onvoquer une conférence de concertation entre les institutions de l'État et les ONGS spécialisées sur les questions de discrimination raciale et ethnique ; la xénophobie et l'intolérance, sur base des réflexions engagées par les institutions rwandaises et les citoyens rwandais sur la question en vue de 'la contribution du Rwanda à la Conférence de Durban (Afrique du Sud) qui se tiendra du 31 Août au 7 Septembre 2001.
- i) ccueillir favorablement et appuyer les projets de loi et autres réflexions destinées à combattre la discrimination et l'exclusion raciale et ethnique , la xénophobie et l'intolérance envers les étrangers.
- j) Faire tout le nécessaire pour l'adoption d'une loi sur les institutions spécialisées de l'État (specified officers ACT) dont les commissaires de la Commission des Droits de l'Homme, en vue de son amendement et sa

**A d'autres institutions de l'État chargées de la promotion des Droits de l'Homme et de la sécurité (les personnes**

- k) pprocher la Commission Nationale des Droits de l'Homme, coopérer et solliciter son concours pour toutes les activités et tous les programmes intéressant les Droits de l'Homme au rwanda, initiés soit par ces institutions ou par la Commission et ne pas considérer comme ingérence ou immixtion les travaux d'enquête et de recherche menés par la Commission en conformité à la loi portant sa création.

## **Aux organisations et associations non gouvernementales**

- j) ans l'ensemble, poursuivre les efforts et initiatives de collaboration avec la Commission en lui soumettant les difficultés et les réflexions en leur nom propre ou au nom des particuliers, en lui demandant son concours et en l'appuyant toutes les fois que nécessaire, dans leur mission de défense et de promotion des droits de toute personne se trouvant sur le territoire du Rwanda.
- m) spécifiquement, soutenir les bureaux régionaux de la Commission qui seront opérationnels à partir de l'exercice 2001.

## **A tous les Habitants (lu Rwanda**

- n) Soumettre à la Commission des questions et des réflexions relatives aux Droits de l'Homme au Rwanda oralement ou par écrit adressées à l'émission « Uburenganzira Iwacu », « les droits chez nous » de la Commission, émission radio-diffusée chaque vendredi entre 18h45-19h00'.

## **Annexe 1**

### **Règlement d'Ordre Intérieur de la Commission Nationale des Droits de l'Homme**

Vu la Loi N°04/99 du 12 Mars 1999 portant création de la Commission Nationale des Droits de l'Homme surtout en son Article 12 ,

La Commission Nationale des Droits de l'Homme, en sa séance du 13 Septembre 2000, adopte le Règlement d'Ordre Intérieur suivant.,

### **CHAPITRE I : DEFINITIONS.**

#### **Article 1 : Définitions**

Les mots contenus dans cet article et qui sont utilisés dans ce Règlement d'Ordre Intérieur sont compris de la manière suivante

- La Commission: La Commission Nationale des Droits de l'Homme;
- Le Président: Le Président de la Commission ;
- Le Commissaire: L'un des membres de la Commission;
- Le Secrétariat Permanent : Les agents de la Commission.

### **CHAPITRE II: DE LA COMMISSION.**

#### **Article 2 : La création**

La Commission est créée par la Loi N°04/99 du 12 Mars 1999.

#### **Article 3 : Le logo**

La Commission a un logo. Les éléments du logo sont arrêtés dans un autre texte spécifique qui complète le présent Règlement d'Ordre Intérieur.

#### **Article 4 : De l'indépendance de la Commission**

La Commission reste indépendante dans l'accomplissement de sa mission.

#### **Article 5 : La durée de la Commission**

La Commission est permanente et sa durée est indéterminée.

#### **Article 6 : Du siège**

La Commission a son siège à Kigali, la Capitale de la République Rwandaise. Le siège peut toutefois être déplacé vers un autre lieu du Rwanda, sur décision unanime ou à majorité des voix des membres de la Commission.

La Commission peut ouvrir dans n'importe quel coin du Rwanda, un bureau permanent ou d'une durée déterminée.

#### **Article 7 : De la mission**

En général, la Commission a la mission d'enquêter et poursuivre tout acte ayant porté atteinte aux Droits de l'Homme sur le sol du Rwanda, ayant été commis, commis ou qui serait commis par un organe de l'Etat, par toute personne quel que soit son rang ou des organisations oeuvrant au Rwanda.

La Commission est chargée en particulier de

- Sensibiliser et former la population sur les Droits de l'Homme.

#### **Article 8 : Le délai de la poursuite du délit**

Les délits poursuivis par la Commission ne sont pas limités dans le temps pour établir la vérité selon les lois en vigueur et prendre les sanctions à l'encontre de ceux qui portent ou ont porté atteinte aux Droits de l'Homme.

#### **Article 9 : La compétence**

La Commission a, d'après la Loi, la compétence de

- a) mener des recherches et des enquêtes sur tous les actes portant atteinte aux Droits de l'Homme commis, par toute personne, sur le sol rwandais ;
- b) se faire aider par les instances habilitées pour accéder partout où on soupçonne des atteintes aux Droits de l'Homme ;
- c) se faire aider par les instances habilitées pour accéder à tous les écrits relatifs à des atteintes aux Droits de l'Homme ;

- d) convoquer toute personne susceptible d'éclaircir un cas examiné par la Commission, que ce soit le présumé coupable d'atteinte aux Droits de l'Homme, que ce soit la victime, que ce soit le plaignant ou un témoin ;
- e) réunir autour d'une même table et si possible réconcilier toutes les parties concernées par un problème d'atteinte aux Droits de l'Homme ;
- f) , faire tout ce qui est possible pour rétablir la victime dans ses droits ;
- g) transmettre aux instances judiciaires le dossier de toute personne dont on dispose des preuves tangibles d'atteinte aux Droits de l'Homme ;
- h) mettre en place et en pratique un plan de formation et de sensibilisation des Rwandais sur les Droits de l'Homme;
- i) formuler des conseils aux organes de l'Etat sur les actes ayant porté atteinte aux Droits de l'Homme identifiés par la Commission ;
- j) signaler aux organes de l'Etat les actes pouvant porter atteinte aux Droits de l'Homme et leur fournir des conseils sur la promotion de ces Droits que ce soit dans le domaine de la politique ou de la Loi ;

\* Les détails qui concernent cet Article sont donnés dans « les directives relatives aux solutions des problèmes se rapportant aux Droits de l'Homme ».

### CHAPITRE III: DES MEMBRES DE LA COMMISSION.

#### **Article 10 : L'identification des membres de la Commission**

Les membres de la Commission doivent avoir la nationalité rwandaise, avoir une sagesse et une intégrité reconnue, avoir de la perspicacité et de la compétence.

#### **Article 11 : Leur nombre et leur éligibilité**

La Commission est composée de 7 membres élus par l'Assemblée Nationale parmi 10 candidats proposés par le Gouvernement.

La Commission est présidée par un Président choisi par le Gouvernement parmi les membres de la Commission et confirmé par l'Assemblée Nationale.

#### **Article 12 : La nomination**

Les membres de la Commission sont nommés par Arrêté Présidentiel.

#### **Article 13 : Du rang**

Le Président de la Commission a un rang de Ministre. Les autres membres de la Commission ont un rang de Secrétaire Général dans un Ministère.

#### **Article 14 : La durée du mandat**

Les membres de la Commission sont élus pour un mandat de trois ans renouvelable.

### **Article 15 : Des avantages particuliers**

Dans des procès pénaux, les membres de la Commission sont poursuivis à titre individuel. Ils comparaissent devant la Cour Suprême. Ils ne doivent pas faire l'objet d'une détention préventive et peuvent être représentés devant la Cour. Ils ne doivent pas être poursuivis pour leur opinion exprimée dans l'exercice de leur mandat.

### **Article 16 : De l'exercice d'autres fonctions**

Au cours de leur mandat, les membres de la Commission ne peuvent exercer d'autres fonctions rémunérées.

### **Article 17 : De la conduite**

Les membres de la Commission doivent se garder d'avoir une conduite susceptible de nuire à la bonne réputation de la Commission. Ils doivent surtout se garder d'avoir des comportements contraires aux conditions d'éligibilité mentionnées dans l'article 10 du présent Règlement.

Les membres de la Commission sont tenus par le secret professionnel. Si nécessaire, celui-ci reste de rigueur même après le mandat. La Commission adresse une remarque verbale ou écrite à tout membre dont les actes et le comportement peuvent entraîner son renvoi.

Si un membre de la Commission a reçu trois avertissements signés au nom de la Commission par le Président ou son suppléant pour des comportements susceptibles de porter préjudice au bon fonctionnement de la Commission, les autres membres se prononcent, par un vote, sur ces comportements.

Si cinq membres de la Commission sur les sept, désapprouvent ces comportements, ils lui demandent officiellement de transmettre sa lettre de démission au Président de la République comme prévu par l'Article 15 de la Loi portant création de la Commission.

S'il ne le fait pas dans un délai d'un mois, la Commission transmet un rapport clair accompagné de tous les documents accusateurs et défensifs au Président de la République, à l'Assemblée Nationale, au Gouvernement et à la Cour Suprême, tout en réservant une copie à l'accusé.

Dans les lettres et les rapports accusant le Président, il doit être stipulé si les accusations portent sur sa qualité de Président ou de membre de la Commission.

### **Article 18 : Le renvoi de la Commission**

Le renvoi d'un ou de plusieurs membres de la Commission est proposé par le Président de la République, le Gouvernement ou la moitié des Députés à l'Assemblée Nationale. Il est décidé par la majorité des voix des Députés présents. Le Président de la République signe l'Arrêté relatif au renvoi d'un ou de plusieurs membres de la Commission.

L'arrêt du travail d'un ou de plusieurs membres de la Commission peut aussi être entraîné par:

- a) la mort;
- b) une démission adressée au Président de la République ;
- c) l'incapacité de remplir les missions de la Commission ou un comportement contraire aux conditions d'éligibilité;
- d) le fait de tremper de façon connue dans des actes portant atteinte aux Droits de l'Homme.

#### **Article 19 : Du remplacement des membres de la Commission**

Quand un ou plusieurs membres de la Commission arrête de travailler, le Gouvernement propose à l'Assemblée Nationale deux candidats pour chaque poste vacant, qui remplissent les conditions exigées dans l'Article 8 de la Loi portant création de la Commission. C'est l'Assemblée Nationale qui choisit les nouveaux membres de la Commission.

### **CHAPITRE IV: DU BON FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION.**

Les travaux de la Commission sont accomplis à différents niveaux. Il y a ceux qui sont accomplis par les membres de la Commission ensemble et ceux qui sont accomplis individuellement selon le domaine ; il y a ceux qui sont accomplis par le Président de la Commission ou par son suppléant et ceux accomplis par le personnel du Secrétariat Permanent.

#### **Article 20: La Composition de la Commission**

Les membres de la Commission se réunissent pour discuter et prendre des décisions sur les points relatifs à la mission de la Commission, notamment

- a) mettre en place des règlements qui montrent le statut de la Commission et guident son fonctionnement ;
- b) désigner le siège social de la Commission et créer des bureaux régionaux ;
- c) demander aux instances judiciaires de poursuivre les présumés coupables d'atteinte aux Droits de l'Homme;
- d) élaborer et revoir des stratégies d'un plan d'action et des activités en conformité avec le calendrier de la Commission;
- e) préparer, adopter et revoir le budget ;
- f) adopter les rapports prévus par la loi ou d'autres dont la Commission serait invitée à préparer ou ceux qu'elle jugerait utiles ;
- g) adopter une politique de diffusion de l'information et des actions de la Commission ;
- h) adopter une politique de collaboration avec d'autres instances ou d'autres organisations ;
- i) choisir un Secrétaire Permanent comme le prévoit l'Article 11 de la Loi portant création de la Commission Nationale et au besoin recommander son renvoi au Gouvernement ;
- j) recruter ou congédier le personnel du Secrétariat Permanent et prévoir les procédures y relatives ;

- k) déterminer les missions à l'étranger et désigner ceux qui vont représenter la Commission ;
- l) coordonner, superviser et perfectionner les actions accomplies par les organes de la Commission cités dans l'Article 23 ;
- m) examiner toute question non évoquée dans le présent article et retenue par la Commission.

Dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, les membres de la Commission doivent entreprendre toute action jugée utile à la Commission. Chaque membre de la Commission jouit de sa liberté dans la réalisation des tâches qui lui incombent d'une façon générale et à titre privé. Chaque semaine et chaque fois que de besoin, il communique à ses collègues le résultat de son travail pour qu'ils l'adoptent ; il leur communique les problèmes qu'il a rencontrés pour qu'ensemble ils leur trouvent des solutions.

### **Article 21 : Le Président de la Commission**

Le Président de la Commission est chargé en particulier de

- a) coordonner toutes les activités de la Commission ;
  - b) superviser et parfaire le bon déroulement des travaux de la Commission ;
  - c) informer le Président de la République, le Gouvernement et l'Assemblée Nationale quand tous les membres de la Commission ne sont pas nommés ;
  - d) examiner les prévisions budgétaires et les rapports prévus par la Loi ainsi que d'autres documents de la Commission avant qu'ils ne soient adoptés ;
  - e) transmettre à temps aux instances habilitées, les prévisions budgétaires, les rapports et d'autres documents adoptés par la Commission ;
  - f) suivre minutieusement la gestion administrative, financière et matérielle de la Commission ;
  - g) préparer et présider les réunions de la Commission ;
  - h) entretenir de bonnes relations avec d'autres organes qui collaborent avec la Commission et en identifier d'autres susceptibles d'entretenir des relations, une collaboration et une coopération avec la Commission ;
  - i) suivre la mise en application des décisions prises par la Commission.
- A l'absence du Président ou au cas où il se trouverait dans l'incapacité de travailler pour une raison quelconque, il est remplacé provisoirement dans toutes ces fonctions par le plus âgé des membres de la Commission.

### **Article 22 : Le Secrétaire Permanent**

La Commission est dotée d'un Secrétariat Permanent composé des organes chargés des Droits de l'Homme en soi, des organes chargés des activités générales de la Commission ; il est supervisé par un Secrétaire Permanent, proposé par la Commission et nommé par le Gouvernement.

Le Secrétaire Permanent a un rang d'un Directeur Général dans un Ministère.

### **Article 23 : Les organes et leurs tâches**

La Commission est composée d'organes dont les tâches sont les suivantes

#### **(1) L'Organe Chargé des Droits de l'Homme dans le Domaine Social et Politique.**

##### **Tâches:**

- a) formuler des conseils à toute personne ayant soumis à la Commission un problème relatif aux Droits de l'Homme dans le Domaine Social et Politique ;
- b) mener des enquêtes sur tous les actes qui portent atteinte aux Droits de l'Homme dans le Domaine Social et Politique comme par exemple : des arrestations arbitraires, la torture, des peines prononcées non prévues par les instances judiciaires, la liberté d'opinion, la disparition des gens, la liberté d'association, etc ...
- c) rédiger des rapports pour la Commission qui montrent que des gens ou des instances responsables d'atteintes aux Droits de l'Homme dans le Domaine Social et Politique peuvent être poursuivis ;
- d) faire tout ce qui est possible pour réhabiliter la victime d'actes d'atteinte aux Droits de l'Homme;
- e) rédiger des rapports pour la Commission afin de lui proposer des stratégies capables de contrecarrer les actes d'atteinte aux Droits de l'Homme dans le Domaine Social et Politique ;
- f) organiser des formations sur les Droits de l'Homme dans le Domaine Social et Politique.

#### **(2) L'Organe Chargé des Droits de l'Homme dans le Domaine de l'Economie, des Affaires Sociales, de la Culture et du Développement.**

##### **Tâches**

- a) formuler des conseils à toute personne ayant des problèmes relatifs aux atteintes aux Droits de l'Homme dans le Domaine de l'Economie, des Affaires Sociales, de la Culture et du Développement;
- b) mener des enquêtes sur tous les actes qui portent atteinte aux Droits de l'Homme dans le Domaine de l'Economie, des Affaires Sociales, de la Culture et du Développement comme par exemple : le droit à la propriété, le droit à être instruit, le droit à une bonne santé, etc ... ;
- c) édiger pour la Commission un rapport qui montre comment des personnes ou des instances responsables d'actes d'atteinte aux Droits de l'Homme dans le Domaine de l'Economie, des Affaires Sociales et du Développement peuvent être poursuivis ;
- d) faire tout ce qui est possible pour réhabiliter la victime d'actes d'atteinte aux Droits de l'Homme dans le Domaine de l'Economie, des Affaires Sociales et du Développement ;



- e) édiger des rapports pour la Commission pour lui proposer des stratégies capables de contrecarrer les actes d'atteinte aux Droits de l'Homme dans le Domaine de l'Economie, des Affaires Sociales, de la Culture et du Développement.

## **(2) L'Organe Chargé du Droit.**

### **Tâches**

- a) mettre en application les décisions de la Commission qui visent la poursuite par la justice des présumés coupables d'atteinte aux Droits de l'Homme ;
- b) préparer pour la Commission des textes visant à corriger des lois et des instructions, des politiques et des stratégies relatives à la direction du pays et qui comporteraient des clauses ou des actions qui nuisent au respect des Droits de l'Homme ;
- c) préparer pour la Commission des textes visant l'harmonisation des projets des lois avec le respect des Droits de l'Homme ;
- d) fournir des conseils en Droit aux organes de la Commission dans des séances de formation aux Droits de l'Homme ;
- e) préparer pour la Commission des textes encourageant les instances concernées à adopter définitivement les Conventions Internationales relatives aux Droits de l'Homme et à les introduire dans la législation nationale ;
- f) rassembler les détails sur les Droits de l'Homme contenus dans la législation du Rwanda et dans les Conventions Internationales relatives aux Droits de l'Homme et les introduire dans la législation nationale ;
- g) rassembler les détails sur les Droits de l'Homme contenus dans la législation du Rwanda et dans les Conventions Internationales ratifiées par le Rwanda et préparer pour la Commission un avant-texte visant à demander aux instances habilitées de mettre en place une Loi Rwandaise contenant les données sur les Droits de l'Homme ;
- h) prodiguer à la Commission des conseils en rapport avec le respect des lois chaque fois que de besoin.

## **(4) 'Organe Chargé de la Recherche sur les Droits de l'Homme et du Renforcement de la Capacité de la Commission.**

### **Tâches**

- a) réparer, suivre et examiner la mise en application des projets qui visent le développement de la Commission ;
- b) préparer, suivre et examiner la mise en application des tâches de la Commission ;
- c) orienter les recherches en tenant compte des problèmes posés dans le domaine des Droits de l'Homme ;
- d) déterminer les principaux critères de base dans le recrutement des experts et des chercheurs dans le domaine des Droits de l'Homme ;

- e) surveiller les travaux de recherche réalisés pour le compte de la Commission ;
- f) fournir les outils nécessaires à la recherche réalisée pour le compte de la Commission ; g) coordonner les rapports spécifiques aux Droits de l'Homme au Rwanda ;
- h) appliquer les décisions relatives à la diffusion des rapports de la Commission en rapport avec les Droits de l'Homme ainsi que d'autres textes relevés ;
- i) collecter, classer et gérer les textes de la Commission ainsi que d'autres outils en rapport avec la connaissance et la science sur les Droits de l'Homme ;
- j) collaborer avec les autres organes de la Commission pour lui trouver un appui matériel.

#### **(5) L'Organe Chargé de Former et Sensibiliser la Population sur les Droits de l'Homme.**

##### **Tâches**

- a) évaluer les besoins et préparer un plan de sensibilisation et de formation de la population, à tous les niveaux, sur les Droits de l'Homme ;
- b) préparer pour le compte de la Commission et veiller à l'application de ses décisions, de façon générale dans le cadre de sa collaboration avec toutes les instances ayant une part d'activité dans l'éducation, la culture et l'information, en ce qui concerne le programme de sensibilisation et de formation de la population sur les Droits de l'Homme ;
- c) préparer pour le compte de la Commission et veiller en particulier à la mise en application des décisions relatives à sa collaboration avec le Ministère de l'Education et d'autres organismes chargés de l'Education en ce qui concerne l'horaire des leçons sur les Droits de l'Homme données ou à donner dans des écoles ;
- d) organiser des réunions, des conférences et des séminaires préparés dans le cadre de la sensibilisation et de la formation de la population sur les Droits de l'Homme et s'associer à d'autres instances dans de telles actions ;
- e) examiner et analyser les projections de sensibiliser et de former la population sur les Droits de l'Homme et leurs résultats ;
- f) chercher et préparer le matériel didactique adapté à chaque groupe en formation sur les Droits de l'Homme ;
- g) diffuser les lois nationales et les conventions internationales relatives aux Droits de l'Homme.

#### **(6) L'Organe Chargé de la Coopération avec d'Autres Instances et de la Coordination des Activités des Autres Organes de la Commission.**

##### **Tâches**

- a) préparer pour le compte, de la Commission et appliquer ses décisions en ce qui concerne sa collaboration avec d'autres instances, organisations, associations oeuvrant au Rwanda, dans d'autres pays ou internationales et ayant l'objectif de promouvoir et défendre les Droits de l'Homme;
- b) coordonner les activités des organes régionaux de la Commission et encourager leur collaboration avec les autres organes de la Commission ;
- c) réparer et redéfinir à temps les plans d'action des instances, des organisations et des associations qui collaborent avec la Commission.

**Article 24 : La complémentarité des organes et le fonctionnement des travaux**

- a) chaque organe a à sa tête un Commissaire qui suit les travaux au nom de la Commission. Il est dirigé par un directeur, il transmet les rapports au Commissaire chargé du fonctionnement de cet organe ;
- b) la distinction des organes mentionnés dans l'Article 23 n'empêche pas que, suivant les activités prévues, deux organes et même plus, puissent collaborer ou s'entraider de façon permanente ou temporairement ;
- c) concernant la réalisation des travaux mentionnée dans l'article 23, les détails sont plutôt contenus dans les Instructions qui réglementent les questions relatives aux Droits de l'Homme ;
- d) la Commission est dotée d'un personnel permanent ou qui a un contrat déterminé, soumis au statut des agents de la Commission, lequel statut se conforme à la réglementation du Travail au Rwanda;
- e) l'organigramme peut être modifié sur décision de la majorité des voix des membres de la Commission.

**Article 25 : Les experts dont se sert la Commission**

La Commission peut, en cas de besoin, engager temporairement un ou plusieurs experts ou d'autres personnes ayant des qualifications spécifiques ; leur prestation et leur rémunération sont déterminées à partir d'un contrat qu'ils signent avec la Commission ou d'un contrat signé entre la Commission et les organismes qui les ont détachés.

**CHAPITRE V : DES RÉUNIONS ET DES DÉCISIONS.**

**Article 26 : La convocation d'une réunion**

Les réunions de la Commission sont normalement convoquées par le Président de la Commission par une lettre qu'il transmet aux membres 24 heures avant qu'elle n'ait lieu.

Cette lettre d'invitation doit contenir l'ordre du jour de la réunion.

Sans négliger ce qui est mentionné dans la première partie de cet Article, selon l'urgence et l'importance des questions à traiter, l'ordre du jour peut être communiqué au début de la réunion.

### **Article 27 : Le quorum requis**

La réunion de la Commission se tient en présence d'au moins quatre sur les sept de ses membres. Un membre de la Commission qui va s'absenter à la réunion alors qu'il a reçu l'invitation, doit fournir par écrit des explications au Président avant que la réunion ne se tienne. S'il a un motif urgent et imprévu, il s'empresse de prévenir le Président ou son suppléant ou un autre membre de la Commission qui, à son tour, informe le Président de la réunion. Ce qui est mentionné dans cette clause ne concerne pas un membre en mission ou occupé à une tâche lui confiée par la Commission.

### **Article 28 : La tenue de la réunion**

La Commission tient une réunion ordinaire chaque Lundi, adopte le procès-verbal de la réunion précédente, évalue les activités de la semaine écoulée et fixe les activités de la semaine qui commence. La Commission tient des réunions extraordinaires chaque fois que de besoin.

### **Article 29 : La présidence de la réunion**

La réunion est présidée par le Président de la Commission. En son absence, la réunion est présidée par son remplaçant. Quand les deux ne sont pas là ou s'ils sont empêchés, elle est présidée par l'un des membres de la Commission que le Président (ou son remplaçant) a délégué. Un écrit ad hoc est obligatoire.

### **Article 30 : L'ordre du jour**

Le Président de la réunion prépare l'ordre du jour. Les membres de la Commission peuvent suggérer au Président des points qu'ils souhaitent voir figurer sur l'ordre du jour. Ils peuvent aussi modifier l'ordre du jour en cas de besoin. C'est la réunion qui adopte l'ordre du jour final. Les points non épuisés figurant sur l'ordre du jour sont reportés à la réunion suivante qui peut être une réunion extraordinaire.

### **Article 31 : Le comportement durant les réunions**

Les hors-sujet, les polémiques, les interruptions et autres pouvant gêner la bonne marche de la réunion sont interdits.

Chaque membre de la Commission a le droit de demander au Président de la réunion une motion d'ordre ou le report d'un point quelconque.

C'est le Président de la réunion qui assure la bonne marche de celle-ci. C'est lui qui donne la parole à celui qui la demande. Il n'a pas le droit de refuser la parole à quelqu'un qui la demande.

### **Article 32 : Le Secrétariat de la réunion**

Le Secrétaire Permanent assure le Secrétariat des réunions de la Commission. La Commission désigne un ou plusieurs agents qui peuvent l'aider dans cette tâche.

Les réunions de la Commission peuvent se tenir à huis-clos. A ce moment, c'est le Commissaire chargé de l'organe de la recherche et du renforcement de la Commission qui assure le Secrétariat.

### **Article 33 : Les invités aux réunions**

Les membres de la Commission peuvent décider d'inviter dans leurs réunions un ou plusieurs des agents de la Commission ou un expert dont la Commission veut se faire aider.

### **Article 34 : La prise des décisions**

Les décisions de la Commission sont prises par consensus sinon sur la majorité des voix des membres, c'est-à-dire quatre membres.

Chaque membre de la Commission a une voix. Nul ne peut voter pour l'autre. L'abstention est acceptée. Toutefois, celui qui s'abstient ou qui a donné un avis contraire à la décision prise, ne peut pas refuser de l'appliquer ou gêner l'application de cette décision.

L'avis contraire à la décision prise est noté dans le procès-verbal de la Commission quand celui qui l'a émis, le demande.

Une décision en rapport avec les activités menées par un organe quelconque, est prise en présence du Commissaire chargé de cet organe ou le directeur de cet organe ou son suppléant.

### **Article 35 : Le vote**

S'il n'y a pas consensus, le vote se fait suivant l'un des deux procédés  
-main levée ;  
le vote secret.

Avant le vote, les membres de la Commission choisissent le procédé à utiliser.

La Commission peut, sur demande de quatre de ses membres, demander l'avis du Secrétaire Permanent sur le point qui fait l'objet du vote.

### **Article 36 : L'application des décisions**

Les décisions prises par la Commission doivent être appliquées dans les limites du délai arrêté. Si aucune raison valable de la non-application des décisions n'est donnée, cela est considéré comme un mauvais comportement qui doit être sanctionné suivant l'article 17 de ce Règlement.

En particulier, si le Président de la Commission, en cette qualité, n'a pas transmis dans les délais déterminés des rapports ou d'autres textes adoptés par la Commission, la Commission demande, dans sa réunion, à son suppléant de les signer et de les transmettre à qui de droit.

## **CHAPITRE VI : DES MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS.**

La Commission peut organiser pour ses membres et ses agents, des missions de plusieurs catégories à l'intérieur du pays. Des indemnités sont prévues pour des missions dépassant 30 km à partir du bureau de celui qui y va.

Les ordres de mission de la Commission sont signés par le Président de la Commission ou son suppléant ou quelqu'un d'autre sur accord de la Commission.

Le rapport de mission est transmis au Commissaire chargé de l'organe concerné, au plus tard 8 jours après le retour de mission. L'original du rapport finalisé est transmis au Président de la Commission et au Commissaire chargé de l'organe concerné, et une copie est réservée à chaque membre de la Commission. C'est le Commissaire chargé de l'organe concerné qui le transmet à la réunion de la Commission.

Quand la mission se rapporte à l'administration générale de la Commission, le rapport est transmis au Secrétaire Permanent, au plus tard 8 jours après le retour de mission. Le Secrétaire Permanent transmet le rapport au Président de la Commission qui, à son tour, le remet aux membres de la Commission durant la réunion suivante.

En cas d'urgence, celui qui revient d'une mission peut être invité à présenter son rapport dès son retour.

Les frais de mission sont fixés par la Commission.

### **Article 39 : Les missions à l'étranger**

La Commission fait, chaque trimestre, une prévision des missions à effectuer à l'étranger. Toutefois, des missions à l'étranger sur invitation de certains partenaires de la Commission ou d'autres missions imprévues peuvent être acceptées suivant leur importance et leur efficacité.

Si l'on prévoit que celui qui part en mission à l'étranger fera une communication au nom de la Commission, il doit soumettre à la Commission le projet de cette Communication via le Président ou son suppléant. La version finale de cette communication est annexée au rapport de mission.

Le rapport de mission est transmis au Président de la Commission ou son suppléant dans un délai ne dépassant pas quinze jours après le retour de la mission et une copie est réservée à chaque membre de la Commission.

En cas d'urgence, celui qui revient d'une mission peut être invité à présenter son rapport dès son retour.

Les ordres de mission de la Commission sont signés par le Président ou son suppléant ou quelqu'un d'autre sur accord de la Commission.

Les frais de mission sont les mêmes que ceux des Ministres, des Secrétaires Généraux et d'autres fonctionnaires de la Fonction Publique, selon la catégorie de celui qui part en mission.

## **CHAPITRE VII: DES RAPPORTS ET DES DOCUMENTS DE LA COMMISSION.**

### **Article 39 : Le rapport sur les Droits de l'Homme**

La Commission fait des rapports à la Présidence de la République, au Gouvernement, à l'Assemblée Nationale et à la Cour Suprême sur tout acte porté à sa connaissance portant atteinte aux Droits de l'Homme.

### **Article 40 : Le rapport annuel**

La Commission transmet son rapport annuel à la Présidence de la République dans un délai ne dépassant pas les trois mois de l'année suivante et réserve une copie au Gouvernement, à l'Assemblée Nationale et à la Cour Suprême.

### **Article 41 : De la diffusion des rapports et les autres documents**

La Commission peut diffuser son rapport annuel tout comme d'autres résultats de ses enquêtes dans le domaine des Droits de l'Homme.

## **CHAPITRE VIII: DES RESSOURCES DE LA COMMISSION.**

### **Article 42 : L'origine des ressources**

Les fonds utilisés par la Commission proviennent du budget ordinaire de l'État et des dons. La Commission fait ses prévisions budgétaires qui sont approuvées par les instances habilitées. C'est la Commission qui exécute le budget adopté.

### **Article 43 : La gestion du budget de la Commission**

La gestion du budget de la Commission respecte les instructions relatives à l'exécution du budget de l'État.

Des activités propres relatives à la gestion du budget de la Commission doivent se conformer aux instructions spécifiques relatives à la gestion du budget de la Commission.

### **Article 44 : Le contrôle financier**

L'Auditeur Général de l'État contrôle l'utilisation des Fonds de la Commission. La Cour des Comptes contrôle la consistance et l'exactitude du rapport annuel de la Commission dans son chapitre relatif à l'utilisation des Fonds.

**CHAPITRE IX:      ES SALAIRES ET AVANTAGES RÉSERVES  
AUX MEMBRES DE LA COMMISSION ET AUX  
AGENTS.**

**Article 45 : Les salaires réservés aux membres de la Commission**

Les salaires et autres avantages réservés aux membres de la Commission sont contenus dans des documents spécifiques.

**Article 46 : Les salaires et avantages réservés aux agents de la Commission**

Les salaires et autres avantages réservés aux agents de la Commission sont contenus dans des documents spécifiques

**CHAPITRE X : DES ARTICLES DE LA FIN.**

**Article 47 : les langues utilisées**

La Commission utilise les trois langues utilisées au Rwanda qui sont le Kinyarwanda, le Français et l'Anglais. D'une manière générale, les réunions se tiennent en Kinyarwanda, elles peuvent se tenir dans les autres langues en tenant compte des invités.

Les documents de la Commission sont rédigés en Kinyarwanda, ils peuvent être rédigés dans les autres langues en tenant compte de ceux qui les rédigent ou ceux auxquels ils sont destinés.

**Article 48 : Réviser le Règlement d'Ordre Intérieur**

Ce Règlement d'Ordre Intérieur peut être révisé sur décision des membres de la Commission.

**Article 49 : L'entrée en vigueur de ce Règlement d'Ordre Intérieur**

Ce Règlement d'Ordre Intérieur entre en vigueur le jour de sa signature par les membres de la Commission Nationale des Droits de l'Homme exerçant leur premier mandat.

**Les membres de la Commission**

**GASANA NDOBA, Président;**  
**KANYANGE Anne Marie, Commissaire;**  
**KAYUMBA Déogratias, Commissaire;**  
**NDABIRO Tom, Commissaire;**  
**NYIRAHABIMANA Soline, Commissaire;**  
**SIMBURUDALI Théodore, Commissaire;**  
**UWIMANA Denys, Commissaire.**

Fait à Kigali, le 13 Septembre 2000.



## **Annexe 2**

### **Les membres de la Commission et leurs attributions**

**Commissaire GASANA Ndobu,**  
Président de la Commission ;

**Commissaire KANYANGE Anne-Marie,**  
Responsable du Département Droits économiques, sociaux  
culturels et Droit au développement ;

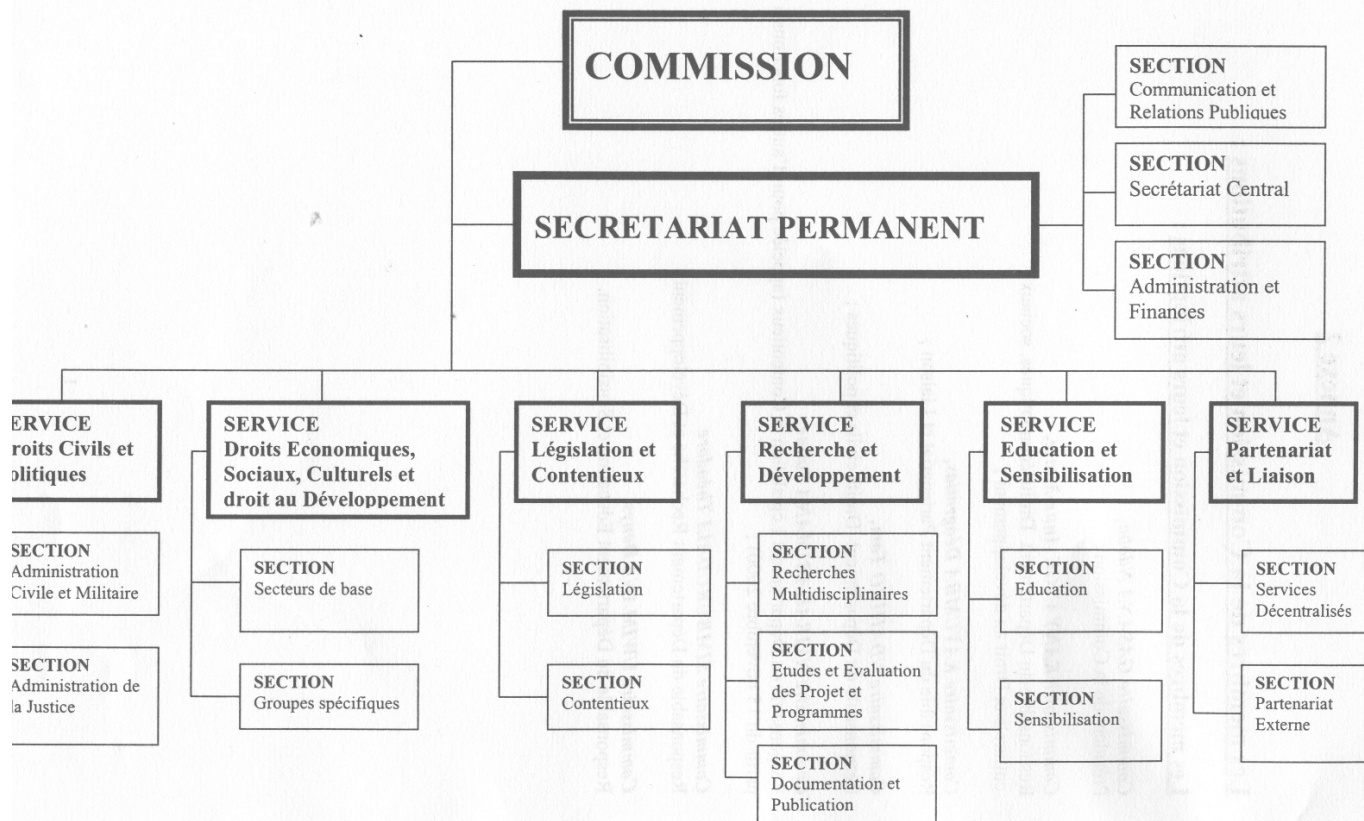
**Commissaire KAYUMBA Déogratias,**  
Responsable du Département Partenariat et Liaison ;

**Commissaire NDAHIRO Tom,**  
Responsable du Département Droits civils et politiques ;

**Commissaire NYIRAHABIMANA Soline**  
Responsable du Département Législation et Contentieux (appelée pour d'autres  
fonctions à partir du 15 novembre 2000) ;

**Commissaire SIMBURUDALI Théodore**  
Responsable du Département Recherche et Développement;

**Commissaire UWIMANA Denys**  
Responsable du Département Education et Sensibilisation,

**ORGANIGRAMME DE LA COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME**

# **NATIONAL HUMAN RIGHTS COMMISSION**

**P.O. BOX: 269 KIGALI - RWANDA**

**PHONE / FAX: (+250) 510393**

**E- mail: [cn dh@rwandal.com](mailto:cn dh@rwandal.com)**

## **ANNUAL REPORT - 2000**

**Kigali, March 2001**

## **I. FORE WORD**

The National Human Rights Commission of Rwanda is pleased to present its report for the year 2000, the second since the Commission started its activities on 24<sup>th</sup> May 1999. The report comprises the following four parts:

- The introductory part related to certain events that marked Rwanda during the year 2000, the duties and the structure of the Commission and some of the issues that characterised it during the year 2000.
- Part two, which constitutes the major part of the report, deals with the activities of the Commission for the year 2000.
- Part three consists especially of a report on the utilisation of the Commission's budget for the year 2000.
- The fourth and last part presents the general conclusion, perspectives for the year 2001 and some recommendations.

In addition to these four parts that make up the actual report, three appendixes are presented, namely: the internal rules and regulations of the Commission as adopted in the year 2000, a list of the members of the Commission and their respective duties and the organizational chart.

Although in essence this report is not quite different from that of 1999, it has at least two new specific aspects that indicate the higher level to which the year 2000 has brought the Commission's activities:

First is the manner in which the activities concerning Human Rights violations issues have been presented in this report, with the purpose of indicating the types of cases, their specificity and action taken by the Commission.

Second is that, to the general conclusion and perspectives for the year 2001, as presented in this report, are added the Commission's recommendations, based on lessons learnt through its activities during the year 2000. These two aspects are in response to the wishes expressed by many of the readers of the 1999 report.

A number of things suggested by the Commission in the last part or even in the Report itself concerning violations of Human Rights in Rwanda, may sound unwelcome to some of the readers of the report.

What the Commission would wish to request everybody however, especially members of those Institutions mentioned as having been involved in violations of Human Rights, is to understand that what is presented by the Commission is intended to help Rwanda to attain its goal of becoming a State Governed by the rule of Law. This objective is indeed the basis of the law establishing the Commission and its responsibilities.

The Commission also welcomes any advice and ideas from the readers of this report, pointing out problems or areas of problems that may have not been sufficiently considered.

Finally, the Commission would like to express deep gratitude to all those Government Institutions that helped it without reservation during the year 2000 and the previous one.

The Commission is also thankful to all the donor agencies which brought to it assistance, in the form of advice, ideas and resources that came to enhance further the recurrent expenditure budget provided by the State of Rwanda.

Many thanks also to the private institutions, and all Rwanda citizens who brought to the Commission different cases, counselling and ideas.

The Commission would like to reassure the public that for the year 2001, it will facilitate further access to its services, by establishing offices in the Provinces all over the Country and by doing all in its capacity to ensure that Human Rights issues brought to its attention, or found out by it, get appropriate and reliable solutions.

**GASANA Ndoba**

**President of the Commission**

## **II. INTRODUCTION**

This activity report of the National Human Rights Commission 'is the second ever since the Commission was established, for the first report covering the period June to December, 1999 was released in January 2000, as provided for in the law establishing the Commission.

The contents of this report cover the Commission's activities from January to December 2000.

### **2.1. Some of the issues that characterised Rwanda during the year 2000.**

Many events happened in Rwanda during the year 2000, but the following could be singled out as the major ones:

The year 2000 was characterised by security after the acts of Human Rights violations that took place in the northern part of Rwanda due to activities of infiltrators which claimed many lives and destroyed many development projects so far realised by the people: schools, hospitals, bridges, administrative buildings and others.

During the year 2000, people's resettlement activities continued. However the year 2000 was also characterized by killings that took place, particularly in Kigali City, during the first months of the year. These left about six people gunned down by people who still remain unknown.

There was also famine due to unusual drought that caused many people to shift to other places, especially those who lived in Bugesera, Umutara and Amayaga regions.

Regarding the political domain, there were changes that deserve recalling. These include the resignation of the Speaker of Parliament, Mr. SEBARENZI KABUYE Joseph, who was replaced by Dr BIRUTA Vincent; the resignation of the Prime Minister, Pierre Celéstin RWIGEMA who was replaced by Bernard MAKUZA and which was followed by the nomination of the New Government on 20/3/2000; the resignation of the President of the Republic, Pasteur BIZIMUNGU (23/3/2000); the Supreme Court, stating that the Vice President, H.E Paul KAGAME replaces temporarily the President of the Republic (24/3/2000); the election of H.E Paul KAGAME as President of the Republic by the Parliament (17/4/2000) and his being sworn in (22/4/2000) and the National Consultation Assembly on Unity and Reconciliation (18-20/10/2000).

## **2.2. The Duties and function of the Commission.**

In this part are recalled some of the duties of the National Human Rights Commission, as prescribed by the Law. These are as follows:

- To examine and follow up Human Rights violation acts.
- To sensitise and educate the Rwandan population on matters regarding Human Rights.
- To seek, where necessary, the assistance of the Judiciary with regard to proceedings in case of violation of Human Rights by any one.

In general the establishment of the Commission was in conformity with the provisions of the United Nations resolution regarding all National Human Rights Commissions and known as the Charter of Paris. This Charter provides for full freedom of these Commissions to enable them to accomplish their responsibilities.

Regarding the National Human Rights Commission: of Rwanda, such freedom is provided for by article 2 of the law establishing the Commission and this could be seen in its daily activities throughout the year 2000 and even during 1999.

## **2.3. The functioning of the Commission and issues that characterized it during the year 2000.**

### **2.3.1. Activities influencing the functioning of the Commission.**

During the year 2000, towards the end of March, the National Human Rights Commission released its first Activity Report. On 13, September 2000, the Commission ratified its internal rules and regulations, as prescribed in article N° 12 of the law.

The Commission also changed offices, moving from its former premises to the building, which is close to those housing the Parliament, the Supreme Court and the Ministry of Justice and Institutional Relations. This was especially to facilitate the smoothening of the Commission's activities and to allow

accommodation for more staff required by the Commission in order to accomplish its responsibilities. The shifting was effected on 16/8/2000.

On 2/11/2000, the members of the Commission agreed on the candidature of Mr. Bernardin RUTAZIBWA for the post of the Commission's Permanent Secretary. He was confirmed by the Council of Ministers on 15/11/2000.

On 15/11/2000 one member of the Commission, Mrs. Soline NYIRAHABIMANA left the Commission following her appointment to the Office of the President of the Republic, as Director general responsible for the Constitution and other laws.

As it had always been wished, the senior Staff of the Commission were appointed on 12/12/2000 so as to enable the Commission to carry out its duties more efficiently.

In the same month of December 2000, following the Agreement of Cooperation between the National Human Rights Commission and the United Nations Human Rights Commission, signed by the respective Heads of both Commissions on 24/10/2000, four experts were sent by the United Nations to work with the National Commission.

### **2.3.2. Promotion of Cooperation with other Government Institutions.**

1. The members of the Commission were received on 25/1/2000 by the Prime Minister and they discussed the Commission's activities and the difficulties it encounters in its daily operations.
2. On 3/3/2000, the then President of the Republic, BIZIMUNGU Pasteur received the members of the Commission. He had also invited to the discussions the Speaker of Parliament and the Ministers having in them attributions, activities, relating to the Commission's activities. The discussions concerned the law establishing the Commission and provisions of this law that related to cooperation between the Commission and other Government Institutions.
3. On 31 /7/2000, the Head of State, Paul KAGAME received in his turn the members of the Commission. He too, had invited the Speaker of Parliament, the Prime Minister, the Supreme Court President and the Minister of Justice and Institutional Relations. They discussed matters concerning the Commission as they had been presented to the former President, Pasteur BIZIMUNGU.
4. During the same year, the Commission held regular meetings with donors in a forum named "Friends of the Commission". They discussed ways and means of promoting Human Rights.
5. Besides the Cooperation activities mentioned under a special heading in this report, during the year 2000 the Commission received twice and held talks with Michel MOUSSALI, the United Nations Human Rights

Commission Special Envoy to Rwanda. The meetings took place in March and October 2000.

### **III. ACTIVITIES OF THE COMMISSION**

#### **3.1. The Commission's Plan of Action for 2000.**

Based on the provisions of articles 3 and 4 of the law establishing the Commission, the latter had generally planned to carry out its duties as prescribed in the law establishing it, namely to examine and follow up Human Rights violation actions on Rwandan territory and any other thing violating these rights and to sensitise and educate the Rwandan population on matters related to Human Rights.

In a special way however, the Commission intended, in the year 2000, to make proposals to competent authorities concerning amendments to be made in the provisions of the law establishing it, with a view to ensure better accomplishment of its responsibilities.

The Commission also planned to recruit its personnel and organise familiarisation seminars for them. It would have established offices in different regions on Rwandan territory to facilitate further activities of people's sensitisation, and follow up Human Rights violation actions throughout the country.

It was also planned by the Commission to follow up and monitor the functioning of the Gacaca jurisdictions.

The Commission planned further to bring together those involved in Human Rights protection activities, so as to avoid dispersion of potential strength in the promotion of these activities.

The National Human Rights Commission also planned to intensify contacts with donor Agencies with a view to raise funds needed to carry out further its activities.

#### **3.2. MAJOR ACHIEVEMENTS**

##### **3.2.1. Human Rights Protection**

Concerning Human Rights Protection, the National Human Rights Commission laid greater emphasis on the realisation of the following: ,

- To inquire into Human Rights violation actions, be they Civil, political, economic, social, and cultural or development rights.
- To do everything possible to ensure that those whose rights have been violated have them restored.
- To give advice to concerned authorities so that actions of Human Rights violation or denial are corrected.
- To prepare reports indicating the manner in which individuals or institutions violate Human Rights.



- To organise educational programmes on civil, political, economic, social, cultural and development Human Rights.

### **3.2.1.1. Regarding Civil and Political Rights.**

From January to December 2000, the Department of Civil and Political Rights had no personnel and its activities were carried out by the Commissioner who normally is responsible for their supervision. In this, he was sometimes assisted by one, several, or all of his colleagues, depending on the nature of the issue under consideration.

Among other preoccupations of the Commission not mentioned in this report, are killings that took place in Kigali city, particularly towards the end of February - beginning of March 2000.

The victims of these killings , reported to the Commission include KAGAJU Antoinette and GASUMIZI Valens who were killed in the night of 26 February; KABERA Asiel and Samuel SARGBA who were killed in the night of 5 March 2000.

During the year 2000, there were several other killings in the Capital, which took the lives of many victims including some Security Staff. The authors of these killings are yet to be known.

Due to insufficient means as mentioned earlier, the Commission did not manage to conduct thorough investigations on these killings.

However, it expressed its deep sorrow and great concern in the Communiqué made public on 7 March 2000. The Commission requested the competent authorities to do all that is possible to ensure that, whoever is responsible for those killings is found and punished accordingly. It also requested every Rwandan citizen to collaborate with all others in pointing out the killers and to condemn their deeds.

The cases mentioned in this part of the report are those for which the Civil and Political Rights Department has conducted at least preliminary investigations. They were either reported to the Commission by the individuals concerned or they were discovered by the Commissioner responsible for this Department or again by any other department within the Commission in the course of examining other cases.

Some of these have already been settled but during the year 2000 others were still unsolved as yet.

### **A. CASES FOLLOWED UP BY THE COMMISSION THROUGH THE CIVIL AND POLITICAL RIGHTS DEPARTMENT.**

During the year 2000, the Commission continued the follow up of cases brought to its attention during 1999 and which so far had remained unsettled. The

Commission also filed and followed up new cases reported to it in writing or verbally, by the person concerned, by another person or by an institution.

### **Concerning illegal arrests and detentions**

#### **1. The arrest and detention of NGENZI Daniel.**

The Commission followed up the case ever since it learnt of the perplexing arrest and detention of NGENZI Daniel and since it was informed that NGENZI's lawyers had been denied access to his file in the hands of the Military Prosecution. The Commission found out that NGENZI had been suspected of conspiracy in the desertion and escape of a soldier currently living in Canada. NGENZI Daniel's file N° was RMP 3966/AM/KGL/NA/97.

NGENZI Daniel had been illegally arrested on 31/8/1999 by the Directorate of Military Intelligence (DMI ) authorities and was detained at their office until the Commission demanded his transfer for, according to the provisions of the Constitution, DMI is not authorized to carry out arrests and detention. He was then transferred to Mulindi Military Prison. His provisional detention order was written on 14/10/1999 and his Interrogation Statement was made on the same day.

For all the time he was in detention, he was never taken to court. It was only after the Commission reported the matter to competent authorities that NGENZI was finally bailed out and would appear before court free from detention.

In connection with his bail on 7/8/2000, there were some unclear issues that could lead to confusion or even frustrate the accused.

For example, it is stated in the provisional release order that his release was meant to allow him to continue his usual duties "while in the meantime his case was under investigation".

However, a different document had been written indicating that conclusion had been made concerning investigations on NGENZI `s case. The latter document was signed by the Public Prosecutor on 27/01/2000, date on which NGENZI `s case was forwarded to the Military Court.

Another example is that NGENZI's passport was retained at the Public Prosecutor's Office without indicating it, in writing, to the passport owner.

#### **2. The arrest and detention of Second Lieutenant MURERA Bertin, Pte BYABAGAMBA Innocent, RUTABANA Benjamin, RUKEBA Francois and RUGEMA Janvier.**

The families of the soldiers MURERA Bertin and BYABAGAMBA Innocent, together with those of the Civilians, Benjamin RUTABANA (known by the name Ben) and François RUKEBA sought verbally the Commission's assistance so as to know where these four men had been detained. They had been arrested, some in Tanzania, others in Burundi and forced back into the country by Rwanda Government.

Their respective families were worried that these men might have been killed. The Commission had also heard a witness who said he had been detained in Burundi with some of these men before they were brought back to Rwanda.

On 19/2/2000, the Commission wrote to the then Vice President of the Republic who was also Minister of Defence at that time, requesting to meet those people and look into the matter. The Commission's request was granted by a letter of 29/2/2000 from the Military Chief Prosecutor, who even informed the Commission that, besides the four men it requested to meet, there was a fifth by the name of RUGEMA Janvier.

The Military Chief Prosecutor also visited the Commission's Head Office and held discussions with the members of the Commission about the arrest and detention of those five men. Their respective charges were also discussed. The soldiers were charged with desertion whereas the Civilians were charged with aiding and abetting the soldiers to desert.

On 2/3/2000, the Commission members met the detainees at the Military Prosecutor's Office. It was noticed that they had all been there for about 21 days without any written statement regarding their arrest. Whereas they had been brought back to Rwanda on 4<sup>th</sup> and 5<sup>th</sup> /2/2000, the statement was dated 26/2/2000. The Commission raised their concern because this was in violation of the existing law. The concerns of the Commission intensified further when it learnt that, at the time of their arrest, two of them, namely, MURERA Bertin and RUTABANA Benjamin had sought refugee status in Tanzania, through the United Nations High Commission for Refugees. Their forced return to Rwanda was therefore in disregard of the International Convention Relating to the Status of Refugees, signed and ratified by both Rwanda and Tanzania.

In these discussions, the detainees informed the Commission that, except for RUGEMA Janvier, they had all been told the charges against them. At that time, MURERA Bertin and BYABAGAMBA Innocent admitted the guilt of their desertion and they gave reasons for it. As for RUTABANA Benjamin, he said that the charges preferred against him were fabricated and not the real reason for his arrest. He thought the real reason could be that, he had been suspected of aiding and abetting in the escape of former Speaker of Parliament, Mr. SEBARENZI KABUYE Joseph.

On his part, RUKABA François admitted to have taken BYABAGAMBA Innocent in his car as far as Butare, on the day BYABAGAMBA fled the Country. He did not however, know that he was running away from the country. He said they later on met in Burundi by coincidence. RUKABA François denied any involvement in the soldier's escape.

During these discussions at the Kigali Military Prosecutor's Office, none of the detainees said he had been tortured or undergone any other cruel, In-human treatment.

However, they showed such signs as unusual fatigue that the Commission believed those men might have experienced such kind of treatment but, out of fear, they concealed the fact.

At the time of their discussions with the Commission, the men were detained in Kanombe Military Prison. After the discussions, the soldiers, MURERA Bertin and BYABAGAMBA Innocent were transferred to Kibungo Military Prison whereas the Civilians, RUTABANA, RUKEBA and RUGEMA were taken to Murindi Military Prison. In the Commission's opinion, detention of civilians in Military Prisons is illegal.

The Commission continued contacts with the Chief Military Prosecution authorities and visits to the said two soldiers in Kibungo Military Prison to see how they were being treated, as their families had expressed fears concerning the detainees' conditions.

Five months after the Commission met them for the first time, all the five were bailed out. They are currently waiting to appear before the court, free from detention.

However, at the time of writing this report, some information yet to be confirmed by the Commission says that two of them, namely RUKEBA François and RUGEMA Janvier, might have fled the Country.

### **3. The arrest and detention of Second Lieutenant NSENGIYUMVA Samuel.**

Second Lieutenant NSENGIYUMVA Samuel was first arrested on 8/3/1998 and was detained following the assassination of a Kigali -based businessman, by the name of BAYINGANA Victor.

On 23/12/1999 the Military Court passed judgement of the case N°RP0741/CG/99, in which the Military Prosecutor accused three people namely, Second Lieutenant NSENGIYUMVA Samuel, retired Sergeant RUTAGUNGIRA René and KAGAJU Antoinette who was later gunned down by people who remain unknown to this day.

In the said case, the court ruled that the accused were innocent and acquitted them. Court ordered that they should be released immediately. This was done. However, as reported to the Commission by MUKAKARANGWA Aline, a sister to Second Lieutenant NSENGIYUMVA Samuel, the latter was rearrested by the Military Prosecutor's Office on 3/1/2000 and was detained for reasons still unclear to the Commission. In fact regarding the case in connection with BAYINGANA Victor's death, NSENGIYUMVA had been brought to court and had been acquitted.

In following up this case, the Commission approached the Kigali Military Prosecutor's Office. None of those interviewed at this Office could explain any reason why NSENGIYUMVA should remain in detention.

The Commission also approached the Military Court that had passed a judgement concerning this case and it consulted also the Military Supreme Court. It wanted to know from both courts whether there had been filed any new charges against NSENGIYUMVA after his release; and whether the new charges led to his detention, in accordance with the law. The Commission learnt that neither court had ordered NSENGIYUMVA to be rearrested and detention nor had there been any new charges filed against him. By the end of the year 2000, Second Lieutenant NSENGIYUMVA was still in detention for dubious reasons.

What is apparent is that the Military Prosecutor's Office disregarded laws governing arrest and detention and thus NSENGIYUMVA's rights have been grossly violated.

The arbitrary arrest and detention of Second Lieutenant NSENGIYUMVA is one of the problems the Commission encountered regarding the prosecution that disregards laws and the rulings of the Courts.

On 27/3/2001, the Military Prosecutor's Office decided to release Second Lieutenant NSENGIYUMVA Samuel provisionally. The decision however prevented him to travel outside the country and it required him to report to the Prosecutor's Office every Tuesday. He was also required to remain at the same working place as he had been before his arrest, namely the G2 (A) Office.

In the provisional release order it was stated that Samuel had been charged with murder. To the Commission's knowledge however, this had not so far been indicated anywhere. The Commission finds that this manner of doing things is improper and needs correction.

#### **4. The arrest of Selemani ISSA.**

Selemani ISSA's case was brought to the attention of the Commission through his wife's letter of 23/4/2000. At that time Selemani ISSA was in detention in Gikondo Prison, Kigali.

He had been accused by Government authorities in the case N° RP38522/KGL in connection with theft, fraud and fabrication of fake currency. However, the matter presented to the Commission concerned a case, which Selemani and his lawyer had requested the court to examine first, namely Illegal detention.

The Kigali Court of first Instance passed judgement of this case on 28/2/2000 and ruled that the prosecution lost the case. On 31/03/2000 the Kigali Court of Appeal, in its turn, ruled that Selemani ISSA and those accused with him should be provisionally released and answer the charges white on bail. This was not implemented.

Until 24/4/2000, date on which his wife reported the case to the Commission, Selemani ISSA had not been released. This implies that for almost a whole month, the ruling of the Court of Appeal, which was in fact a further confirmation of the ruling of the Court of first Instance, was not executed.

When the Commission wanted to know the reasons for such a delay it learnt, from the Investigations Directorate of Military Intelligence (DMI) that Selemani ISSA had kept on refusing to get his photograph taken, whereas, he was on the list of people who were commonly suspected of various kinds of crimes. It was therefore feared that he might flee the Country, especially as it was believed that he had a double Nationality.

While the Commission was conducting further investigations on this case, it learnt from Selemani's wife that he had been provisionally released while his case was still under further investigation.

This is one of the several problems the Commission encountered, suggesting that obstacles exist which hinder the execution of court rulings.

#### **5. The arrest and detention of MBANDA Jean.**

MBANDA Jean, a former member of Parliament, on 29/5/2000, long after he ceased to be member of Parliament, was arrested by the Prosecutor General's Office of the Supreme Court and he was detained on charges of treachery vis a vis APROTAM, an association he used to head.

His lawyers expressed concern due to the fact that once a person's case is in the hands of the Supreme Court he is automatically denied the right to appeal anywhere else.

Regarding MBANDA himself, the lawyers recalled that when he was arrested, he was no longer a member of Parliament. His case could therefore be handled by the Kigali Public Prosecutor's Office and the Kigali Court of first Instance.

The day he was arrested, MBANDA was remanded in custody at Remera Police Station and spent there ten days before he was transferred to Kimironko Prison. MBANDA requested to meet his usual lawyer, Advocate MUTAGWERA Frédéric. On 13/6/2000, the Supreme Court authorized MBANDA to have a lawyer, a right actually entitled to him, according to the Constitution.

On 23/6/2000, the Court gave a ruling regarding MBANDA' s detention as appears under item N°. 003 in his file N° RMPC/240/RS/PROGECA.

On the same day, MBANDA's lawyer, Advocate MUTAGWERA Frédéric proposed to the Court of Cassation in the Supreme Court that, according to the national laws, the Supreme Court should not handle his client's case. His proposal was objected to.

On 20/11/2000, Advocate MUTAGWERA wrote to the Vice President of the Supreme Court who is at the same time President of the Court of Cassation reminding him that a different ruling should be made if MBANDA's detention was to be legal.

He was referring to Court proceedings as prescribed in article 41 of the Criminal Procedure Code. There was no response to his letter.

Thus, by the end of the year 2000, MBANDA had illegally spent seven months in detention.

To MBANDA's Detention was added the confiscation of his car for more than four (4) months, by the Prosecutor General's Office of the Supreme Court, without any explanation to the car's owner, or to his family.

Another act violating Human Rights Principles was the publicity given to MBANDA's arrest and detention. The Advocate General, RUKANGIRA Emmanuel, did this in the press, including the television where he even presented certain documents as evidence of MBANDA's crime. He should have left the matter to the Court which alone is empowered to give a ruling after the accused has also been given chance to examine the exhibits brought forward against him and to be heard in self defence.

On 10/11/2000, MBANDA Jean wrote to the President of the Supreme Court and that of the Court of Cassation complaining that authorities of the Prosecutor General's Office of the Supreme Court had treated him unfairly. He requested to be bailed out while waiting to appear in court.

The Commission visited MBANDA at Remera Police Station and it continues the follow up of his case. At the time of writing this report, the Commission is not informed as to whether or not the Court of Cassation admitted his complaint mentioned above.

## **6. The arrest and detention of BUGINGO Eudes**

His friends drew the attention of the Commission to BUGINGO Eudes's arrest and detention on 1/6/2000 through a verbal report.

BUGINGO had been arrested in Kigali the day before, on 31/5/2000, by the Prosecutor General's Office of the Supreme Court. He is normally a resident of Butare, where he is an employee of Rwanda Revenue Authority as Customs Auditor, responsible for the southern part of Rwanda (Butare and Gikongoro).

The Commission visited BUGINGO at the Muhima Police Station. He informed the Commission that, on 30/5/2000, arrived from Butare where he works, he found a message of the Advocate General in the Prosecutor General's Office of the Supreme Court, RUKANGIRA Emmanuel, summoning him. He explained further that when he reported to the Advocate General's Office the following day, he was asked by RUKANGIRA Emmanuel to give testimony against MBANDA Jean who had been arrested by the same Office on 29/5/2000.

BUGINGO continued to explain that he was asked to explain what had exactly transpired regarding the MBANDA- APROTAM issue. It was then alleged that there was some information he was concealing and, according to BUGINGO, these allegations might have been the cause of his being remanded in custody, at the Muhima Police Station. This was meant to allow him time to think about his life, bearing in mind how much his family depended on him.

On 14/8/2000, BUGINGO's relatives wrote a "Save Our Soul" letter in which they considered as "torture" this kind of arbitrary arrest and detention.

The Prosecutor General in the Supreme Court, GAHIMA Gerald, wrote BUGINGO's preventive detention order on 30/6/2000.

In the said discussion between RUKANGIRA Emmanuel and BUGINGO, the latter was asked how he came to know MBANDA Jean and how he cleared goods from the Dar-es-Salaam Port. BUGINGO gave his explanations until lunchtime. Mr. RUKANGIRA left him under the care of some police men at the Office and he left for a rest.

The end of the year 2000 found BUGINGO still in detention, despite his repeated request for bail.

To the Commission's knowledge, the Prosecutor General's Office has not to this day forwarded BUGINGO's case to court for hearing.

The reason so far given by the Prosecutor General's Office for denying BUGINGO's bail application is that "his record of conduct is unknown or questionable".

Concerning BUGINGO Eudes, just as for MBANDA Jean, the Commission finds no legal basis to have their cases handled by the Prosecutor General's Office of the Supreme Court, instead of the Prosecutor's Offices in subordinate Courts.

#### **7. The detention of BWANAKWELI Charles.**

BWANAKWELI's wife who informed it that her husband had been in detention for 20 days at the . Kicukiro Police Station sought the intervention of the Commission into this case.

A delegation of the Commission went to visit the said Police Station and held talks with BWANAKWELI, as well as the authorities there.

Investigations of the Commission indicated, among other things, that BWANAKWELI was arrested at his residence by the Military Police though he was not a soldier and this with no arrest warrant nor any summons to that effect. Moreover, for all that period of more than 20 days, BWANAKWELI's name did not appear in the Station's register book. It was only after the Commission had reported the case to the National Police Authorities proving that the arrest was illegal, that BWANAKWELI was released.

#### **8. KARUGANDA Théophile's remand in the Custody of Mushubati District.**

The Commission was informed of KARUGANDA Theophile's case through a letter by his brother living in Belgium.

The letter said that KARUGANDA had been detained illegally and that his detention had been initiated by some one who had a child with KARUGANDA's wife.



The Commission investigated into the matter at Mushubati District's Custody where KARUGANDA was in detention. It was learnt there that he had stayed in custody temporarily since 30/7/1997 and that, among other charges, he was suspected to have played a role in the 1994 genocide. He had a file, which contained his statement. He admits to have signed the statement at his own free will.

Up to the time of the Commission's visit in mid-August 2000, KARUGANDA's case had not been presented to the council of judges to decide on whether his detention was in accordance with legal procedures.

Regarding the allegation that one of those prosecution witnesses against him had had a child with his wife, KARUGANDA stated clearly that he knew who was involved in the affair and that the suspect was clean in that respect. The year 2000 ended with KARUGANDA still in custody.

The Commission was surprised at the inconsistencies between the allegations of KARUGANDA's brother and the statements of the concerned himself. The Commission intends to continue investigations on this case.

**9. The case of HITABATUMA Emile, his wife and others remanded with them in Mushubati District's Custody.**

In the course of following up KARUGANDA's case the Commission also discovered other cases of people suspected of common crimes, and who were remanded in Mushubati District's Custody. Some of these had been there for a long time without any document to indicate the charges against them; others admitted the charges, but theirs were crimes not deserving so long a time of remand.

Those of whom the Commission could retain the names include HITABATUMA Emile and his wife, NYIRANZIMENYEREZA Yozefa. Others are NDAHAYO Valens, MUNYANZIZA and MUKAMUDENGE Emerita. They were remanded in the said Custody on 1/8/1997.

These people say that they were brought to the custody by the former "Counsellor" of Mwaka Secteur on charges of murder. The Counsellor then left and never came back to give any further explanations until the day the Commission visited them.

The Commission's delegation found that for all that time these people had no document supporting their arrest. The delegation asked the new local Judicial Police Officer (J.P.O) to make investigations. If there is clear evidence as to their charges they should be imprisoned according to legal procedures or else they should be released.

After the investigations, the J.P.O found out that the person believed to have been killed by these five people had actually been killed by infiltrators. This information had indeed been known earlier but none seemed to follow up the matter in favour of these people.

One of them was released on 29/6/2000, and the other four were set free on 10/7/2000.

**10. The arrest and detention of SHIKAMA Vincent and others in TABA District.**

From 2<sup>nd</sup> to 24<sup>th</sup> June 2000, the Commission implemented the first phase of its plan to visit Police Stations and Custodies in the Districts; with a view especially, to know the conditions of the detainees and for how long they had generally stayed in custody.

In particular, the Commission was interested in examining cases of those charged with common crimes. The Commission plans to prepare a special report on such cases after completion of the second part of this programme. However, the Commission found it necessary to include in this part of the report for the year 2000 concerning investigations, some special cases brought to its attention regarding people charged with common crimes and who are in remand in Taba District Custody.

These include SHIKAMA Vincent who was in Custody since 28/5/1995 due to inability to pay one thousand and five hundred francs (1500 Frw) and HABİYAMBERE Jean, remanded since 21/11/1995, charged with fighting someone.

In both cases, the delegation of the Commission did not find any document indicating that the concerned had been questioned and that they had been legally detained.

The delegation asked the local Judicial Police Officer (JPO) who was there present to do all he could so that those people get their rights restored.

When the Commission visited the place again on 17/11/2000, no file had been prepared for the two cases. The first JPO had been transferred and had been replaced by another one who knew nothing about these cases.

Others who had been in the custody for a long time when the Commission visited it the second time and on charges of common crimes, included SEBAZUNGU Bertin, BAGARAGARA Jean Pierre, BUREGEYA Barthazar and MUSENGIMANA Célestin. These had been remanded in the Custody since 21/7/1997, suspected to have been involved in the murder of some one.

On that day, the Commission's delegate requested the Office of the Public prosecutor in Gitarama to follow up the cases and ensure that the rights of those six people are restored.

On 23/11/2000, a Committee appointed by the Provincial authorities to make a tour of inspection in the Custodies, released a total of 35 detainees, including the six mentioned above.

## **Other cases regarding Civil and Political rights followed up by the Commission.**

### **1. The Escape of SEBARENZI KABUYE Joseph.**

While he was still in Office, the former Speaker of Parliament reported verbally to the Commission his worries in connection with his security, following accusations of treachery towards his Party, Liberal Party and the Forum of authorised Political Parties in Rwanda. The matter had even been broadcasted on the National Radio and Television.

The Commission asked him to put his case clearly in writing but he never did. Instead, a few days later, SEBARENZI resigned from office after the majority of the Members of Parliament had signed a document asking him to do so. There had also been debates in the Parliament indicating that most Members had lost confidence in him.

A little later, SEBARENZI fled the Country and this caused a state of uncertainty to a few individuals and some Non Governmental Organizations like Amnesty International. These expressed their concern to the Commission suggesting that it should draw particular attention to SEBARENZI's security, especially as one Belgian News Paper "Le SOIR" had already announced on 4/2/2000 that he might have been detained in Rwanda.

On 10/2/2000, the Commission wrote to the Minister of Internal Security and the Minister of Justice and Institutional Relations seeking explanations on SEBARENZI's security and the charges against him expressed in the press.

The Minister of Internal Security replied on 6/3/2000 informing the Commission that SEBARENZI had never been detained by Rwandan Security authorities. He explained further that up to the date of writing, no charges or any other reasons had reached his Ministry suggesting SEBARENZI's arrest or indicating that his security necessitated special attention.

The Commission learnt later that SEBARENZI had fled to Uganda, where he then left for Norway and then possibly he went to Canada.

The Commission felt concern about SEBARENZI's escape as it was soon followed by several others, including those of politicians, military officers and journalists.

### **2. Captain Frank TEGA's Insecurity.**

Captain Frank TEGA reported to the Commission the case of his insecurity by a letter dated 16/3/2000 in which he sought protection.

Captain TEGA Frank was a soldier in the Rwandese Patriotic Army (R.P.A). He once was Commissioner in charge of the Youth and Culture in the Rwandese Patriotic Front R.P.F -Inkotanyi.

At the time of his report to the Commission, he had been appointed a few months earlier as one of the judges in the Military Court. He was living in Kabeza of Kanombe Secteur, Kanombe District, not far from the location under the common name of Giporoso.

His worries as expressed in his letter to the Commission and in the discussions that followed, were founded on the fact that for some time, a group of unknown people were spending nights around his house. He suspected them to be soldiers who were plotting to kill him or to do him harm of one kind or another.

Even after he had shifted to Nyamirambo near the Police Station and later to another location in Nyamirambo, still his worries persisted.

The house-to-house inspection that was conducted in his area by security authorities towards the end of December 2000 led to the confiscation of his gun and bullets he used officially. This increased further his fears, as he felt he had then been stripped of the last means he relied upon for his security. According to Captain TEGA, the question of his security surfaced for the first time during the 1995-96 period. At that time he informed high authorities in the Ministry of Defence and the RPF - Inkotanyi and the problem seemed to recede to some extent. It however, came up again in 2000, this time with greater impulse.

The Commission communicated this case to the then Vice President of the Republic who was at the same time Minister of Defence, in a letter dated 17/3/2000. It also got in contact with different high-ranking officials in the army and the National Police, with a view to establish the truth on this case and to ensure the security of the person concerned together with his family.

On many occasions and on Captain TEGA's request, the Commission asked the security authorities to intervene and settle security problems at his residence. Sometimes this could happen more than twice in the same night, and the situation was the same whether at Kabeza or in Nyamirambo where he later shifted to.

One of the policemen who had been sent to Captain TEGA's place on such occasions confirmed to the Commission, that in one of the nights he found in Captain TEGA's compound a shoe that apparently belonged to the army. The said shoe was found in the very direction that Captain TEGA thought his hunters were coming from.

Moreover, those who lived with Captain Frank TEGA, both at Kabeza and Nyamirambo confirmed that his fears were founded. However, some other people, including those in the Security Department doubted the authenticity of the evidences brought forward by Captain Frank TEGA. Others still suggested that he might have been mentally disturbed.

To establish the whole truth on this case, the Commission needed to have means in terms of personnel and equipment but during the year 2000, both of these were lacking.

Towards the end of January 2001, while in pursuit of further information on this case, the Commission learnt that Captain TEGA was no longer at his residence in Kigali. It was believed that he had left the Country.

#### **4. Disappearance of HATEGEKIMANA Jacques.**

HATEGEKIMANA Jacques is a young man who was born in 1977. He originates from Mashasha Sector of Nyamabuye District in Cyangugu where both his parents live. He was a student at "La Promise" secondary School, in Kigali living with a relative in Bibale Sector, 'Remera 111, in Kigali Urban.

During the Commission's preliminary investigations, it was said that HATEGEKIMANA was taken away in the morning of 13/05/1998 by, policemen (gendarmes). Those who lived with him knew the name of one of the men and the place where he lived.

They could also identify one civilian whose name we withhold as investigations continue. They knew him quite well since he is from the same sector and same District as HATEGEKIMANA Jacques.

In May 2000, the Commission conducted fact-finding investigations on this case. The delegate of the Commission visited the place where HATEGEKIMANA used to live, in Kigali, and his place of birth. From the discussions, the delegate had with HATEGEKIMANA's parents and their neighbours who included local leaders, the Commission got information on HATEGEKIMANA's disappearance and how efforts of finding him had so far been futile.

In normal circumstances, provisions of the civil law 1 in its chapter concerning disappearance, article 25 states:

*"When a person is missing from the place of his usual domicile and if nobody knows his whereabouts and nobody left to care for his possessions, the person is considered alive for a period of two years from the last day it was known he was still alive".*

However, HATEGEKIMANA's missing is different from that dealt with in the article above, for he was kidnapped by known people. His case therefore relates rather to "Individual freedom rights violation" as indicated in articles 388 - 390 of the penal Code.

The Commission has written to the Ministry of Defence requesting for assistance in its efforts to meet those people suspected of involvement in HATEGEKIMANA's disappearance.

By the end of the year 2000, the Commission had received no reply. Investigations on this case are still going on.

#### **4. Forceful and Menacing appropriation of RUVAKUBUSA François's property.**

On 19/01/2000 RUVAKUBUSA François reported to the Commission his case whereby his car, TOYOTA DYNA RR B3.098B was taken away fraudulently by the

same people who had sold it to him, in conspiracy with some soldiers and some agents in the Kigali Public Prosecution Office.

Those he mentioned in particular include one called MUSHAMBA Steven, Deputy Prosecutor SINDAYIGAYA Marko from the Kigali Public Prosecutor's Office and a soldier by the name of MASUMBUKO Alexis whose rank is not mentioned and who menacingly kept him at gunpoint.

RUVAKUBUSA informed the Commission that the Military Prosecutor's Office had helped him to find the car and handed it over to the Kigali Prosecutor's Office. From there the car was taken away, by the same people mentioned above, as he learnt later on.

The Commission helped to introduce RUVAKUBUSA to the Police concerned with such crimes, the Criminal Investigations Department (CID) and the Kigali Public Prosecution Office authorities. By the end of 2000 RUVAKUBUSA had, for a long time, not come again to the Commission to report on the progress of the matter.

#### **5. The rape of N. somebody ... and denial of her right to appear to court.**

In a letter dated 30/01/2000 from the Head of a Nun's congregation called "Soeurs Auxiliatrices" the Commission was informed of the case of a nun who was raped at her place of work in February 1999, by an unknown person, assisted in the act by some other people who are also unknown. We conceal the name of the nun for reasons of respect to her personal life and dignity.

Those pointed out as being suspected of involvement in this case, whose names also we conceal for the same reasons given above, were arrested and detained.

The Congregation of the nun concerned wrote to the Commission saying that the said nun was never summoned to court, for hearing. In the Congregation's opinion, this fact led to the release of the suspects without any case to answer.

Seeing that the case was already before court, the Commission helped the complainant to get a lawyer from an association of lawyers who usually give assistance in such cases.

By the end of the year 2000, the Commission had not heard from those who sought its assistance about the progress of this case.

#### **7. RINGUYENEZA Pierre Claver's case with the Ministry of Defence.**

RINGUYENEZA Pierre Claver who used to be a nurse in the Ministry of Defence sought the assistance of the Commission in his letter of 4/4/2000. The letter concerned the case N°RC.26786/97 in which RINGUYENEZA had accused his employer of sacking him for reasons not acceptable to the employee.

Although RINGUYENEZA had won the case both at the Court of first Instance and the Court of Appeal, his employer never executed the Court's rulings, and give him his dues.

The Court's bailiffs contacted by the Commission on this matter informed it verbally that execution of the court's rulings would not be easy because, so they said, the claims are addressed to the Government.

Later on, the Commission wrote to the Minister of Defence explaining the urgency of the matter, especially, as the non-payment of RINGUYENEZA's dues put him and his family in serious financial problems. Those problems had been brought to the knowledge of the Commission which tried to seek assistance from donors, on behalf of RINGUYENEZA, but in vain. By the end of 2000, the matter had not yet been settled.

On 19 March 2001, RINGUYENEZA wrote to the Minister of Finance and Planning with copies to four National Institutions including the National Human Rights Commission. Annexed to the said letter was a document from local administration authorities of Remera Sector, Kacyiru District testifying that RINGUYENEZA's life was insecure. He was required to vacate the house he had been hiring "before 31/3/2001" and this was due to failure to meet the conditions stated in the agreement between him and the landlord on 15/7/2000. The annexed document also requested the "Rwanda Government to assist RINGUYENEZA regarding execution of the court rulings on his case RCA 12372 on 23/12/2000".

#### **8. Protection sought by GASIMBA F. Xavier.**

In his letter of 29/6/2000, GASIMBA François Xavier, a lecturer at the National University of Rwanda, reported to the Commission that a neighbour had informed him that two people, one of whom was dressed in a Military uniform and was armed, had come to the neighbour's house by mistake, but that they actually were looking for GASIMBA.

On hearing this, GASIMBA was scared and he reported the matter to the Commission in writing, with a copy to security authorities.

Due to insufficient means at that time, the Commission could not follow up the case during the year 2000. The year ended before GASIMBA informed the Commission as to whether the situation had worsened or whether the matter had been settled by the security authorities who were already informed of the case, or by any other means.

#### **8. The arrest of NSABIMANA Sylvain and his driver Sam, in Uganda.**

During the period when there was tension between Uganda and Rwanda, some people who went to Uganda from Rwanda were, on reaching Uganda, mistreated, had their possessions confiscated and some were even detained.

NSABIMANA Sylvain and his driver Sam (the Commission did not manage to know his other name) were among such people. The two men were driving their Minibus RR 9715B. When they reached Uganda, they were arrested by Uganda soldiers and were beaten at Kabale Military Camp where they were even put in detention.

As the law establishing the Commission does not empower it to deal with acts of Human Rights violations taking place outside Rwanda, the matter was referred to the Rwandan Ministry of Foreign Affairs. It was also communicated in writing to the National Human Rights Commission of Uganda for follow up.

Through existing good Cooperation between the two institutions, the Ugandan Commission welcomed the request and informed its counter part in Rwanda that it had taken up the matter.

The National Human Rights Commission of Rwanda learnt later that the two men had been released. With their possessions restored to them, they returned to Rwanda.

## **9. SEBERA Antoine's Case with the Supreme Court.**

The case between the construction company of the late SEBERA Antoine and the National Bank of Rwanda (BNR) has been in existence for more than 23 years now. As it was the very first case ever to be presented to the Commission, and since it existed even before the establishment of the Commission, it is necessary to present in summary the background of the case:

- On 16/21/1998, SEBERA Antoine's Construction Company, under the name of SOGEESEBERA won the Tender for the construction of the building currently housing the National Bank of Rwanda (BNR). The value of the tender was calculated at 675,115,225 Frw and the building was to be completed within a period of 24 months.
- The constructions started immediately, but on 23/1/1979, the then Governor of the Bank, Mr BIRARA J. Berchmas wrote to SEBERA asking him to stop, on the claim that the concrete blocks used in the constructions were not as hard as required by the instructions given.
- Following the letter said above, the blocks were sent abroad for examination and the experts found no fault with them. They said the blocks were in accordance with the instructions. What is clear and regrettable is that the person who had ordered the examination of the blocks never communicated the results to the authorities of SOGEE-SEBERA.
- Instead, BNR hurried to write a letter to SEBERA, authorising him to continue with the constructions but this time, adding more conditions with terms that were hardly possible to accomplish. This is what was referred to as the agreement of 12/3/1979.
- Apparently, SEBERA had no other alternative, so he resumed work since 2/5/1979.
- On 10/8/1982, the constructions had been completed and the provisional reception of the building was effected by a company under the name of GEOMINES, though it was said that some work was still to be completed. In fact, the roofing of the building was found unfinished.
- According to the National Bank of Rwanda, the poor construction of the roofing had been done by SOGEE-SEBERA but SEBERA, on his part argued that, according to the said agreement of 12/3/1979, it was the Bank that asked a certain Belgian under the name of DEKKERS to do the roofing. He argued further that, at the time DEKKERS was working on the roofing,



SEBERA wrote to the Bank, informing them that the materials DEKKERS was using were outdated and not suitable for countries with a climate like that of Rwanda. Then the Bank sent their constructions specialist to examine the matter. In his report, the Bank's specialist confirmed that DEKKERS was the real cause of the problem.

The matter was referred to Court.

On 14/4/1991, the National Bank of Rwanda requested the President of Kigali Court of first Instance to authorise them to get a different building company that would complete the work not well done or left unfinished.

On 6/5/1991, the National Bank of Rwanda, this time, filed a suit against SEGEE-SEBERA in the Kigali Court of first Instance. The nature of the claim was as follows:

- A guarantee that the work not well done will be rectified or if need be another constructor should be engaged 91,000,000 Frw; 33,757,563 Frw to be paid in case completion of the work delayed; 5,257,507 Frw as honorarium for a technical consultant, 6,043,061 Frw termed as expenditure on transport and study of relevant documents; and another 1,958,867 Frw as benefits. All together added up to the sum of 138,926,998 Frw claimed by the National Bank of Rwanda from SOGEESEBERA.
- In reaction to this, SOGEE-SEBERA lodged a complaint in which it claimed from the National Bank of Rwanda a bill in the amount of 73,632,780 Frw of 1986 and other deposits on the guarantee account, which would be spent as payment in the event of any unfinished work. These deposits added up to 50,000,000 Frw and the sum could not be traced.  
On 9/4/1992, the Kigali Court of first Instance gave its ruling. SEBERA had won the case and the Court ordered the National Bank of Rwanda to pay him a sum of 104,869,485 Frw.
- The National Bank of Rwanda appealed and the case was registered under N°RRC.10.675/ KIG.

In the mean time, Mr. SEBERA Antoine was killed during the 1994 genocide.

**After the genocide**

After the genocide, the son of the late SEBERA namely Dr. Jean SEBERA continued the case:

- In the Kigali Court of Appeal, the National Bank of Rwanda was represented by Advocate HODARI NSINGA (he is currently President of the Court of Cassation). He requested that expertise be sought to establish exactly what work is yet to be done, how it should be done and which constructor was answerable. The court appointed three experts: one provided by the National Bank of Rwanda, another by SOGEE-SEBERA and the third would represent the Government.
- In the conclusion presented to the court by the said specialists, they confirmed that the roofing constructions had been very poorly done. They

further certified that SOGEE-SEBERA Enterprise was in no way whatsoever responsible for this, as all their work had been done in accordance with the instructions given.

- On seeing the conclusions of the expertise he had himself requested, Advocate HODARI NSINGA asked to cease representing the Bank, an act he was later on accused for by the Bank, in their letter N° 010/98/[R.FX/MGK](#), addressed to the Advocates Society on 11/12/1998. It was now Advocate MUGEMANA J.M.V who took over as representative of the National Bank of Rwanda.
- After hearing from the specialists requested by itself, the National Bank of Rwanda ignored all its former claims. Its case now concerned only the bill mentioned earlier in the sum of 73,632.780 Frw together with the money that had been deducted from SEBERA to be spent as payment for possible work that could be found not well done or unfinished.  
By 13/12/1980 the sum had risen to 443,951,240 Frw.
- In this case too, the Court of Appeal ruled that the National Bank of Rwanda was the loser. The Bank's refusal to recognize the said bill appeared to be a mere skin-saving pretence, for it was expressed there and then before the court whereas for such situations the law provides for a period of 60 days. As for the other sum of 443,951,240 Frw the National Bank of Rwanda admitted the claim and even requested to pay it with a 9% indemnity whereas SEBERA on his part wanted the indemnity calculated at 19%. To settle the difference, the Court ruled that this indemnity would be calculated at 15%.

Thus the National Bank of Rwanda, having lost the case was to pay a sum of almost nine hundred million Frw (900,000,000 Frw) and even more. The Bank immediately appealed for Cassation of the Case.

### **In the Court of Cassation.**

Of the five (5) arguments presented to the Court of Cassation, by Advocate MUGEMANA J.M.V who represented the National Bank of Rwanda, only one was admitted. The other four were dismissed on the ground that they were digging into the background of the case. Further more, they had been sufficiently considered by the Kigali Court of Appeal.

The argument admitted in the Cassation of the case N° RCA/0.675/KIG consisted in the fact that the lawyer who had represented SOGEE-SEBERA in the Kigali Court of Appeal was a French woman under the name of Nadine SOULAIN, and yet reciprocity in this regard is not provided for any where in the French laws.

On 5/6/2000, in the proceedings of the said case, SOGEE-SEBERA was again represented by Advocate Nadine SOULAIN up to the end. Neither Advocate MUGEMANA, representing the National Bank of Rwanda who had himself raised the point under discussion, nor the judges themselves did point out any thing wrong with the presence of Advocate Nadine Soulain in the Court.

In the ruling of the Court however, it was stated that, in the Court of Appeal, SOGGE-SEBERA had been represented by a foreigner, which thing was legally not acceptable.

What remained unclear to the Commission is how a foreigner who could not defend anyone in the Court of Appeal, could do so without any obstruction in the Court of Cassation which is in fact the highest court of competent Jurisdiction.

On the other hand, in the case N° R.A 0285/13.03/98 between BACAR and BIRARA, for which the ruling of the Court of Cassation took place on 11/5/1999, Advocate KAZUNGU J. Bosco, representing BACAR at the Court, raised a similar argument. He said that in the Kigali Court of Appeal, BIRARA had been represented by a Belgian lawyer whereas there was no reciprocity provided for in the Belgian laws. In the rulings of the Court of Cassation, the argument was dismissed as unfounded.

In the said case between BACAR and BIRARA, it was Advocate MUGEMANA J.M.V who emphasized the unfoundedness of this argument. Paradoxically however, it is the same Advocate MUGEMANA J.M.J who finds the same argument as the very basis of his position in the case between the National Bank of Rwanda and SOGEESEBERA.

In addition, the Commission learnt that of the three judges who constituted the jury in the BACARBIRARA Case, two, namely NZAMUKWEREKA Venant and MAFARANGA Anastase, were also part of the jury in the case between the National Bank of Rwanda and SOGEE-SEBERA.

Even the third judge in this latter case, namely Mr. KABENGA Eustache, had played a role in the BACAR - BIRARA Case. He handled it when it was referred back to Ruhengeri by the Court of Cassation. He was then President of the Ruhengeri Court of Appeal before his appointment to the Court of Cassation.

The Commission has learnt that the case between the National Bank (BNR) and SOGEE-SEBERA might have been referred back to the Court of Appeal on 4 January 2001. It has also learnt that SOGEE-SEBERA has found it necessary to hire a different lawyer altogether, as the question of a lawyer had been the only complaint brought forward so far.

## B. CONCLUSION ON CASES FOLLOWED UP CONCERNING CIVIL AND POLITICAL RIGHTS.

1. Regarding cases followed up in connection with civil, and political rights, the rights mostly violated were in relation with illegal arrests and detention.
2. It is a well-known problem, as the Prosecutor General of the Supreme Court; GAHIMA Gerald says it in his own words:

*"The problem of arrest is a very big one. Very often the person arrested is immediately detained. There are legal provisions governing arrest and*

*detention procedures. Very often arrest and detention are practiced in the Country regardless of judicial procedures.*

This is one of the major Human Rights violation acts. It is a very big problem". (Radio Rwanda Programme in Kinyarwanda-Kubaza bitera kumenya - 23/7/2000). On his part, Advocate MUTAGWERA Frédéric, the lawyer of MBANDA Jean in the case mentioned in this report, told the Commission on 8/12/2000 that in his opinion "Those empowered by the laws to protect people's rights seem to disregard the same laws".

In an effort to solve this problem, at least four things should be taken into consideration:

- First is that those authorities responsible for arrest and detention should have respect for the national laws and international Conventions signed and ratified by Rwanda. They should also understand that there must be reasons to support the arrests and that in so doing, legal procedures should be respected.
  - Second is that individual rights to freedom and respect should be given their due value.
  - Third is to emphasize the principle that all people are equal before the law, for it is this very principle that gives confidence to every body and enables people to live at peace with one another.
  - Fourth is to insist on the policy of sensitising every Rwandan citizen on the necessity of knowing and fighting for his rights.
- The Rwandan National laws and even the Constitution clearly put great emphasis on Human Rights. This gives confidence to every body and enables the people to live at peace with one another.

One example is that, as regards Human Rights, the Arusha Peace Agreement accorded more value to the 1948 Universal Declaration of Human Rights as compared to the Rwandan Constitution of May 1991.

Another example is that Rwanda signed and ratified the International Covenant on Civil and Political Rights of 16 December 1966 and enacted its provisions into the National laws, by the decree N° 8/75 of 12 February 1975. (Official Gazette, 1975, page 230). Article 2 (2) of this Covenant states: *"Where not already provided for by existing legislative or other measures, each State Party to the present Covenant undertakes to take the necessary steps, in accordance with its Constitutional procedures and with the provisions of the present Covenant, to adopt such legislative or other measures as may be necessary to give effect to the rights recognized in this present Covenant"*.

Article 2 (3) also states that the states Party to the Covenant undertake

- "(a) *To ensure that any person whose rights or freedoms as herein recognised are violated shall have an effective remedy, not with standing that the violation has been committed by persons acting in an official capacity"*.

- (b) *To ensure that any person claiming such a remedy shall have his right there to be determined by competent authority provided for by legal system of the State, and to develop the possibilities of judicial remedy.*
- c) *To ensure that the competent authorities shall enforce such remedies when granted".*

Article 4 (2) of the said Covenant states that "no derogation from article 6,7,8 (paragraph 2 and 3), 11, 15, 16 and 18 may be made under this provision.

Concerning arrest and detention, it should also be recalled, " No one shall be subjected to torture (article 7 of the said Covenant and article 5 of the Universal Declaration of Human Rights). Nobody also should be compelled to testify against himself or to confess guilt (article 14 (3) g of the Covenant) as it may have happened in the case of BUGINGO Eudes.

Another thing that is often neglected is that " Anyone arrested or detained on a criminal charge shall be brought promptly before a judge or other officer authorised by Law to exercise judicial power and shall be entitled to trial within a reasonable time or be released. It shall not be the general rule that persons awaiting trial shall be detained in custody, but release may be subject to guarantees to appear for trial, judicial proceedings, and should occasion arise, for execution of the judgement" (Article 9 (3).

Considering the cases reported to the Commission, not only international conventions are often disregarded as regards arrests and detention. The provisions of the National Criminal Law are also often violated. An example is its article 38 (2), where it states: " If the judge is from the same area as the prosecutor, the accused should appear before the judge not later than five days from the day the arrest warrant was issued".

Similarly, article 41 (1) of the Law is often neglected. It states:

*" The law states that the accused should remain in remand waiting for judgement within 30 days including the day the order was given. After the 30 days his detention could be extended for one month and could be repeated whenever it appears extremely necessary, to avoid problems in the country while investigations on the case are going on".*

In addition, any body whose rights are violated through arrest or detention has the right to complain to Court so as to establish promptly whether his detention is in accordance with the law. If the detention is found unjust, the concerned person should be released.

The case of SHIKAMA who was detained for more than five years due to inability to pay 1500 Frw is an indication that what is said above is not always adhered to. Concerning SHIKAMA, it should also be recalled that:

*" No one shall be imprisoned merely on the ground of inability to fulfil a contractual obligation" (article 11 of the International Covenant cited above).*

2. A part from what has been said concerning arrest and detention, the case of Second Lieutenant NSENGIYUMVA is a peculiar one in that he had appeared before the judge and the court found him not guilty.

But he was rearrested by the Military Prosecution Authorities. This relates to disregard of the rulings of the court, and cases like this are rampant.

However, article 14 (7) of the International Covenant mentioned above states as follows: "No one shall be liable to be tried or punished again for an offence for which he has already been finally convicted or acquitted in accordance with the Law and penal procedures of each country".

The problem of disregarding the rulings of courts is also found in the case between RINGUYENEZA and the Ministry of Defence, and was observable even in other files examined by the Commission.

One such file is that of an old lady, NYIRAFURERE of Gitarama which has not been mentioned above. The file concerns a case between the lady and "Deputy Prosecutor" MUYANGO Oswald, currently working in Gitarama, and who occupied the lady's house without authorization.

The information at the Commission's disposal is that, although the lady has been to court and won the case, the year 2000 ended before she was paid her dues and there is no apparent hope that she may get them in the near future.

It should be understood as a usual fact that it is the judiciary's responsibility to protect every body's rights and freedom. This is in accordance with Article N° 33 of the Constitution of the Republic of Rwanda of 10 June 1991.

This law is a good precedent, which could be helpful to a country, which has been characterized by impunity. With reinforcement of this principle, people would give up their intentional disregard of the law, for there are even provisions concerning penalty for those who violate other people's rights.

One example of this is the provisions of the law concerning " Arbitrary and illegal arrest and detention" as quoted in the Manual of Judicial Police, published by the Ministry of Justice in 1995.

*" Any officer or public agent, any agent holding authority or public office who will illegally or arbitrarily arrest or have some one arrested or detained, will be punished by imprisonment from 3 months to five years and a fine of five to ten thousand (5000 - 10000 Frw) Rwandese francs or one of those penalties. The imprisonment will be from 6 months to ten years if the illegal or arbitrary detention lasted more than one month (article 297 of the rules of criminal law)".*

The Penal Code Act punishes not only the authors of arbitrary or illegal arrest but also:

*" The authority who, having the power to do so, will have neglected or refused to stop the illegal detention or arrest, while informed of it..(art. 299, Paragraph 1 of the Penal Code)";*

*" The authority who, not having the power to stop an illegal or arbitrary detention while informed of it, will have neglected to inform the competent authority... "(art. 229, paragraph 2 of the Penal Code);*

*"The Director of Prison or any other agent in charge of the guard of the prisons who receives a prisoner without a written order or an arrest warrant or without a judgment ... (art. 300 of the Penal Code);*

It also states that "In addition to the penal sanctions, the Judicial Police Officer (JPO) can also be punished by disciplinary measures and be condemned to pay damages to the victim of the illegal and arbitrary detention".

## **RECOMMENDATIONS**

1. The Commission is of the opinion that there is urgent need to set up a law providing for exemplary penalty for those who purposely disregard the law and violate Civil Rights.

Respect for rights enables every individual in the Country to be a guardian of peace and to make a contribution towards national development. This could also be a great contribution towards National Security and reconciliation among Rwandans.

Rwanda has signed and ratified many International Conventions on Human Rights which have even been enacted in national laws; there are also national laws. Those responsible for Human Rights protection should accord to these Conventions and laws their due value.

2. It is a matter of urgency that all people suspected of common crimes, but are arbitrarily or illegally in detention should be bailed out. Where necessary, they could be followed up in accordance with the law of the land.
3. The Commission recommends that in following up cases of common crimes, and the arrests and detention of suspects, the law of 23 February 1963 that institutes the Code of Criminal Procedure, should be followed. This requires amendment of law n° 26/99 of 31/12/1999, which amends law n°16/97 of 26/12/1997, which amends law n°9/96 of 8/9/1996 which amends temporarily the Criminal Code proceedings.

This law is not actually in accordance with the principle that "individual freedom is inviolable" (act N° 12 of the Constitution 10/6/1991). The period provided for the suspect to wait before he appears in Court or before his detention is confirmed is too long.

4. The person arrested should be regarded as innocent as long as the Court has not yet pronounced judgement convicting him or acquitting him. The Commission finds also that all the people detained not in accordance with legal procedures should be differentiated from those who are imprisoned

after judgement has been passed to that effect. The difference could be in terms of their attire and in their appellations. Calling a "prisoner" some one whose judgement has not been passed amounts to defamation.

5. Given the history of our country, with shortage of judges and lawyers, in comparison with other countries, obstructions against representation in legal matters should be minimized.  
*"Every body has the right to file a case in court for trial. This implies that of self defence, including that of hiring a lawyer "(Article 7 of African Charter on Human and Peoples Rights, 1981)*
6. The National Police which has just been established needs to have equipment and other means to enable it to carry out its activities smoothly.

### **3.2.1.2. Concerning Economic, Social, Cultural and Development Rights.**

Before presenting the cases examined by the Commission concerning Economic, Social, Cultural and Development Rights, it is fit to recall some of the Human Rights Principles the Commission based on.

The Universal Declaration of Human Rights to which Rwanda attaches great importance states that: "Everyone has the right to own property"

"No one shall be arbitrarily deprived of his property" (Art. 17) Article 25 in turn, states:

*" Everyone has the right to a standard of living adequate for the health and well being of himself and of his family, including food, clothing, housing (...)"*

The Declaration article N° 26 states that:

*"Everyone has the right to education (...)"*

*"Education shall be directed to the full development of the Human Personality (...)"*.

Coming back to the Rwandan laws, it will be recalled that article 4 of the Protocol of the Arusha Peace Agreement concerning the repatriation of refugees and the resettlement of displaced persons states:

*" The right to property is a fundamental right for all the people of Rwanda. All refugees shall therefore have the right to repossess their property on return... "*

*"The two parties recommend however, that in order to promote social harmony and national reconciliation, refugees who left the country more than 10 years ago should not reclaim their properties, which might have been occupied by other people. The Government shall compensate them by putting land at their disposal and shall help them to resettle ".*

*"As for estates which have been occupied by the Government, the returnees shall have the right for an equitable compensation by the Government ".*

Regarding respect for Economic, Social, Cultural and Development Human Rights, the Commission followed up the cases here below:



## **a) Rights to personal property (houses, land...)**

### **• Cases on houses.**

The Commission followed up eight cases concerning ten houses. Three people had their four houses restored to them as follows: Mrs MUNYANEZA Emeritha got back her two houses in Rugenge Secteur (Kigali City); Mrs NDUWAYEZU Violette was given hers at Rugunga, Kiyovu (Kigali City) Mrs MUKAMUSONI Judith's orphans got back the house left them by their parent, which is at Cyivugiza in Nyamirambo (Kigali City).

Other three people won the cases concerning their houses but have not got. Them as yet due to some complications yet to be solved.

These are BYABATETSI Christine, NIYIMPA Julie and an old lady, NYIRAFURERE whose property had been taken by Deputy Prosecutor, MUYANGO Oswald.

Another case reported to the Commission is about the house of KAYUMBA Isidore who had been away for 30 years. On his return to Rwanda his house had been sold by Mukingi District, in 1960. The Commission wrote to the Minister of Local Administration the letter N° GN/NAT/PR/212/2000, requesting him to follow up KAYUMBA's case, on the basis of article N°. 4 of the Arusha Agreement.

The Commission received the case of NYIRARUKUNDO Josephine but discovered that the case had not been communicated to the competent authorities before it was presented to the Commission. NYIRARUKUNDO was advised to see the authorities of the Province of Kigali Urban.

In search for solutions to cases concerning houses not returned to their owners due to non - implementation of the Court rulings, the Commission sought assistance from the concerned Ministries, namely the Ministry of Justice and that of Local Administration and Social Welfare. The two Ministries were requested to follow up such cases so as to take appropriate measures.

Given the special nature of the question of property (houses and other property) of people who returned after staying outside the country for more than ten years, the Commission plans to forward it to the Government, the Parliament and other High Authorities of the country, so as to look for strategies that might ensure more protection of every body's right to personal property.

### **• Cases of land**

Seven people, namely GAKWAYA Pierre, MUTEMBEREZI Pierre Claver, SHEMA Charles, UWAMARIYA Mélanie, NIYIMPA Julie, BYABATETSI Christine and BIRINDA Augustin reported to the Commission cases of their plots of land occupied illegally, utilised without authorization or awaiting those entitled to them. Of these people only SHEMA Charles has got back his plot. MUTEMBEREZI Pierre Claver, BYABATETSI Christine and NIYIMPA Julie have won the cases but the courts' rulings have not been executed.

The Commission has reported these cases to the court authorities.

GAKWAYA Pierre found his family's plot had been given to some body else by Gishoma District authorities while the said family was in exile. On 15/12/2000 the Commission wrote to the authorities of Cyangugu Province requesting them to complete settlement of the matter through friendly understanding between the concerned, as they had already attempted to do. However, there was no reply to the Commission's letter.

It is regrettable that at the time of writing this report nobody among Cyangugu Province authorities showed willingness to bring the matter to final settlement.

As for the case of Mélanie UWAMARIYA whose plot has been utilised illegally by a neighbour, the Commission plans to try and settle the matter amicably between the concerned without having to go to Court.

Regarding the other person, BIRINDA Augustin who had been moved away from his plot illegally, the Commission advised that he should first present the matter to competent authorities. In his case these are authorities of Kigali city.

- **Livestock cases**

Cases concerning cattle were presented to the Commission, in writing and verbally by TWAGIRAYEZU Theogène of Gikomero (Kigali Rural) and NDUTIYE Karawudiyani of Nyaruguru (Gikongoro).

In the Court of first Instance, TWAGIRAYEZU won the case concerning his cows, taken away after the 1994 genocide and war but the court's ruling was never affected.

The Commission wrote to the local administration authorities requesting them to settle the case.

The case of the old man NDUTIYE concerning cows has been existing for about 37 years now. The case has been heard in various courts in Rwanda and NDUTIYE has always come out the loser. He however, persists in saying that he has been treated unfairly.

Given the special nature of the case, as it is between brothers, the Commission asked the Prefet of Gikongoro, where the old man is from, to try and reconcile NDUTIYE and his brother. This has not been possible however, because NDUTIYE's brother showed no response. By the end of 2000, no solution had been found and there is no indication that NDUTIYE will give up.

## **b) Right to Education**

Since the second half of 1999, the Commission has been following up the case of NYINAWAKIBIBI Charlotte who, for dubious reasons had been expelled from ESPANYA in Nyanza (Butare) where she was a sixth year student in a Nursing Secondary School.

Following the contacts the Commission had with the school authorities, the said student was readmitted in February 2000, through good understanding between her and the school administration.

### **c) Right to Employment**

The former employees of the National Printing House reported to the Commission their case of being sacked following the privatisation of the company. In Rwanda, no legal provisions exist as to the fate of an employee who loses his job in that manner.

Due to this fact, a government delegation, headed by the Minister of Finance and Economic Planning, held a meeting with representatives of the former employees of the National Printing House and came out with the following decisions:

- The former employees would get salaries for the months of September and October 1998
- They would also get terminal benefits equivalent to those provided for terminated government employees.

The decision concerning terminal benefits was never executed.

This question was examined by the Commission's Department responsible for Economic, Social and Cultural Rights, which made its recommendations. The Commission will communicate to the concerned its conclusion on the matter, in the near future.

Another case that was examined is that of a non- citizen employee, Bruno VILLA whose services in COGEBANQUE were terminated illegally.

The commission advised the employee to contact the concerned department within the Ministry of Public Service and Labour, which would settle the matter.

The latest information at the Commission's disposal is that the case has already reached the Court.

### **d) Child Rights**

Three people reported to the Commission cases based on violation of Child Rights. These include the cases of BAYINGANA victor's children, those of KAGAJU Antoinette and that presented by NIYIMPA Julie. These concerned mainly the custody of orphans' property and their up bringing.

What is clear is that many people claimed to be rightful guardians of the orphans, each trying to prove that he had more right than the others.

Concerning those children the decisions of the courts are not executed, the reason why the Commission wrote different letters to the Ministry of Justice and Institutional Relations and to the Ministry of Local Administration, requesting them to look closely into these cases. The Commission also requested the respective local Administration Authorities to make greater effort in the execution of Court's rulings.

Another case concerns MUTETERI Joyce's child who was stolen by the father, whereas the right to keep the child had been given to the mother, by the court.

The case of Joyce MUTETERI is actually due to disregard of rulings made by the courts. Her husband Mr. BUSIGYE Johnston, who is Advocate General in the General Prosecutor's Office of the Supreme Court, does not want to execute the courts rulings. Following the intervention of the Commission, the child was given back to the mother.

Another thing the Commission noticed is the mistreatment done to this lady by relatives of her husband. They tore to pieces her Rwandese passport but she says that this mistreatment was reported to the Military Prosecution immediately after the act, in 1998, though till this day nothing has been done to restore her right.

The Commission wanted to know whether the said Military Authorities were informed of the case. They were informed but up to the end of the year no decision had been taken so as to enable MUTETERI to have another passport.

#### **e) Social Welfare Rights**

Regarding social welfare, the Commission received the case presented verbally by an orphan who was a student, UKOBANGIZE Clementine, of Runda (GITARAMA). She was expelled from the property left to her by her parents and the Fund which normally assists Genocide Survivors stopped paying her school fees, the reason why she left school.

The Commission requested the Fund to reconsider the matter. As for the case of her property, the matter was referred to the GITARAMA Court of first Instance and by the end of 2000 it was still under consideration.

#### **Special Note:**

We cannot end this part of our Report without pointing out that the Commission meets difficulties related to lack of funds. Some people come to the Commission with a hope that it might assist them financially for the time being. But neither the law establishing it nor the budget allocated to it makes provisions to that effect.

The Commission explained to such people the procedures to approach other institutions dealing with that kind of assistance, whether in the Government or Non Governmental Organizations. In most cases the Commission had, in addition to such advice, to write to those institutions requesting audience for the concerned.

### **Conclusion**

Based on the cases brought to the Commission in connection with personal property rights, including many which were caused by non-execution of the rulings of the courts, the Commission would like to point out that, as long as disregard of the courts continues, it should not be surprising that people continue to complain about the Judiciary which violates Human Rights.

Another big problem encountered concerned the property of those who returned to Rwanda after staying outside for more than ten years.

This will be forwarded to the Government, the Parliament and other authorities as said earlier, for it is indeed a national issue.

What is clear is that the administrative authorities, at almost all levels, often take as a principle the provisions of Protocol n° 4 of the Arusha Peace Accord concerning Civil Rights but in practice, they seem to close their eyes to the Government's responsibility in cases of violation of those provisions. The Commission finds it necessary therefore, to reproduce textually the provisions of the said Protocol:

*" ... The two parties, however, recommend that in order to promote social harmony and national reconciliation, refugees who left the Country more than 10 years ago should not reclaim their properties, which might have been occupied by other people. The Government shall compensate them by putting land at their disposal and shall help them to resettle.*

*As for estates which have been occupied by the Government, the returnees shall have the right for an equitable compensation by the Government ".*

The government should therefore try hard to find means of accomplishing its responsibility as stated in this Protocol. This includes giving real assistance to those who forfeited their property in other people's hands, and to accord appropriate compensation to those whose property might still be in Government's hands.

### **3.2.2.1. Concerning promotion of Human Rights.**

#### **3.2.2.1. Activities planned for the year 2000.**

- To prepare and conduct seminars, and public lectures on Human Rights in Secondary Schools and Institutions of Higher Learning, in Youth Camps, and seminars for elected administrative authorities as well as Non Governmental Organisations dealing with Human Rights in Rwanda.
- To prepare and disseminate teaching material on Human Rights (summarizing documents and duplicating them) including national laws which emphasize these Rights.
- To elaborate a seminar Programme plan for special categories of people, including those who teach others: teachers, journalists, those responsible for security, government employees, Non Governmental Organisations representatives, and heads of private institutions.
- To prepare all required material for starting the Commission's Programme that could be broadcasted on Radio-Rwanda.
- To look for and collect information on achievements and requirements in connection with people's sensitisation on Human Rights.
- To prepare and initiate activities in relation to the Commemoration of International or African Conventions on Human Rights, concerning special categories of people on their respective special Days of the year.

#### **3.2.2.2. Major Achievements**

## 1. Concerning People's sensitisation on Human Rights:

During the year 2000, the Commission organized and conducted public lectures through seminars, in solidarity camps and in Higher Education Institutions. This was intended to sensitise different categories of people on Human Rights.

Another activity was to sensitise the people to give particular attention to Human Rights on the special days set apart for the Commemoration of International principles of Human Rights.

**The table below shows the details of achievements**

Date and place	Target group	Main themes discussed
On 03 /02/2000 At GABIRO Training Centre	About 350 political Commissars from all army	Rule of law and Human rights
On 03/02/2000 At Centre IWACU  KABUSUNZU	Members of a Human rights NGO ARDHO and other 50 people that  ARDHO had invited	Objectives of the National Human rights Commission, what it expects and the  Human rights NGO's
On 04/02/2000 At GISHARI Police College	About 500 Candidates of Kigali Institute of Education and Kigali Institute of Science, technology  Management	Introduction to International Human rights (Definitions, and the contents of the convention and other concerns of the  commission for Human rights.
On 09/02/2000 at GAKO Military Academy	About 500 Cadet Officers	Challenges facing Human rights in Rwanda role of security officers.
May 2000 on Radio in Kigali	Editors of Radio Rwanda a panel on Radio Rwanda  Handbook	Freedom of press, rights and duties of a respect to other people's rights.
On 01/06/2000 at BUSOGO	The first Intake of 450 higher learning Institutions candidates attending a solidarity camp  "INGANDO".	Introduction to International Human rights reflection in the Rwandese laws; objectives National commission for Human rights.
On 07/06/2000 at BUYOGA District (BYUMBA)	Selected inhabitants of BUYOGA district during the week set to condemn violence against  and children.	The root cause of violence against young women. Measures to fight it.
At the end of June Centre IWACU  KABUSUNZU	Medical doctors and students of medicine attended a Forum of  Activists against Torture seminar.	Conference on the Outcome of Torture in Society.
At the end of June NKUMBA (RUHENGARI)	About 400 higher learning Institutions Candidates had for a solidarity Cam "INGANDO".	

On 24/07/2000 at BUSOGO	The second group of 450 higher Learning Institutions candidates in a solidarity camp.	- Concepts of Human rights in general - Fields of Human rights - International Human rights conventions which Rwanda signed and Incorporated in Rwandese laws; objectives and future plans.
On 21/08/2000 at GACURIRO (KIGALI URBAN)	About 200 youth Representatives of Kigali Urban Sectors and students attending a solidarity camp	Same as mentioned above plus the role of the in the promotion of Human rights.
On 17/08/2000 at BYUMBA	About 200 teachers held a solidarity camp. Organised by the Unity and reconciliation Commission and BYUMBA province aimed at reinforcing Unity and Reconciliation among Byumba Population.	- Explanations of Human rights. examples. their complementarities, and their Universality - Objectives and programmes of the National Commission for Human rights.
On 06/09/2000 At NYANZA (BUTARE)	About 200 girls and women from Butare local councils met in a special congress at provincial level.	- Human rights in general. women and children's rights in particular - Introduction to law n° 22/99 of 12/11/1999 on property and succession.
On 06/09/2000 at GITARAMA "Mu Ngoro y'Abategarugori"	About 50 police officers trainers.	Introduction to Universal Human rights in the Rwandese laws; the role of security and its protection Objectives and activities of Human rights commission.
On 10/09/2000 at Centre IWACU KABUSUNZU (Kigali Urban)	Employees of LIPRODHOR who will train grass root locally elected leaders of the provinces	Rights to seek refuae (whenever persecuted) rights to citizenship.
On 26/09/2000 at Rwanda National University,faculty of Administration	About 70 University Students members of University Human Rights Association AJAPRODHO had a trainers workshop.	The concept of Human rights and its historical back ground - Aspects of Human rights - The situation of Human rights in Rwanda in general and after genocide in particular  - The future plan of the commission.
On 27/09/2000 At IRST in BUTARE	About IRST employees during their weekly debates every Wednesday	- The Universality and Complementarities of Human rights The obiectives of the commission and its plan of action





		- The situation of Human rights In Rwanda in general.
On 24/10/2000 At Kigali Health Institute (KHI)	About 100 students and teachers of KHI	- Definitions of Human Rights at National and International levels - The role of medical officers in the promotion of Human Rights.
On 11/11/2000 At Catholic youth (JOC) headquarters	About 70 members of the catholic youth workers and some of their leaders attending in a general meeting.	- Definitions of Human Rights - The role of International Human Rights convention in Rwandan laws - The situation of Human Rights in summary.
On 23/11/2000 at GIKONKO MUGUSA (BUTARE)	About 200 youth representing various Religious denominations from Districts bordering MUGUSA, were in a solidarity camp jointly organised by BUTARE catholic Diocese and BUTARE Province in peace culture promotion.	- Definitions of Human Rights The pillars and the foundation in Rwandan culture. - Authorities in charge of promoting and protecting them - - Objectives and activities of the commission. - The role of the youth in promoting Human Rights in Butare Province.
On 29/11/2000 at BUSOGO (RUHENGARI)	About 484 aged less than 14 years imprisoned because of genocide crimes against humanity that took place in 1994 held a solidarity camp before they were released.	- Definitions of Human Rights in general - Rights and duties of children (social, welfare) - Objectives and activities of the Commission.
On 29/11/2000 at MBOGO in TARE (KIGALI-RURAL)	About 2000 from local cells in MBOGO and TARE Districts Attended a workshop organised by MBOGO and TARE Districts.	- Definitions of Human Rights in general - Cases of Human Rights in Rwandese laws. - Kinds of Human Rights, their role at District levels - The objectives and activities of the National Human Rights commission.
On 07/12/2000 at National Police Academy in Ruhengeri	About 25 Police Officers attending a one month training course on Human Rights	- Cooperation between the National Police, the National Human Rights commission. - Objectives and activities of the National Rights Commission.

## 2. Sensitising Rwandese Population towards Human Rights

The Commission prepared and broadcasted special Human Rights message through the media and people's forum in general. The Commission also played an important role in the commemoration of the Universal Human Rights day on 10<sup>th</sup> December 1999.

The messages were as follows:

- **Press release n°001/2000 of 06/03/2000** condemning acts of killings which took place at the end of February and beginning of March 2000, in Kigali Urban. The Commission expressed its concern about the fact that those killers are not arrested and brought to court by the concerned authorities. The commission requested security authorities to operate in all parts of the country to make sure all acts of insecurity are controlled. It also requested all Rwandans to play their role and expose killers and all wrongdoers.

- **Press release n°002/2000 of 08/03/2000,** expresses the satisfaction for good step made by the government in the promotion and protection of women's rights especially in relation to property ownership and decision making. In this communiqué the commission condemned all acts of violence against girls and women and requested all Rwandese to combat them.
- **Press release n°008/2000 of 16/06/2000,** shows that the Commission expressed its solidarity with Rwandans and other Africans to celebrate the Africans child's day. It praises the good step taken in the promotion of children's health after the genocide that befell Rwanda and exposed all problems facing the commission and what should be done to solve them. Among those, there is the issue of squandering orphans property by those looking after them. There is also the issue of children imprisoned with old people in some prisons and working children. The commission also highlighted the rate of girls and women's rape throughout the country.
- **Press release n°008/2000 of 09/12/2000,** in view to educate Rwandans on the Universal Declaration celebrating its 52 anniversary from its adoption on 10/12/1948 the commission organised the following activities:
  - A Public lecture on the Universal Declaration on Human Rights on the prevention and punishment of Genocide and its room in the Rwandese laws given at liberal University of Kigali (ULK) on 8/12/2000, which was attended, by over 500 students and lecturers.
  - 60 minutes radio broadcast and 90 minutes televised programmes on 10/12/2000 and 11/12/2000 respectively on Human Rights convention and the promotion and protection of Human Rights in Rwanda.
  - Radio and televised special messages on Human Rights on the 10/12/2000.

**N B:** It was planned that a weekly Radio programme starts in the year 2000, this was not done but the department of Education and sensitisation managed to finalise the action plan of the programme.

### **3. Human rights Education**

The commission was not able to jointly with relevant authorities prepare Human rights programs and curricula in schools and other special institutions. That activity was postponed for the year 20Q1.

### **4. The action plan of the Education and Sensitisation department and other departments of the commission for the year 2001.**

- Reviewing the situation of Human rights sensitisation in Rwanda;
- Organizing a meeting for all Human Rights campaigners and sensitisation of Rwandans and exchanging information;
- Promoting the image of the Commission in rural and urban areas and preparing public lectures through the Media, papers, expositions, songs etc...

- Close partnership with the Ministry of Education (MINEDUC), local administration (MINALOC) other Ngos dealing with Education and Human rights so as to set up a collective way of sharing information and coordinating Human rights programmes in schools and setting up a curriculum development Committee.

### **3.2.3. Achievements of the Research and Development Department**

In the year 2000, the commission through its Research and Development Department prepared some project and research proposals and finalised those of the year 1999 in view to accomplish its objectives.

#### **1. In relation to the Development of the Commission**

In 1999, and the year 2000 members of the Commission worked towards the development of the Commission. The technical staff came to accomplish its objectives later.

Those activities include:

- Prepare and review the Commission budget of 2000.
- Prepare and adopt the Internal regulations of the commission which was adopted on 13/September 2000
- Review applications of Employees including the permanent Secretary and confirming them in their respective posts.
- Receiving and working with four experts sent by the united Nations High Commission for Human Rights, briefing them about the commission and reading the report of their mission. The four experts spent two to three weeks researching on Institutional Development, Office Automation and documentation centre.

#### **2. TRAINING MEMBERS OF THE COMMISSION**

From March 12 to 4th April 2000, commissioner NYIRAHABIMANA Soline and Commissioner NDAHIRO Tom on the invitation of Danish Centre for Human Rights attended a course on Human Rights training twice in March and September respectively.

The training focussed on the following issues:

- Human Rights in International Conventions, participants assisted in the set up and achievements of Human Rights committees.
- Regional Human Rights fields depending on the prevailing situations. There were lectures on women's rights, condemning torture, freedom and justice or fair play.
- Research on human rights and Democracy, Human Rights and Economic power, Human Rights and development and Human Rights and trade.

\* In July 2000, Commissioner UWIMANA Denys attended an annual trainint of the 32<sup>nd</sup> training programme of the International Human Rights in STRASBOURG from 2<sup>nd</sup> to 27<sup>h</sup> July 2000. He learnt about Human Rights research in higher learning institutions. From 10<sup>th</sup> to 18<sup>th</sup> December 2000, Commissioner KANYANGE Anne

Marie and Commissioner KAYUMBA Deogratias attended a course in Copenhagen, On Human Rights, rights to life, Institutions which violate human rights and Institutions in charge of security.

They learnt about the European Court of Human Rights, which was established on 4/11/1950.

They also studied various systems in different continents dealing with human rights in Africa, America, Democracy and Human Rights in Denmark.

\* Commissioner SIMBURUDALI Theodore and Commissioner NDAHIRO Tom attended a seminar from 21/11 to 2/12/2000 in MIDRAND-JOHANNES BOURG in SOUTH AFRICA.

This seminar was prepared by the African Human rights commission and an NGO known as "Article 19". It focussed mainly on freedom of speech as stipulated in the article 19 of the International Human rights convention, which expresses that everybody has a right to express his opinions and should not be persecuted because of his ideas in and outside his country.

They also debated. on the rights to have and express his views as stipulated in African Charter on Human and people's rights.

## **2. Projects to develop the Commission**

In the year 2000, the Commission contacted various donors with the aim of getting donations in order to achieve its objectives.

In these contacts, the commission used its following projects

- Global project including the plan of action for three years, this project was prepared in 1999 and led to cooperation agreement between the commission and the United Nations High commission for Human Rights. UNDP assisted the commission through the project RWA /00/1302 shared by the Unity and Reconciliation commission, the Ministry of Justice and the Supreme Court.
- A project to monitor and ensure human rights in Gacaca Jurisdictions and help the commission to prepare and give report to relevant authorities especially in writings related to human rights violations. In this Project the commission expects assistance from European Community expressed in contacts made between the two parts.
- A project proposal on the branches of the commission in the Provinces. This is the first step towards informing Rwandans on the commission activities. Hence sensitising the people on their rights and closely monitoring human rights violations. This will enable the Headquarters to get first hand information because investigations will have been conducted throughout the country.

### **3.2.4. PARTNERSHIP AND LIAISON**

#### **3.2.4.1. Partnership with government institutions especially partnership with the following institutions:**

- **National Unity and Reconciliation Commission:**

In the year 2000, the cooperation between the two commissions were reinforced through the training which the human rights commission gave in various solidarity camps. Every time the issue of Human Rights was developed it was dealt with the members of the Commission for Human Rights.

The Commission for Human Rights participated in meetings such as the one which involved members of South African Truth and reconciliation Commission held in Kigali from 23 to 24 August 2000, the National conference on Unity and reconciliation from 18<sup>th</sup> to 20<sup>th</sup> October 2000.

- **Ministry of Justice and Institutional relations.**

Cooperation with this Institution focussed mainly on Understanding Gacaca Jurisdictions, analysing illegal arrests and issues concerning trial in Camera.

The two Institutions also exchanged information and ideas of National and International interests regarding human rights.

- **National police**

Cooperation between the National Commission for Human rights and the National Police in matters of training and called upon services in matters of human rights violations and the National Commission for human rights was welcomed by the National Police whenever it visited police stations, cachots and prisons

- **Army**

As mentioned above, the National human rights commission honoured all invitations from the army in matters of training. The commission will continue working with the army and police in matters of Human rights all over the country.

**3.2.4.2. Cooperation with Non Governmental Human Rights Institutions**

In the year 2000, cooperation between the National Human rights and non-governmental Human Rights Institutions continued to grow. These associations are mainly those making up CLADHO and Pro-femmes. The cooperation was characterised by training and sensitising Rwandans in Human rights.

These are reflected in what was achieved in the Department of Education and sensitisation mentioned above.

The commission continued to receive International Human Rights agents working in Rwanda and exchanging information and ideas related to Human Rights. These include Human rights watch, Penal reform International (P.R.I) Advocates without Borders and others.

**3.2.4.3. Cooperation with "Friends of the Commission"**

An association known as friends of the commission made of some Ambassadors accredited to Rwanda and International Institutions especially the United Nations agencies. Members of that association meet with members of the commission every two months to analyse activities of the Commission and contributions.

**3.2.4.4. Cooperation with the United Nations High Commission for Human Rights (UNHCHR)**

That cooperation was strengthened by the visit of the president of the Commission in Geneva in April 2000 during the International Conference of the United Nations member countries on Human Rights. In this conference the following items were discussed:

- Cooperation agreement between the National Human rights Commission and the United Nations High commission for Human rights.
- A visit by four experts mentioned above.

#### **3.2.4.5. Cooperation between African Human and People's Rights Commission**

On 24 March 2000, the National commission for human rights received Mrs Julienne ONDZIELGNELENGA Commissioner in the South African Commission and Vice President of the same Commission. The main objective of her visit was to assess activities of the Rwanda commission for human rights in Human rights promotion and Education.

In its 27<sup>th</sup> conference held from 27<sup>th</sup> April to 13 May 2000, the African Human and people's rights Commission invited the National Human rights commission of Rwanda and gave it a special status of affiliate given to National commissions for Human rights.

Rwanda gave a report on the situation of Human rights in Rwanda as requested from African countries, members of Organisation of African Unity (OAU). In conjunction with other Institutions, the Commission prepared the report.

The Commission also sent two delegates to the 28<sup>th</sup> Conference of African Human and People's Rights Commission, which took place in Cotonou-Benin from 23/10/2000 to 6/11/2000.

As usual, whenever there is a conference of Organisations of African Unity member countries, it is attended by National Commissions for human rights and Non-governmental human rights Associations as observers. The conference requested the African commission to closely work to promote Human Rights. It was also requested that all countries give report to the commission as requested by laws governing these countries. It was also requested that in view of good cooperation, reports be sent to African Commissions.

#### **3.2.4.6. Cooperation with International Committee of National commissions for Human Rights**

Cooperation between this committee and Rwanda National Commission for human rights was reflected in the Rabbat-Morocco conference, which took place in April 2000 in which the commission sent a delegate.

Each country represented was given time to report on the situation of human rights in home country and exchange ideas on Human rights. The commissions were requested to be the exemplary vanguards of Human rights. The final item of the agenda was to elect the leadership committee and they all requested that steps be taken to fight all sorts of segregation.

#### **3.2.4.7. Cooperation with the South African Human Rights Commission**

For a week and a half, a delegation of two commissioners visited South Africa with the aim of assessing the South African activities as one National Commission in Africa doing well.

The delegates were welcomed by leaders of the South African commission for Human rights and witnessed various activities

They were explained how they receive complaints, how they treat them and problems facing Human rights in general

It was a good lesson to Rwanda National Commission for Human Rights, which is still very young and still looking on how to improve its operations.

#### **3.2.4.8. Other Institutions, which worked with the Commission in a special way**

Apart from the above named Institutions, there are others, which worked with the commission especially in the teaching of Human rights, they include:

- The National University of Rwanda (UNR)
- The Butare Institute for Research and Technology (IRST)
- Catholic Bishops Committee on Justice and Peace (CBCJP)
- Danish Centre for Human Rights (DCHR)

Although these trainings were aimed at other objectives the commission is pleased to notice that organisers think of Incorporating Human rights aspect in their programmes.

The Commission is ready to continue improving that cooperation .

### **3.2.5. ADMINISTRATION**

Concerning the Administration and management of the Commission, it is provided by the law art 9 and 11 and clearly expressed in the Internal regulations (see Appendix 1).

#### **3.2.5.1 Main Achievements of the Commission in the Administration and management area.**

In the year 2000, members of the Commission worked together in weekly meetings every Monday. The meeting aims at evaluating activities of the previous week and plan for the new week.

Activities which were done collectively and finalised include:

- Finalising and adopting the Internal Rules and Regulations of the Commission as requested by the law governing the commission (in its article 12)
- Recruiting a Permanent Secretary.
- Recruiting Heads of Departments and some Heads of Section.
- Recruiting other staff members.

#### IV. FINANCIAL REPORT

The subvention provided by the State budget given by the government of Rwanda for the year 2000, after the financial review by the National Assembly, is four hundred sixteen millions and six hundred thousand and two hundred and forty Rwandese francs (416,604,240 Frw). During that year the Commission did not receive any other funding. The other, organs which supported it did it, in another way, by for instance paying for tickets and other requirements of Commissioners who were going outside the country for human rights courses That amount was used as follows:

##### 4.1. Financial Report of the money received by the Commission

Service	Amount received	Amount used	Balance
1. Spent on salaries	136,077,140	55,593,436	80,483,704
2. Durable equipment	77,253,660	13,890,153	63,363,507
3. Daily routine expenditures	177,273,440	112,594,708	64,791,532
3.1 Petrol	20,217,600	15,676,800	4,540,800
3.2 Water and electricity	2,000,000	357,355	1,642,645
3.3 Newspapers	4,000,000	-	4,000,000
3.4 fax &Tele hones	7,800,000	3,832,852	3,967,148
3.5 Mobile hones	7,000,000	6,108,843	891,157
3.6 Mail	1,000,000	123,320	876,680
3.7 Printing documents	5,500,000	263,990	5,276,010
3.8 Advertisements	4,000,000	726,020	3,273,980
3.9 Office equipment	8,000,000	2,715,457	5,284,543
3.10 Car maintenance	9,000,000	5,871,803	3,128,197
3.11 Technical equipment maintenance	2,500,000	-	2,500,000
3.12 House Rent	41,000,000	34,776,180	6,223,820
3.13 Mission in the country	5,000,000	5,651,000	- 651,000
3.14 Mission abroad	27,191,000	24,784,666	2,406,334
3.15 Transport abroad	11,560,000	4,325,360	7,234,640
3.16 Vehicle insurance	5,789,563	4,764,173	1,043,390
3.17 Consultancy services	3,900,000	2,311,350	1,588,650
3.18 H.R. promotion	5,500,000	200,000	5,300,000
3.19 Security	6,315,277	-	6,315,277
3.20 Bank Services	-	10,739	-10,739
4. Human rights Investigations, Provincial offices	26,000,000	-	26,000,000
<b>TOTAL</b>	<b>416,604,240</b>	<b>181,965,497</b>	<b>234,638,743</b>
<b>Money received from Belgium</b>	<b>22,524,781</b>	<b>8,699,026</b>	<b>13,825,755</b>

- To facilitate the preparations of the 26<sup>th</sup> session of African Human and People's Rights Commission, on request by Government committees in charge of preparing the session, the National Commission of Human rights received 22,524,781 FRW. From the Belgium Secretariat for Cooperation. The session,

took place in Kigali from 1 to 15 November 1999. Although the cooperation agreement was signed by the president of the commission, its expenditures were done by the Ministry of Justice and institutional relations which is the one that prepared the conference. This fund therefore should not mean that is was added to the budget of the commission because it was not meant for any activity of the Commission.



## **4.2 JUSTIFICATION OF THE MONEY RECEIVED BY THE COMMISSION**

### **4.2.1 Less money was used compared to what was planned**

The used amount is one hundred eighty one million, nine hundred sixty five thousand four hundred ninety seven Rwandese Francs (181,965,497 Frw) out of the four hundred sixteen million, sixty four thousand two hundred forty Rwandese Francs (416,604,240 Frw).

This was due to the fact that the Commission had not yet recruited the staff for the year 2000 hence the impact could not reach what the money allocated could do.

Another reason is that commissioners never received what they should receive as "Mandatory" although it was agreed in the budget (they got far much less than planned) Commissioners spent a whole year getting a temporary salary (even at the time this report was being written) this was mainly due to the fact that concerned and relevant authorities never solved the issue.

Apart from staff salaries and expenditures, there is recurrent expenditures which amounts to one hundred and twelve million five hundred ninety four thousand seven hundred and eighty Rwandese francs (112,594,708 Frw) out of the budgeted one hundred seventy million two hundred seventy three thousand four hundred forty Francs (177,273,440 Frw). This is also due to the fact that some activities were not accomplished because the main tasks of the year were done by commissioners alone.

However, this did not stop missions inside the country (3.13) the money used surpasses the budgeted amount by 13% this means that the missions abroad were not properly taken into consideration. When analysing the objectives of the Commission, the major part of the task requires investigations and training outside the headquarters.

The Commission did not open provincial branches as planned. Therefore, the money allocated was not used. Some other allocations of funds were not used due to various reasons like the amount allocated to News papers (3.1), Security (3.19, and Investigations (4).

Other reasons that led to using less money than allocated include the following:

1. The Commission continued to use the same office it used in 1999 until Mid 2000 a relatively small place compared to the one it occupies currently. Hence a good balance on rent (3.12) and water and electricity (3.2).
2. Regarding transport of people abroad, (3.15) out of seven who attended training abroad, four of them were sponsored by the Danish Centre to human rights.
3. Concerning repair and maintenance (3.11) no money was spent because they were too new to be repaired.

4. Instead some relevant accessories and consumables. The money spent was included in the office equipment (3.9.)

#### **4.2.2. Durable equipment and projects**

The Commission planned to use the balance from the amount allocated for durable equipment budget to pay the equipment command of the end of 2000 in the first part of 2001.

The Commission plans to do the same on projects budgeted for the year 2000.

The year 2000 ended while still preparing the list of the requirements to be paid in the 2001 from the 2000 budget.

## **V. GENERAL CONCLUSION**

### **PLANS FOR 2001 AND RECOMMENDATIONS**

#### **5.1 GENERAL CONCLUSION**

##### **5.1.1 Regarding Human Rights Protection:**

Some of the complaints brought to the Commission reflected serious concerns. We wish to express them in this conclusion, which does not mean that others are less important.

❖ Cases of lack of procedures in the arrests, or illegal arrests:

Although the number of judicial personnel keeps increasing and judicial problems finding solutions, there is still evidence that laws governing preventive detention are not respected every where for Genocide cases and other cases.

Cases given in this report have shown that some of the arrested and jailed people did not follow legal procedures. Hence putting them to jail is violating their Human Rights and freedom that everyone is entitled to.

❖ Cases of not respecting the courts rulings.

These cases have been seen in various aspects: Some people were unjustly jailed because the courts decided that they be released and never got released. These were done not only in the administration of Justice but they were some cases of people who were declared not guilty (NSENIGYUMVA Samuel) but was again arrested and jailed. He was released provisionally after one year and one month without any court decision. The National Constitution provides that only courts decide whether an individual is guilty or not guilty.

These cases were also seen in civil, political, social and economic cases.

An example of economic and social cases is that of LINGUYENEZA and his former employer the Ministry of Defence mentioned in this report where it was clearly seen that what the Ministry was ordered to do by the Court of first Instance and the Court of Appeal were not respected.

- ❖ Cases of property for returnees especially old case refugees between 1959 and 1994:

Although there are some few of 1994 cases still facing some problems of recovering their properties, the main issue concerns old cases of 1959 because what is provided for in Arusha peace Accord did not materialise. One of the major problems is that the Government does not fulfil its duties on matters of recovering properties of old case refugees.

Indeed in some rural areas some people are arrested because they claim their properties and considered to be against Unity and reconciliation. Another issue that is forgotten is that "Individual property is inviolable".

### **Issues related to children's rights:**

Concerning children's rights in general, it is yet known to many Rwandese that the year 2000 proved that orphans face a lot of problems in terms of accessing to their parental properties. These are swindled by those looking after them and others especially where courts decisions are not respected.

#### **5.1.2. REGARDING HUMAN RIGHTS PROMOTION:**

In the year 2000 as shown in the Report, the Commission was asked to Educate and sensitise people towards Human Rights. Members of the Commission are proud of the cooperation between the Human Rights Commission and the Unity and Reconciliation Commission which were reflected in the various trainings organised by the Unity and reconciliation Commission. The National Commission for Human Rights organised such activities in conjunction with secondary schools, ORINFOR, National Police, Army... and Human Rights associations. The Commission also sensitised people on specific rights (children, women, torture...).

#### **5.1.3. REGARDING THE DEVELOPMENT OF THE COMMISSION**

After one month training of Commissioners in July 1999 and the International conference for the three year action plan that characterised the 1999, the year 2000 was characterised by setting up Internal regulations, recruiting competent staff and strengthening partnership with donors but also continuing to improve knowledge as reflected in the example of the Danish centre for human rights which trained commissioners in the year 2000 as mentioned above.

Concerning the United Nations and reinforcing Cooperation with Governments friends of Rwanda, we may recall the cooperation agreement between the commission and the United States Government in sponsoring our training on Investigation techniques which shows the trust bestowed to the Commission and the follow up of its activities.

Other signs of the steps taken in 2000 is the review of the UNDP project in cooperation between UNDP and Swiss government. There is also another Project on Gacaca jurisdictions sponsored by the European Union, some support from friends of the Commission and the report by the special Envoy of the United Nations High Commission for Human Rights to Rwanda.

## **5.2. ACTION PLAN FOR 2001**

### **5.2.1. REGARDING HUMAN RIGHTS PROMOTION**

Judging from the big challenges and problems encountered by the Commission in the one year and seven month of its existence as reflected in the report, the commission plans to tackle specifically the following questions:

- **Questions related to illegal arrests:**

The Commission plans to work with the judiciary especially the Public prosecution and the security so as to get tangible and proper solutions towards the rule of law.

- **Torture and acts of Humiliation:**

The Commission will sensitise the Government of Rwanda to ratify International conventions that promote human rights as adopted by the United Nations in 1984.

The Commission is prepared to work closely with the Government and Human rights nongovernmental organisations so as to achieve its objectives.

It is prepared to do the necessary using the teachings; Investigations conducted and seek penalties to those culprits as to eradicate those violations.

- **Questions related to courts rulings:**

The Commission plans to meet prosecutors and law enforcers to see how best the courts rulings can be implemented.

- **Questions related to children's rights:**

The Commission will work closely with the Government, non-governmental Organizations dealing with children's rights, UNICEF so as to protect children's rights especially those of orphans.

- **Questions related to property of returnees who spent more than ten years in exile:**

The Commission intends to engage some talks with the Government and the National Assembly so as to find appropriate solutions.

In the year 2001, the Commission also plans to closely work and monitor the setting up of Gacaca jurisdictions so as to ensure fair play and equitable judgement for both parties. These would be done through advice to leaders of these jurisdictions.

In general, relying on its competence in terms of equipment and human resources, the Commission plans to increase its own investigations due to the many violations of human rights in the country without waiting for individual people's complaints.

The year 2001 shall be to implement the action plan of the year 2000 of highlighting the real situation of Human Rights in Rwanda in general and close cooperation with other institutions to promote human rights.

The contribution of that project will improve cooperation programmes between governmental and non-governmental Institutions.

The Commission shall also conduct researches in various specific issues: women and girls, children, vulnerable groups survivors of genocide and crime against humanity, segregation and all sorts of injustice. The results of these researches will be communicated to relevant Departments of the Commission.

#### **5.2.2. REGARDING HUMAN RIGHTS PROMOTION**

In the year 2001, the Commission intends to start a radio broadcasted programme on human rights that will take fifteen (15) minutes weekly.

It also plans to contact the Ministry of Education and see how jointly they can prepare human Rights teaching material and curriculum for all educational levels.

Having in mind the competence and ability of Universities and higher learning Institutions, the Commission plans to involve those Institutions in preparing curricula for their own students and learners.

The National Commission for Human Rights shall do every thing possible so as to achieve full cooperation with the legal and Constitutional Commission. Specifically the Commission shall assist the constitutional Commission whenever possible to achieve its main goals of preparing a project on Human rights to be included in the New Constitution.

Concerning the preparation of the International conference on xenophobia and related forms of intolerance to be held in Durban in South Africa from 7th September 2001, the Commission is ready to cooperate and give its contribution in collecting News to reflect the Rwandese role in the conference.

The Commission shall analyse and evaluate the achievements in human rights done by various associations.

A training programme destined to various target groups:

Journalists, local administrators, prison warders, teachers, youth and women local leaders.

The Commission shall also in conjunction with other concerned and able authorities organise a consultative Conference to analyse and study the role of the International Community in issues of Genocide and crime against humanity, which took place in Rwanda between 1990 and 1994.

Among other things that the Commission may use in the preparation of this conference would be to organise study tours to Arusha International criminal tribunal for Rwanda, by Members of the Commission, reports by the former Swedish prime Minister Ingvar Carlsson, set up by the United Nations and the Report by the Committee of world known people (IPEP) set up by Organisation of African Unity on genocide and crimes against humanity perpetrated in Rwanda.

#### **5.2.3. REGARDING DEVELOPMENT OF THE COMMISSION**

In general, the year 2001 seems to lead the Commission to a step forward in capacity building both at the headquarters and in Provincial branches.

- The Commission intends and plans to request relevant authorities to law review n°. 04/99 of 12 March 1999 setting and strengthening the power of the Commission in investigating human rights violations.
- The Commission intends and plans to complete its internal rules and regulations in relation to labour laws.
- The Commission shall recruit all headquarters and branch staff and equip and train them.
- With the help of consultants and experts given by the UNDP and the United Nations High Commissioner for Human Rights, the Commission shall have a clearly defined three year plan of action. These documents will help the Commission in its negotiations with donors for the year 2001 and future negotiations.
- The Commission is convinced that the ability and disposition characterising its staff and Commissioners and the available equipment shall enable them to find solutions to human rights violations and better use available resources from the government of Rwanda and donors.

**5.3. After considering all questions received and the work done, Commissioners Found it important to convey these Recommendations to the following Authorities:**

To the President of the Republic, the Government, the National Assembly and the Supreme Court:

- a) Remind all those with power to arrest and jail that they should do it in accordance with the law.
- b) Do everything possible to ratify and sign International Convention on Torture (1984).
- c) Punish all those who undermine court rulings.
- d) Take strong measures for governmental Institutions, which violate children's rights and access to their property.
- e) Holding a consultative meeting so as to discuss means and ways of compensating old case refugees in relation to Arusha peace accords.
- f) Remind the DMI that it does not have the right to detain people.
- g) Do every thing possible to make sure that civilians are not held in military camps or prisons.
- h) Call meeting for government and non-governmental institutions to discuss issues on ethnic segregation and xenophobia so as to collect ideas and views in preparation of the Durban summit from 31 August 7 September 2001.
- i) Taking and supporting all legal provisions and ideas aimed at fighting ethnicity, xenophobia and all sorts of racial segregation.
- j) Do everything possible to finalise and implement the specified officers act (those officers include among others Commissioners of the Human Rights Commission).

**To other government Institutions including protecting and promoting security and human rights:**

- k) Working, cooperating and seeking advice from the National Commission for Human Rights and not considering the National Commission as interfering in investigations and other activities as provided by the law establishing it.

**To Non-Governmental Organisations and Associations:**

- l) Continue working closely with the Commission through providing views and ideas from their associations and the people in the field of Human Rights.
- m) In particular, support provincial Human Rights branches, which shall start their operations in 2001.

**TO ALL RWANDANS:**

- n) Bring to the Commission all complaints and views concerning human rights violations in Rwanda through verbal or written documents and giving their comments and contributions to the Human Rights radio programme known as "UBURENGANZIRA ! WACU" which passes every Friday from 18 h45 to 19 h00.

## **APPENDIXES**

### **APPENDIX ONE**

#### **INTERNAL REGULATIONS OF THE NATIONAL HUMAN RIGHTS COMMISSION**

Given the law n° 04/99 of March 12, 1999 establishing the National Human Rights Commission especially in its article 12;  
The National Human Rights Commission meeting on September 13, 2000, adopts the following Internal rules and regulations.

#### **SECTION ONE: DEFINITIONS**

##### **Article 1: Definitions**

Expressions used in these Internal rules and regulations shall be understood as follows:

- |                          |  |
|--------------------------|--|
| - Commission             | : National Human Rights Commission     |
| - President              | : President of the Commission          |
| - Commissioner           | : One of the members of the Commission |
| - Permanent Secretariate | : Staff of the Commission              |

#### **SECTION TWO: THE COMMISSION**

##### **Article 2: Origin of the Commission**

The Commission was established by law n° 04/99 of March 12, 1999.

**Article 3: \_\_\_Stamp**

The Commission has a stamp. The characteristics are defined by a different text completing this order.'

**Article 4: \_\_\_Autonomy of the Commission**

In fulfilling its mandate, the Commission is independent.

**Article 5: \_\_\_Duration of the Commission**

The Commission is permanent and established for an indeterminate period.

**Article 6: \_\_\_Headquarter**

The Headquarter of the Commission is in Kigali the capital city of the Republic of Rwanda. It can move to anywhere on the territory of Rwanda, after the agreement and decision by the majority votes of the members of the Commission. The Commission can establish anywhere on the territory of Rwanda, permanent or temporary offices.

**Article 7: \_\_\_Functions**

In general, the duties of the National Human Rights Commission are inter alia to analyse and investigate all causes of systematic violations of Human Rights in Rwanda that have been committed or could be committed by a state Institution or whoever acting officially or by associations working on the Rwandese territory.

The Commission is especially responsible for:

- The sensitisation and education of the population in matters of Human Rights
- Where necessary, initiate legal proceedings against anyone violating Human Rights.

**Article 8: \_\_\_Duration of Investigations**

Investigations of the Commission are unlimited in time so as to shed light on and punish according to the law past and present cases of Human Rights Violations.

**Article 9: \_\_\_Powers**

As stipulated by the law, the Commission has the following powers:

- a) Researching and investigating all Human Rights violations anywhere on Rwandese territory.
- b) Use any required authority to have access to anywhere Human Rights violations are suspected.



- c) Use any required authority to have access to any documentation of Human Right violations anywhere on Rwandese territory.
- d) Write and call anyone who may testify before the Commission; any suspect of Human Rights violations, a victim, a plaintiff or a witness.
- e) Mediate where possible all those involved in Human Rights violations with the aim of obtaining an amicable settlement or reconciliation.
- f) Ensure that the victims regain their rights.
- g) Initiate legal proceedings against anyone proved to have violated Human Rights.
- h) Prepare, sensitise and educate the population on Human Rights.
- i) Advise the government on Human Rights violations that the Commission investigated.
- j) Expose all Human Rights violations to the government; advise on how Human Rights can be protected in political and legal areas. '
 

More clarifications on this article are more substantiated in bylaws governing Human Rights cases.

### **SECTION THREE: CONCERNING MEMBERS OF THE COMMISSION**

#### **Article 10: \_\_Requirements for members of the Commission**

Members of the Commission should be of Rwandese Nationality known for their morality, integrity and competence.

#### **Article 11: \_\_Number and their selection.**

The Commission is made of seven (7) members chosen by the national Assembly out of ten (10) . candidates nominated by the government.

The Commission has a President as head of the Commission chosen by the government and confirmed by the National Assembly.

#### **Article 12: \_\_Appointment**

Members of the Commission are appointed by a Presidential decree.

#### **Article 13: \_\_Category**

The President of the Commission has a rank of Minister other members of the Commission have a rank of secretary general in the Ministry.

#### **Article 14: \_\_Term of Office**

Members of the Commission hold Office for a period of three years renewable.

#### **Article 15: \_\_Special benefits**

In criminal cases, members of the Commission are prosecuted individually. They are judged by the Supreme Court. They cannot be detained provisionally and can be represented in courts of law. They cannot be arrested because of their opinions while performing their duties.

#### **Article 16: \_\_Double Employment**

As members of the Commission, they cannot hold any other employment.

#### **Article 17: \_\_Behaviour**

Members of the Commission should avoid any conduct that may tarnish the image of the Commission. Especially, they should refrain from conducting themselves in a manner inconsistent with the qualities that determined their selection.

Members of the Commission should keep professional secret and ethics even after their mandate as long as the secret is still valid.

The Commission warns verbally or in writing any member who reflects any kind of misconduct which may lead to his /her dismissal.

When one of the members has misbehaved and been warned three times in writing by the President of the Commission or the Commissioner replacing the President during the same mandate, his/her fellow Commissioners vote for his / her case.

When five out of the seven members of the Commission vote against him/her, they request him/ her to officially tender his/her resignation to the President of the Republic according to article 15 of the law establishing the Commission.

If he / she fails to do so within one month, the Commission sends a detailed report with all relevant letters to the President of the Republic, the National Assembly, the Government and the Supreme Court and a copy to the concerned member. The report and letters concerning the President of the Commission should state if he failed in his administrative duties or as a member of the Commission.

#### **Article 18: \_\_Leaving the Commission**

Removal of one or more members of the Commission is done on request by the President of the Republic, the Government or half of the members of Parliament upon the majority of votes revoking those who have been removed from the Commission. The President of the Republic signs a decree. Removal from the Commission for one or more members of the Commission may be due to the following reasons:

- a) Death
- b) Resignation communicated to the President of the Republic
- c) Failing to perform his duties or behaving contrary to the ways and reasons a member was chosen.
- d) Taking part in Human Rights violations.

## **Article 19: Replacing members who left the Commission**

When one or more members of the Commission have left, they are replaced within a period of three months. When the number of members is less than four, the Government presents to the National Assembly two candidates for each vacancy fulfilling all the requirements stated in article 8 of the law establishing the Commission. The National Assembly chooses members of the Commission.

## **SECTION FOUR: Performance of Duties of the Commission**

Duties of the Commission are performed in various aspects. Some are done by members of the Commission collectively or individually according to the Department he/she supervises, others are done by the President of the Commission or the Commissioner replacing the president while others are done by the staff of the Commission or permanent secretariate.

## **Article 20: Members of the Commission**

Members of the Commission meet and discuss and take decisions on matters regarding the Commission especially the following:

- a) Setting rules and regulations governing the Commission and reviewing them whenever possible.
  - b) Setting up the headquarter and regional branches of the Commission.
  - c) Initiate judicial proceedings for anyone proven to have violated Human Rights.
  - d) Prepare, and Review plans and programs of activities of the Commission;
  - e) Prepare, adopt and review the budget of the Commission;
  - f) Adopt reports provided by law and other reports of the Commission it may consider necessary;
  - g) Adopt a communication and information policy related to achievements of the Commission;
  - h) Adopt a policy of cooperation and partnership with other Institutions;
  - i) Recruit a permanent Secretary as stipulated in article 1 I of the law establishing the Commission and if necessary request the Government to release him/her;
  - j) Recruiting and sacking other members of the staff of the permanent Secretariate and fixing appropriate modalities;
  - k) Planning missions abroad, and choosing the right delegates;
  - 1) Coordinating, following and supervising Departmental activities mentioned in article 23.
  - m) Any other business agreed by the Commission
- In the fulfilment of their obligations, members of the Commission should aim at encouraging all activities that develop and benefit the Commission. Any member of the Commission informs his/her colleagues so as to have a common understanding and common vision, and inform them on the problems encountered so that they may get collective solutions.

## **Article 21: The President of the Commission**

The President heads and represents the Commission: The President has the following specific duties:

- a) Coordinate all activities of the Commission;
  - b) Following and supervising all activities of the Commission,
  - c) When the number of members of the Commission is incomplete, he should inform the President of the Republic, the Government and the National Assembly.
  - d) Ensure that the budget and the report and other official documents of the Commission are well prepared before they are approved by the Commission.
  - e) Submit in time the budget, reports and other documents approved by the Commission to relevant Authorities;
  - f) Supervise the Management of the Commission in general, the property and the finance;
  - g) Prepare and chair the meetings of the Commission;
  - h) Establish good relations between partners of the Commission and reinforce cooperation with other institutions;
  - i) Monitor the implementation of the decisions taken by the Commission.
- When the President is absent or unable to perform his duties for one or another reason, he is temporarily replaced in all activities by the eldest member of the Commission.

#### **Article 22: Permanent Secretariate**

The Commission has a permanent Secretariate made of the Departments in charge of Human Rights activities per sé and the Support staff, It is supervised by a permanent Secretary; chosen by members of the Commission and approved by Ministers Cabinet.  
The permanent Secretary has a rank of Director General in the Ministry.

#### **Article 23: Departments and their responsibilities.**

The Commission is made of the following Departments:

##### **(1) Civil and political rights Department.**

##### **Responsibilities:**

- a) To give advice on matters concerning the violation of social and political rights;
- b) To carry out investigations on cases of Human Rights violations in the civil and political areas where arbitrary arrests and imprisonment, torture, extra judicial punishment, denial of freedom of speech, kidnapping, denial of freedom of Association etc...
- c) Write reports on how personalities and institutions violating Human Rights can be prosecuted;
- d) Do everything possible to ensure that all those whose rights have been violated are rehabilitated and their rights regained;
- e) Write a report showing how civil and political human Rights violations can be put to an end;

- f) Write a report on biased passed judgements on civil and political Human Rights.
- g) Prepare and deliver public lectures on civil and political Human Rights.

**(2) Department of Economic, Social and Cultural Rights to Development Responsibilities:**

- a) Give advice to anyone on matters concerning Human Rights violations in the areas of Economic, Social, Cultural and rights to Development;
- b) Carry out investigations on matters concerning Human Rights violations in the Economic, Social, Cultural and Development areas such as : Rights to property, rights to Education, Rights to good health etc...;
- c) Writing a report on how personalities or Institutions violating Human Rights in the Economic, Social, Cultural and Development areas can be prosecuted.
- d) Ensure that anyone whose Economic, Social, Cultural and rights to development have been violated can be restored in his rights.
- e) Writing a report on what kind of measures should be taken to halt Human Rights violations in areas of Economic, Social, Cultural and Rights to Development. ' f) Prepare and deliver public lectures on Economic, Social, Cultural and Rights to Development.

**(3) Legal and litigation affairs Department.**

**Responsibilities:**

- a) Implement decisions of the Commission aimed at prosecuting all those proven to have violated Human Rights;
- b) Prepare Human Rights documents related to collecting laws and Human Rights;
- c) Prepare a report on how all laws, policies containing clauses against Human Rights can be changed or corrected.
- d) Prepare relevant documents and Human Rights laws which are included in National Laws;
- e) Assist the Departments of the Commission on matters of Human Rights training;
- f) Collect information aimed at requesting the relevant Authorities to set up a National Constitution that includes human rights;
- g) Advise the Commission and its departments on legal affairs whenever necessary.

**(4) Research and Development Department**

**Responsibilities:**

- a) Prepare, monitor and ensure the implementation of all projects aimed at enhancing the Commission's capacities;

- b) Prepare, monitor and ensure the implementation of the Commission's objectives;
- c) Indicate areas where research can be directed on issues of Human Rights in Rwanda;
- d) Prepare main terms of reference in hiring experts and researchers in the field of Human Rights;
- e) Follow up all research activities of the Commission;
- f) Collect necessary requirements for research activities of the Commission;
- g) Collect and coordinate all reports on Human Rights in Rwanda.
- h) Implement all activities of publishing Human Rights reports and other documents;
- i) Collect, keep and protect all documents and other Educational and Academic Human Rights records;
- j) Work with other Departments of the Commission to strengthen its capacities.

**(5) Department of Education and Sensitisation of the Population to Human Rights Responsibilities:**

- a) Design and prepare appropriate mobilization and teaching Human Rights programmes to all sectors of the population;
- b) Prepare and implement decisions taken by the Commission in general in collaboration with all Departments having Education, culture, mass communication in relation to sensitising the population to Human Rights;
- c) Prepare and implement decisions especially in relation to the Ministry of Education and other Educational Institutions concerning Human Rights curricula in schools;
- d) Chair meetings, debates and training sessions aimed at educating and sensitising the population and other groups to Human Rights;
- e) Follow up and analyse human rights teaching programmes and assess their results;
- f) Prepare programmes according to different levels in matters of Human Rights;
- g) Propagate and explain National and International Human Rights conventions.

**(6) Partnership and Liaison Department**

**Responsibilities:**

- a) Prepare and Implement decisions taken by the Commission on the matters related to partnership with other Institutions and Associations at National or International level working in the field of promoting and protecting Human Rights;
- b) Coordinate activities of provincial branches and improve their contacts with other departments of the Commission;

- c) Prepare and review on time the action plan for departments, Institutions and associations, which have partnership with the Commission.

#### **Article 24: Collectiveness and Complementarity of Departmental activities**

- a) Each Department has a Commissioner who supervises it on behalf of the Commission. It is headed by a head of department who prepares a report and submits it to the relevant Commissioner.
- b) The difference between Departments as per article 23 does not mean that two or more departments cannot team up or complement one another for a given time or permanently;
- c) More details about article 23 are provided in a different document on rules governing Human Rights issues.
- d) The Commission has a permanent staff and contractual staff governed by labour laws in Rwanda;
- e) The Structures of Departments may be changed upon the majority of votes by members of the Commission

#### **Article 25: Commission's consultants**

Whenever necessary the Commission may hire one or more consultants or any other person with special skills for a specific period; terms of reference and salaries shall be reflected in their contracts with the Commission, or between the Commission and their institution.

### **SECTION FIVE: CALLING MEETINGS AND DECISION TAKING**

#### **Article 26: Calling meeting**

In general, meetings of the Commission are called by the President of the Commission in a letter to the Commission members at least 24 hours before the meeting.

This letter calling for meeting should have an agenda.

Notwithstanding section one of this article, due to emergency and importance of the matter, the agenda can be presented at the beginning of the meeting.

#### **Article 27: Quorum**

The Quorum of the meeting is four out of seven members of the Commission.

Any member of the Commission who may be absent although he /she is aware of the meeting, should inform the President in writing before the start of the meeting. If there are emergency and serious reasons of his-absence he/she should explain it to the President or his replacement or any other member of the-Commission who should in turn inform the chairman of the meeting. This does not concern a member who is on mission or other duty known to the Commission.

#### **Article 28: Meeting schedule**

The Commission meets every Monday for ordinary meetings, confirms minutes of the previous meeting, analyses activities of previous week and plans for the current week. The Commission meets in extraordinary meetings whenever necessary.

#### **Article 29: \_\_Chairing meetings**

Meetings are chaired by the President of the Commission and the Commissioner replacing the President whenever he may be absent. When both of them are not present the meeting is chaired by any member of the Commission authorised in writing by the President or his replacing member of the Commission.

#### **Article 30: \_\_Agenda of the meeting**

The chairman of the meeting is the one who prepares the agenda of the meeting. Members of the Commission can give to the chairman any other item to be added on the agenda. They can also change the agenda whenever necessary. The meeting decides the final agenda. Those items which have not been discussed are reported to the next meeting which can be extraordinary.

#### **Article 31: \_\_Meeting behaviour**

Missing points, confrontations, interruptions and other disturbing reactions are not accepted.

Any member of the Commission is allowed to bring the discussion to the point and may request the chairman that an item be postponed.

The chairman controls the meeting. He decides who should have the floor. He does not have a right to refuse any member a chance to express his/her point of view. The chairman has a right of cutting short anyone disturbing the meeting.

#### **Article 32: \_\_Meeting report**

The Permanent Secretary is the reporter of the meetings of the Commission. The Commission decides on any staff member or members to assist him in this task.

Meetings of the Commission can be in camera or closed doors. In this case the Commissioner in charge of Research and Development becomes the reporter of the meeting.

#### **Article 33: \_\_Other meeting participants.**

Members of the Commission can invite any member (s) of the staff or expert (s) to attend the meeting.

#### **Article 34: \_\_Decision taking**

Decisions of the Commission are taken on total agreement or consensus. If not possible, they shall be taken on majority of votes, it means at least four out of seven. Every member has one vote. Nobody can vote for another.



Abstention is allowed. Any abstention or any opposite view cannot refuse to abide or hinder the decision taken.

The opposite view of the decision taken is recorded in the minutes of the meeting upon the request of the opposer. '

Any decision concerning a given Department cannot be taken in the absence of the Commissioner or Head of the concerned Department.

### **Article 35: \_\_Voting**

When there is no consensus, voting is done according to the following methods: -

- Raising hands
- Secret ballot

Before voting, members agree on the method to be used.

Upon request of at least four members of the Commission, the Commission can seek advice from the Permanent Secretary on the matter to be voted.

### **Article 36: \_\_Implementation of decisions**

Decisions taken by the Commission should be implemented within a given time. If there is no justifiable reason for not implementing them, it is considered to be misconduct to be warned as per article 17 of this law.

On a special note, if the President of the Commission as head of the Commission does not send in time the report or any other documents approved or adopted by the Commission, the Commission requests the Commissioner replacing him to sign them and dispatch them.

## **SECTION SIX: MISSIONS.**

### **Article 37: \_\_Mission in the Country**

The Commission decides the kinds of missions in the Country to be done by members of the Commission or staff members.

Any mission beyond thirty kilometers from one's place of work receives all rights. Mission letters are signed by the President of the Commission or the Commissioner replacing him or any other person authorised by the Commission.

Mission report is submitted to the Commissioner in charge of the relevant Department not later than eight days from the date of return from the mission.

The Commissioner informs and briefs the President on the mission.

When the mission concerns the general administration, the mission report is submitted to the Permanent Secretary who in turn submits the report to the Commission who will finally present it to other members of the Commission in the next meeting.

In case of an emergency matter, the person who went on mission may be asked to produce the report immediately after his / her return.  
In country mission, package is determined by the Commission.

**Article 38: \_\_\_Mission abroad**

Every term, the Commission prepares a programme of missions abroad. However, missions abroad on invitation by partners of the commission or any other unexpected mission can be attended depending on the importance and benefit to the Commission.

If once abroad one will speak on behalf of the Commission, he / she is required to leave a copy of his speech or message to the President of the Commission or the Commissioner replacing the President.

The mission report is submitted to the President of the Commission or the Commissioner replacing him within a period not exceeding fifteen (15) days from the day of his return from mission.

In case of an emergency matter, the person who went on mission abroad may be asked to produce the report immediately after his / her return.

Letters of mission abroad are signed by the President of the Commission or the Commissioner replacing the President or any other person authorised by the commission.

Mission abroad package is the same as that of a Minister, a Secretary general and other public servant depending on one's category.

**SECTION SEVEN: Resorts**

**Article 39: \_\_\_Human Rights report.**

The Commission submits reports to the office of the President of the Republic, the Government, the National Assembly and the Supreme Court on all findings related to Human Rights violations.

**Article 40: \_\_\_Annual report**

The Commission submits an annual report within a period not exceeding three (3) months of the following year, gives a copy to the Government, the National Assembly and the Supreme Court.

**Article 41: \_\_\_Submitting report and other documents**

The Commission may avail its annual report and other reports and documents concerning its findings related to Human Rights.

**SECTION EIGHT: THE COMMISSION'S PROPERTY**

**Article 42: \_\_\_Source of the Commission's property**

Funds used by the Commission come from the State budget and donations.

The Commission prepares its budget to be approved by relevant authorities. The Commission administers the approved budget.

**Article 43: \_\_Management of the Commission's property.**

Ordinary management of the Commission's property follows the state budget rules. Specific management of the Commission's property follows the specific Commission's rules.

**Article 44: \_Budget control.**

The Auditor General for State Finances controls the Commission's budget  
The State court of accounts analyses the annual financial report of the Commission in its section related to financial control.

**SECTION NINE: PRIVILEGES OF MEMBERS OF THE COMMISSION**

**Article 45: \_\_Privileges of members of the Commission**

Salaries and other privileges of members of the Commission are described in special documents.

**Article 46: \_\_Privileges of Staff members**

Salaries and other privileges for Staff members are described in special documents.

**SECTION TEN: CONCLUSIONS**

**Article 47: \_\_Languages Used.**

The Commission uses the three official languages of Rwanda namely: KINYARWANDA, FRENCH and ENGLISH.

Documents of the Commission are written in Kinyarwanda but can be in any other language as mentioned above depending on the sender and targeted receiver.

**Article 48: \_\_Reviewing Internal regulations.**

This Internal regulations can be reviewed if necessary on approval of members of the Commission.

**Article 49: \_\_The Legality of these Internal regulations.**

The Internal regulations come into force the day of their signature by members of the National Human Rights Commission in their first mandate.

**Done at Kigali, on September 13, 2000**  
**By members of the Commission:**

*Commissioner GASANA NDOBA, President of the Commission*

*Commissioner KANYANGE Anne Marie*

*Commissioner KAYUMBA Deogratias*

*Commissioner NDAHIRO Tom C*

*Commissioner NYIRAHABIMANA Soline*

*Commissioner SIMBURUDALI Théodore*

*Commissioner UWIMANA Denys*

## **APPENDIX TWO**

### **MEMBERS OF THE Commission and their Responsibilities:**

Commissioner GASANA NDOBA  
**President of the Commission**

Commissioner KANYANGE Anne Marie  
**In charge of Social, Economic, Cultural and rights to Development Department.**

Commissioner KAYUMBA Deogratias  
**In charge of Partnership and Liaison Department.**

Commissioner NDAHIRO Tom  
**In charge of Civil and political rights Department.**

Commissioner NYIRAHABIMANA Soline  
**Legal and Litigation Department (called for other duties on 15 November 2000).**

Commissioner SIMBURUDALI Théodore  
**In charge of Research and Development Department.**

Commissioner UWIMANA Denys  
**In charge of Education and Sensitisation Department.**

### APPENDIX THREE :

#### ORGANISATION CHART OF THE NATIONAL HUMAN RIGHTS COMMISSION

